

SERVICES

TELEMATIQUE

perspectives de la fin du conflit dans le Golfe
jusque remontée du prix du pétrole

Devant la persistance des tensions

Moscou cherche à mettre fin à l'agitation arménienne

Haines caucasiennes

Après six mois de bouillonnement, de mobilisation, de troubles et de meurtres, la crise qui oppose Arméniens et Azéris à propos du sort à réserver à la région du Haut-Karabakh risque de prendre un cours nouveau. Les autorités centrales commencent en effet à être à court d'idées pour venir à bout de l'effacement ancestral entre ces deux peuples ennemis du Caucase.

On se rend parfaitement compte, à Moscou, de la gravité de la situation. Il suffit, pour s'en persuader, de lire les interventions prononcées, le mardi 19 juillet, au cours de la séance que le président du Soviet suprême : beaucoup sont d'une crudité déconcertante et valent un magasin des grands mensonges historiques les coups d'autorité sur l'unité éternelle entre les peuples, la profonde fraternité entre Républiques soviétiques.

Mais le cocktail ethnico-caucasien est jugé finalement si explosif que personne n'est prêt à y toucher : pas question de restituer le Haut-Karabakh, traditionnellement peuplé d'Arméniens, à l'Arménie. La réconciliation soviétique ne le supporterait pas, et de nouvelles revendications sécessionnistes ne manqueraient pas de se faire entendre dans d'autres Républiques. Non, l'heure est plutôt au maintien de l'ordre et du « statu quo » constitutionnel. C'est à peine si M. Gorbatchev a laissé miroiter la possibilité de transformer un jour la région autonome du Haut-Karabakh en République autonome dans le cadre de l'Azerbaïdjan.

L'insistance mise sur le maintien de l'ordre en dit long sur l'impasse dans laquelle s'enferme le pouvoir. Il en est même à redécouvrir de vieilles recettes et à dénoncer de mystérieux éléments subversifs arméniens qui profiteraient de la crise du Haut-Karabakh pour tenter de miner le socialisme. Il est peu probable qu'un tel langage suffise à déamorcer l'impétuosité arménienne. La réflexion vaut encore plus pour le Haut-Karabakh, où aucune autorité n'est en mesure de se faire entendre.

M. Gorbatchev n'a sans doute pas entièrement tort lorsqu'il affirme que la crise a été encouragée par certains dirigeants arméniens et azéris, mais, corrompus notoirement par le nouveau cours de la politique soviétique et sans doute pas mécontents de trouver une diversion à leurs ennuis du moment. Cette analyse ne peut cependant masquer l'assordil du dilemme auquel va devoir faire face M. Gorbatchev : pendant près de cinquante ans - n'oublions pas que l'Arménie et l'Azerbaïdjan, tout comme la Géorgie, ont connu quelques années d'indépendance après 1917 - les particularités et les haines des peuples du Caucase ont été occultées par le recours à l'autoritarisme, mimé, depuis les années Brejnev, par la tolérance de la corruption à grande échelle. C'est ce système qui sont en train de faire sauter « perestroïka » et « glasnost ».

Mais, à peine entrouverte, la boîte de Pandore a libéré de terribles aspirations, de terribles contradictions, comment oublier que les Arméniens sont chrétiens et les Azéris musulmans ? - qu'il ne reste plus qu'à tenter de la réformer. Car c'est bien le spectre d'un nouveau Liban qui vient d'apparaître.

M 0147 - 0721 0 - 4,50 F
3790147004500 07210

Les pertes sur les marchés parisiens

Les agents de change devront rembourser 1,3 milliard de francs

Les dirigeants de la Société des Bourses françaises (SBF) ont révélé, le mardi 19 juillet, que les pertes enregistrées sur le fonds de garantie de l'ex-Chambre syndicale des agents de change s'élèvent à 613,7 millions de francs et non à 500 millions de francs comme on l'avait dit en juin.

D'autre part, on apprend que la SBF aurait décidé de constituer de nouvelles provisions, d'un montant de 700 millions de francs, pour d'autres sinistres concernant une dizaine de sociétés de Bourse. Le total des pertes sur les marchés parisiens serait donc évalué à 1,3 milliard de francs. En conséquence, la Société des Bourses françaises devrait procéder à une augmentation de capital d'environ 700 millions.



Lire page 20 l'article de DOMINIQUE GALLOIS.

Selon des témoignages d'habitants

Sérvices à Ouvéa

Tandis que l'instruction judiciaire suit son cours sur les circonstances et les conséquences de l'assaut militaire du 5 mai contre la grotte de Gossans - le commandant du GIGN a été entendu, le mardi 19 juillet, par le juge Jean-Louis Mazères, - les indépendantistes de Nouvelle-Calédonie viennent de produire une quarantaine de témoignages émanant d'habitants de l'île d'Ouvéa, qui accusent les forces de l'ordre de leur avoir fait subir diverses violences physiques, entre le 22 et le 27 avril, pour obtenir des renseignements sur les auteurs de la prise d'otages meurtrière du 22 avril à la gendarmerie de Fayouli. Les militants du FLNKS n'hésitent pas à parler de « tortures ».

(Lire page 8 le récit d'EDWY PLENEL et d'ALAIN ROLLAT.)

La convention démocrate à Atlanta

Un triomphe en guise de consolation pour Jessie Jackson

PAGE 5

La vente des bijoux de Roberto Polo

Une relance de l'affaire Chaumet

PAGE 9

Rumeur de dopage sur le Tour de France

Pedro Delgado, le maillot jaune, soupçonné

PAGE 10

Chronique de 1789

Les élections

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve en page 24

L'ENQUÊTE : chronique villageoise

La Corse, île aux chimères

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, effectue, le mercredi 20 et le jeudi 21 juillet, une visite en Corse au moment où la trêve des attentats, décidée le 31 mai dernier pour cent vingt jours par l'ex-FLNC, est toujours en vigueur.

Moment propice pour le dialogue et pour une rencontre avec une Corse oubliée.

AJACCIO
de notre envoyée spéciale

Le dernier des Corsos surveille depuis trente ans un muret qui donne, l'hiver, sur le sommet enneigé du Niellu et, l'été, sur le même sommet mais la neige a fondu. Il prévient tout de suite qu'il ne parlera pas. « Corsu sempre corsu », lit-on dans sa cuisine.

Le ciment est au sur le sol. L'homme possède un éphémère et un calendrier des PTT qui comptent les jours mais pas de la même année. Sur le réfrigérateur, une radio cassette a le tort d'être italienne. La télévision est cassée, mais il ne fera pas le premier pas. « L'immagine, elle viendra ».

L'étranger a le choix des armes pour le café : dans un verre ou dans une tasse. Est étranger tout individu qui n'est pas Corse ou qui, Corse, n'est pas cousin issu de germain. On lui parle chinois, on lui donne des images et on le plume au poker. L'étranger ne reste jamais.

L'homme est déçu par ses contemporains. Dans la prairie, les pionniers mettent des clôtures alors qu'il laisse sa porte ouverte. A 3 kilomètres, les commerçants ont de l'argent alors qu'il monte la garde devant son réchaud à gaz. Dans son désert, le dernier des Corsos bivouaque. Il attend l'image.

La Corse est « le centre du monde », et chacun a son territoire. Les villages attendent le retour des « Poilus », et Ajaccio le premier choc pétrolier. Corte prépare mai 1968, et l'Assemblée régionale « l'ère post-industrielle », qui, après « l'ère paléolithique », l'ère agricole et l'ère industrielle, transformera les « pieux » en « micro-régions ». Dans la cuisine, le lave-vaisselle se méfie du mauvais ciel.

Les mots sont du voyage. Corte fait la une d'un hebdomadaire,

Corti huit pages intérieures. Un vieil homme condamne le terrorisme en montant en voiture dans son village et allume la mèche en traversant les résidences secondaires de la plaine. Jacques signe un texte dans une publication, Ghjuvannu le même texte dans la même publication, et on se demande qui l'a traduit. Pour le reste, les Corsos vivent en province mais il ne faut pas le leur dire.

On peut raconter deux histoires. Dans l'une, le dernier des Corsos est un retraité qui allume son feu avec l'édition locale de *Nice-Matin*. Dans l'autre, c'est Prométhée qui garde la flamme. Sur le continent, deux frères n'ont pas tranché trente ans après : l'un a souffert de la faim, il n'a vu que du fromage sur la table familiale ; l'autre se souvient d'énormes jambons. Ils n'en parlent jamais, ils se tueraient. Les Corsos n'ont pas fait leur religion. Puisqu'on n'a pas l'éternité comme eux, on s'en tiendra à quelques portraits, en suivant le pente. Du Niellu jusqu'au bord de la mer.

CORINE LESNES.

(Lire la suite page 6.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

- Festival d'Avignon : « Les Nouveaux Messieurs », de Jacques Feyder.
- Le bilan des XIX^e Rencontres photographiques d'Arles.
- Les clubs de jazz à New-York.

Pages 11 à 13

Aventure

Lafitte veut bâtir un monde meilleur : Jean-François Deniau lui offre Las Esperanzas

CHRONIQUE DE 1789 L'ANNÉE SANS PAREILLE

Mars-avril-mai 1789

Les trois ordres — le clergé, la noblesse et le Tiers Etat — élisent leurs députés en vue des Etats généraux. Procédure longue, difficile, complexe au cours de laquelle — malgré les pressions plus ou moins avouées, les approximations et les inégalités — les Français font l'apprentissage de la démocratie. La monarchie absolue n'a plus en face d'elle la fronde aristocratique, jalouse de ses privilèges ; elle va devoir faire face à des avocats, des négociants, des curés de village... qui s'affirment comme les mandataires de la nation.

par MICHEL WINOCK

CONVOQUER les Etats généraux n'était pas une mince affaire politique ; cela pouvait être aussi un casse-tête sur le plan pratique. Quelles seraient les circonscriptions ? Combien y aurait-il de députés ? Le règlement serait-il unique pour le royaume ou devait-on respecter les prérogatives locales, les différences administratives entre généralités dites d'élections et pays d'états ? A ces questions, le roi répondit par un règlement général, le 24 janvier 1789.

Dans une lettre-préambule, Louis XVI affirmait : « Nous avons besoin d'un pouvoir plus fidèle sujet pour Nous aider à surmonter toutes les difficultés que Nous Nous trouvons, relativement à l'état de nos finances, et pour établir, suivant nos vœux, un ordre constant et invariable dans toutes les parties du gouvernement qui intéressent le bonheur de nos sujets et la prospérité de notre royaume. » Ces mots et la suite furent les, en guise d'hémélide dominicale, dans toutes les églises de France au cours de la fête de l'Ascension, 1791, car c'est le message toucha leurs oailles jusqu'aux larmes. Le ton paternel du souverain ajoutait encore à l'immense espérance qu'il avait soulevée.

Une cinquantaine d'articles définissaient la procédure, après que le lieu de l'assemblée — Versailles — et la date de l'ouverture — le lundi 27 avril — eurent été annoncés (selon certains, Versailles avait été préféré à tout autre lieu par le roi « pour ne pas déranger ses chasses et ses commodités »). Tous les Français âgés de vingt-cinq ans, « domiciliés et compris au rôle des impositions » étaient pris de se réunir dans leurs paroisse, communauté, bourg et ville, ou corporation, à deux fins complémentaires : rédiger leurs cahiers de doléances et élire leurs députés.

L'élection, pour le Tiers Etat, se déroulait à plusieurs degrés, ou plutôt selon plusieurs assemblées : celle de paroisse, de communauté ou de corporation s'entendaient sur un cahier et sur des représentants. Ceux-ci se retrouvaient dans les quatre cent quarante-cinq bailliages principaux ou sénéchaussées principales, vieilles subdivisions territoriales devenues circonscriptions judiciaires, qui synthétisaient les différents cahiers en un seul et désignaient ce que nous appellerions de grands électeurs. Ces derniers, pour la phase suivante, se réunissaient en assemblée générale avec les membres du clergé et de la noblesse du bailliage principal. Cette assemblée générale avait deux buts : la rédaction d'un cahier général du bailliage (ou de la sénéchaussée) et la nomination des députés aux Etats généraux. Ce n'est là qu'un résumé schématisé des opérations ; elles avaient en fait de multiples variantes, comme le fait de l'existence de bailliages secondaires, représentant un degré de plus ; du fait aussi que certaines paroisses hésitaient entre deux bailliages : l'incertitude géographique de l'Ancien Régime était à la mesure du flou administratif.

Les membres des deux premiers ordres élisaient directement leurs députés, à moins qu'ils ne dépendissent, eux aussi, d'un bailliage secondaire, auquel cas l'élection à deux degrés s'imposait, tout privilèges qu'ils étaient. En définitive, « grands électeurs » ou électeurs directs, les trois ordres se retrouvaient au siège du bailliage principal. Devaient-ils alors se réunir séparément ? L'article 43 du règlement autorisait la délibération commune, moyennant un

consentement des trois ordres discuté séparément.

Le vote aurait-il lieu à haute voix ou par écrit ? Réponse : élection orale aux assemblées graduées ; utilisation du scrutin pour élire les députés aux États généraux ; on déposerait son « billet » dans un vase placé sur une table devant le secrétaire de l'assemblée. On prévoyait les cas de nullité ; on définissait la « pluralité » (au premier tour, une seule voix au-dessus de la moitié des suffrages) ; on fixait à trois le maximum des tours de scrutin ; on exigeait des procès-verbaux de séance... Comme on sait, il n'y a pas de démocratie sans les formes ; on s'appliquait à les codifier. A ces dispositions générales, de nombreuses décisions

dan lequel beaucoup tenaient ce droit nouveau de l'élection. Les puissants s'alarmèrent de n'être pas membres de droit des futurs Etats généraux. Par exemple, le cardinal de Rohan fait déposer chez son notaire une protestation contre un règlement qui ne le désigne pas, lui, prince-évêque, comme « député nécessaire ». Inversement, les agents du pouvoir royal voudraient encore que celui-ci use de son droit d'exclusion contre certains députés indésirables. Ainsi, le sénéchal d'Angers, tout reconnaissant l'élection de Volney, dont les écrits ont été brûlés sur ordre du Parlement.

En fait, une liberté fondamentale était vraiment en train de naître. Certains l'en ont blâmé, mais il faut plutôt louer ce pou-

Comment, nous dit Cochin, ces assemblées de paysans, qui ne se connaissent pas, ont-elles pu rédiger des cahiers communs et élire des représentants dont on ne savait pas les noms ? Réponse : à côté du « peuple réel » (et ignorant, et naïf), « il y en avait un autre qui parla et députa pour lui — le peuple peu nombreux, mais très bien uni, et surtout spandit des idées nouvelles et originales. Les représentants des cercles, des loges, des chambres littéraires, des sociétés patriotiques, diffusaient un même esprit. De sorte que, selon notre auteur, toute assemblée a été préparée : « La volonté générale est libre, comme une locomotive sur ses rails. » Le groupe initié à précédé l'assemblée officielle ; il a saisi

puissance souvent décisive du capital social.

A Arras, l'élection de Robespierre paraît à la fois confirmer et nuancer Cochin. Il est vrai que, dans l'assemblée préliminaire du Tiers, on voit le rôle des avocats : 510 votants élisent 8 avocats sur 12 représentants à l'assemblée générale, tandis que, parallèlement, 39 corporations choisissent 53 députés. Le 30 mars, ce sont 550 députés, représentant 245 villes, bourgs et villages de la gouvernance ou bailliage, qui se retrouvent : 49 commissaires élus, dont Robespierre, font la synthèse des cahiers de doléances. Lui-même, Maximilien, a prêté sa plume à la corporation des savieters pour la rédaction de son propre cahier. On voit donc bien la part d'influence qu'un avocat du parti patriote peut exercer. Il se voit attribuer aussi par ses pamphlets, dans lesquels il maltraite les autorités municipales, en se posant en champion de la cause populaire.

20 jours les trois ordres se réunissent dans la cathédrale d'Arras. L'évêque y célèbre la messe du Saint-Esprit. Serment, discours du gouverneur, réponse de l'évêque d'Arras — fort patriotique, au demeurant, très favorable à l'égalité fiscale. Les ordres se réunissent séparés. La noblesse, défendant les privilèges des états de l'Artois, vote la récession, sauf le comte Alexandre Lameth (futur membre du triumvirat, avec Dupont et Barnave), qui proteste contre le conservatisme de ses pairs. Le Tiers, réuni séparément selon sa volonté, après approbation du texte de son cahier, procède aux élections. Sur les huit députés à élire, Robespierre est le cinquième désigné.

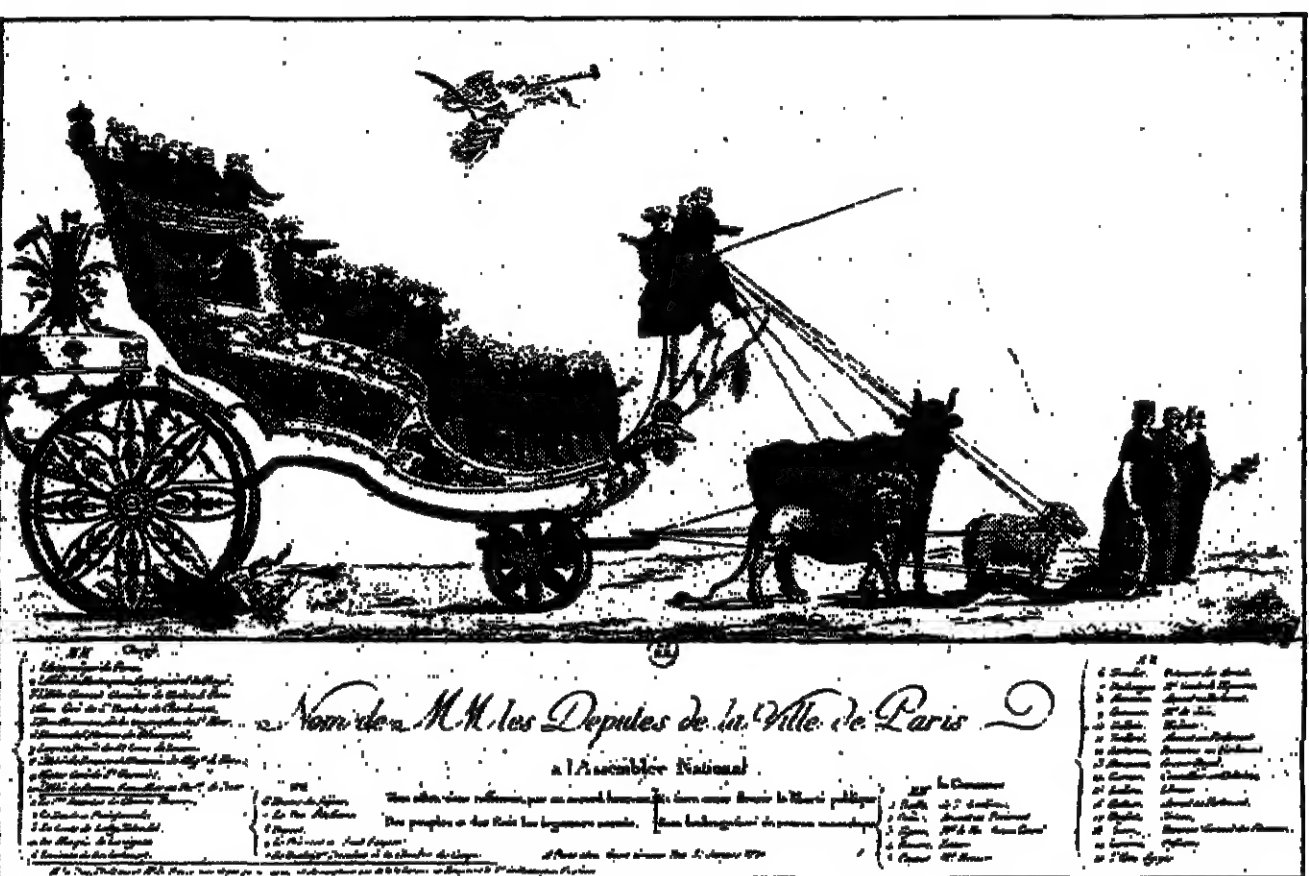
SON succès (non triomphal), des témoins l'expliquent aussi sur les efforts qu'il a déployés : auprès de ses parents de la campagne, auprès de l'électorat par ses discours et écrits, par des émissaires dévoués qui ont répandu son nom dans les auberges où étaient descendus les électeurs, etc. Bref, Maximilien employait toutes les ressources d'un candidat moderne à la députation, en un temps où les partis politiques n'existaient pas ni la déclaration des candidatures. Le Abbé Proyart, qui le connaît bien, et qui nous le montre à l'œuvre sans indulgence, ne dénonce nullement, dans cette section, le travail clandestin d'un gendre qui multiplie les lettres. Il dit d'un gendre : celui qui appellerait l'incrimination : ne tient pas des propos très originaux ; il reprend dans ses écrits et paroles imbibes une encre de viciante nationale.

Transportons-nous maintenant à Mantes. Condorcet, qui est propriétaire d'une maison de campagne dans la région, y brigue la députation de la noblesse. Une noblesse ici très libérale, qui accepte volontiers la réunion des trois ordres. Condorcet fait tout pour que dans ce cas, ce soit lui qui soit porté aux Etats généraux, mais le vœu de leur ordre. Choisis par leur ordre seul, ils n'appartiennent qu'à lui. Au contraire, si les ordres se réunissent dans les baillages, alors la décision des Etats sur la réunion ou la séparation des ordres devient celle du corps même de la nation... Discours applaudi. Et, pourtant, Condorcet éprouve le dépit de voir préférer à ses mérites ceux d'un pâle concurrent. Ayant sa résidence principale à Paris, à l'hôtel de la Monnaie, où le marquis de Condorcet, son épouse, tient un salon fréquenté, il est choisi par la noblesse du département du Luxembourg, mais ne figure pas tout de suite parmi les huit députés de la noblesse parisienne. Causes cumulées : trop de timidité, surface sociale insuffisante, utilisation du scrutin de liste qui le dessert. Le vote n'est pas idéologique, car La Rochefoucauld, bien élu, partage les idées de Condorcet : les considérations de naissance et de fortune ont primé. Repoussé par la noblesse, se verra-t-il offrir une revanche politique ? Tiers, comme Mirabeau en Provence ? L'assemblée nationale ?

« La liste des amis du peuple » qui s'écoule, et où son vrai son nom à côté de ceux de Target, Brissot, Sieyès, Cerutti, Clavière,

Mille cent cinquante-quatre députés, (291 du clergé, 285 de la noblesse et 578 du Tiers) sortent des assemblées électorales. Enorme députation, qui a tout à apprendre du métier, et qui va faire la Révolution. De cette gigantesque consultation, on peut tout dire : les approximations, les inégalités, les influences plus ou moins avouées. Mais l'important est qu'elle a eu lieu et qu'elle porte les espérances de tout un peuple, en même temps que ses contradictions. Vaillle qui vaillle, la France démocratique est en train de naître. La monarchie absolue n'a plus en face d'elle la fronde aristocratique, jalouse de ses privilèges : elle va devoir faire face à ces avocats, ces négociants, ces curés de village, ces nobles libéraux, qui s'affirment comme mandataires de la nation.

Demain :
« La voix de nos aïeux »
(mars, avril, mai 1789)



ultérieures s'ajoutèrent, relatives au nombre de députés et aux différents cas d'espèce. Paris est drot à un statut particulier, mais pas avant le 23 avril ! Les pays d'états, du moins certains d'entre eux, réclamèrent le privilège de nommer leurs députés par les états provinciaux, comme cela avait été le cas du Languedoc et de la Bourgogne en 1614. Mais les protestations du Tiers empêchèrent le gouvernement à plier ces provinces sous la règle commune, malgré la protestation des aristocrates qui contrôlaient leurs assemblées. Le règlement, en revanche, n'était pas applicable à l'Alsace, aux Trois-Évêchés, à la Lorraine, à la Provence, à la Bretagne, au Dauphiné et à la Corse, provinces pour lesquelles on immédia des règles particulières.

Le nombre des députés fut établi sur deux principes contradictoires. Le premier prenait en compte l'importance de la population et des contributions; le second affirmait le respect des « anciens usages ». Il en résulta de flagrantes inégalités. Chaque bailliage ayant droit à un minimum de quatre députés (un pour le clergé, un pour la noblesse, deux pour le Tiers), les petites circonscriptions se trouvèrent surreprésentées, au détriment des très peuplées. Ces attributions, au demeurant, étaient incertaines, le pouvoir royal ignorant le chiffre exact de la population. Justement, Necker voulut profiter des assemblées bailliagères pour en savoir plus, mais on lui résista comme aux enquêtes précédentes, de peur de nouvelles impôts. Tout est prétexte de querelles et rendait l'affaire infiniment complexe.

Autre facteur d'incohérence : la convocation était l'acte de l'administration judiciaire, et les grands baillis ou sénéchaux d'épée (leur office n'exigeait aucun grade de faculté) que la justice était rendue. Entre ces personnages honorifiques, voire fantomatiques, et les lieutenants généraux, vrais représentants du roi, eux, dans le bailliage, la concorde ne fut pas la règle, du moment qu'ils furent face à face. Par exemple, à Mantes, où se présente Condorcet, on assiste à une guerre de préséances entre le comte d'Adhémar, grand bailli d'épée, et le lieutenant général Jean-Baptiste d'Alceus-Dontail, qui, chacun de leur côté, plaignent au roi le manque de respect des autres. Le tirage au sort des Socaux Barentin. L'arbitrage de la chancellerie est digne de Salomon : « Le bailli est l'officier principal, mais il ne peut agir seul ; c'est au lieutenant général à l'assister et à prononcer. »

Armand Brette, qui a publié les principaux documents relatifs à la convocation des Etats généraux, voilà une centaine d'années, a parlé aussi du mépris général

voir royal soucieux de ne point intervenir dans la désignation des députés. Au lieutenant général de Tartas, qui se flatte de faire nommer un bon candidat, Barentin réplique : « Vous ne devez point vous permettre de chercher à déterminer le choix des votants, ni de faire aucune démarche tendant à gêner les suffrages ; il faut laisser aux membres des assemblées la liberté de donner leur confiance à ceux qu'ils en jugeront le plus dignes... Cette conduite s'éloignerait d'ailleurs entièrement de l'impartialité que vous devez manifester. Nous n'en sommes pas encore aux candidatures officielles et aux pressions préfectorales du bonapartisme ; une innocence de bon aloi,

1 154 députés (291 du clergé, 2 sortent des assemblées élues qui a tout à apprendre du métier.

Reste à savoir si ces élections ont été parfaitement libres. Certes, le roi et Necker l'ont voulu ; la commission de la convocation, mise en place dès janvier, et les lettres du garde des Sceaux, l'attestent. Cependant, les pressions n'étaient pas forcément absentes. Notons un passage cette anomalie à nos yeux de modernes : l'élection devait être une manifestation spontanée, sans candidats, et donc sans professions de foi. Dans de petites assemblées comme celles de la noblesse et du clergé, les membres d'un même bailliage, d'une même sénéchaussée, se connaissent. Ce n'était pas le cas dans les assemblées du Tiers. Là, diverses pressions prevaient s'exercer. De la part des grands, des puissants, des riches, disposant d'une clientèle, de subsides, de moyens divers, surtout dans les campagnes. Les historiens marxistes ont insisté sur le contrôle exercé sur le Tiers par la bourgeoisie : comme le dit Georges Lefebvre, tout autre eût été la représentation nationale si l'on avait créé, comme certains cabiers le réclamaient, un ordre paysan !

Ce n'est pas sur ce terrain des classes que se situe un Augustin Cochin, dont nous avons déjà parlé et qui a cru discerner dans les sociétés de pensée les véritables directrices de l'opinion. Pour lui, le choix des baillages, « *juridiction périmée* », a eu le même effet que, plus tard, la création des départements : écarter les notabilités coutumières, naturelles, traditionnelles, pour laisser la place à un personnel complètement nouveau « *de caractère politique* ».

mots d'ordre, ses motions, sa liste de candidats. Dans le vide laissé par le règlement qui n'autorise aucune vraie confrontation d'idées, d'hommes, de programmes, le travail souterrain des sociétés prépare la voie. Paradoxe : le pouvoir royal voulait protéger les électeurs de toute contamination, de toute influence avouée, et, du même coup, il laisse le champ libre aux « influences secrètes ». Et Cochon de nous décrire le « plan » des avocats de Dijon, partis à la conquête de la Bourgogne. Lefebvre, de son côté, parle de « bourgeois entrepreneurs » qui se concertent pour « guider » les diverses assemblées, répandant des modèles de cahiers. « *suzerain des candidatures* »...

de la noblesse et 578 du Tiers)
orales. Enorme députation
et qui va faire la Révolution.

La reconstruction de Cochin n'est donc pas complètement imaginaire ; elle pèche seulement par esprit de système. Lui-même avoue que ses sources, la série des procès-verbaux du Tiers, ne sont pas probantes ; et son étude s'est fixée sur la Bourgogne et la Bretagne, qui ne sont pas toute la France. Son mérite est de nous montrer que l'opinion se gouverne et que, quand le gouvernement officiel s'essieut, des contre-pouvoirs s'en emparent. Sa faiblesse reste la conception mécaniste qu'il se fait du phénomène.

Il emploie lui-même, nous l'avons déjà dit, le terme de « machine », qui laisse supposer une formidable entité par les usages des petits groupes unis dans une même pensée. En fait, quand on suit de près la procédure électorale dans diverses provinces, on tombe sur tous les cas possibles, les influences entrecroisées, le rôle des préinés qui le discute, aux idées à la

Sur France-Culture, à 19 h 30,
du lundi au vendredi,
MICHEL WINOCK commente
avec un historien
chaque épisode
de cette chronique de 1789.

Mercredi 20 juillet :
« Les élections »,
avec Roger Dupuy

Jeudi 21 juillet :
« La voix de nos aïeux »,
avec François Lebrun.

Demain :
« La voix de nos aïeux »
(mars, avril, mai 1789)

Combats par le freinage tractation à PONT

[illegible]

ancien vice-président de la République islamique

M. Bani Sadr se déclare prêt à rentrer à Téhéran
La démocratie y est entièrement rétablie

[illegible][illegible]

L'évolution du conflit du Golfe

Combats sur le front tractations à l'ONU

L'optimisme relatif né de l'acceptation par l'Irak de la résolution 598 des Nations unies exigeant un cessez-le-feu immédiat dans la guerre du Golfe est un peu retombé devant la poursuite des combats, le mardi 19 juillet, entre les deux belligérés. Téhéran a annoncé avoir abattu trois avions irakiens qui avaient participé à des raids contre une centrale nucléaire en construction à Bouchehr, dans le sud de l'Irak, ainsi que contre un complexe pétrochimique inachevé à Bandar-Khomeiny, sur le Golfe. De son côté, Bagdad a affirmé avoir abattu deux chasseurs iraniens. Les deux parties ont reconnu avoir perdu un appareil chacune.

Pour les autorités iraniennes, qui soulignent que les Irakiens ont mené leurs attaques au lendemain de l'acceptation d'un cessez-le-feu par Téhéran, « cet acte sauvage de l'Irak prouve au peuple iranien la nécessité de continuer à mobiliser les combattants et les forces armées et d'assurer leur présence sur le champ de bataille ». Déjà, lundi, annonçant la décision de l'Irak d'accepter de mettre fin aux hostilités, le commandement iranien avait, dans le même temps, invité les combattants à continuer à se rendre au front et avait demandé « le renforcement et la réorganisation des forces armées iraniennes ». Des recommandations qui ont, notamment, motivé la médiation de Bagdad quant aux véritables intentions de Téhéran. Dès mardi, les Irakiens ont saisi le Conseil de sécurité des Nations unies, accusant le régime du président Saddam Hussein de vouloir saboter tout effort de paix. Visiblement quelque peu embarrassés par la tournure subite des événements, les membres du Conseil de sécurité ont, après une heure seulement de délibérations, prudemment demandé aux deux belligérants de

manifestor « le maximum de modération pour faciliter les efforts du secrétaire général en vue de l'application de la résolution 598 ». Le Conseil s'est bien gardé de condamner qui que ce soit dans l'affaire.

M. Javier Perez de Cuellar s'est, quant à lui, lancé dans de nouveaux pourparlers avec les représentants irakiens et iraniens à l'ONU pour tenter de faire entrer en vigueur « aussi vite que possible » le cessez-le-feu prévu par la résolution 598. L'Irak paraît tout aussi pressé que le secrétaire général des Nations unies de parvenir à un accord effectif des combats et a informé M. Perez de Cuellar que Téhéran était prêt à appliquer « immédiatement » un cessez-le-feu ainsi que toutes les autres dispositions prévues dans la résolution du Conseil de sécurité. Malgré la méfiance du gouvernement irakien, pour lequel la guerre continuera jusqu'à ce qu'il soit sûr que l'acceptation iranienne d'un cessez-le-feu n'est pas une simple manœuvre destinée à gagner du temps, M. Perez de Cuellar aurait fait des « progrès » dans ses discussions.

C'est du moins ce qu'a rapporté le représentant britannique à l'ONU, Sir Crispin Tickell, à la suite d'un entretien avec le secrétaire général. Celui-ci avait estimé lundi qu'« avec de la chance », il pourrait parvenir à faire appliquer un cessez-le-feu « dans un délai d'une semaine à dix jours ».

Une enquête de FOACI

Parallèlement, les délibérations du Conseil de sécurité sur l'affaire de l'Airbus d'Irak Air abattu le 3 juillet dans le Golfe par un navire de guerre américain progressaient, selon des sources diplomatiques à l'ONU. Un compromis serait

ainsi en vue pour éviter un veto des Américains. L'Irak, qui exigeait à l'origine une condamnation de Washington, aurait accepté un compromis aux termes duquel le Conseil se contenterait d'exprimer son « affliction » ainsi que ses « profonds regrets ».

Le Conseil de sécurité se féliciterait, d'autre part, de la décision de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) de mener une enquête indépendante et de celles des États-Unis et de l'Irak de coopérer à cette enquête. Il soulignerait l'obligation qu'ont tous les pays signataires de la convention de Chicago sur la protection de l'aviation civile de respecter les règlements internationaux, notamment les annexes de la convention, pour éviter toute répétition d'incident de ce genre.

Il appellerait tous les pays à respecter la liberté de navigation dans les eaux internationales et soulignerait enfin « la nécessité d'une mise en œuvre rapide et complète de la résolution 598, seule base d'un règlement juste, honorable et durable du conflit Iran-Irak », et son soutien aux efforts du secrétaire général pour y parvenir.

La satisfaction de l'URSS

Par ailleurs, l'Union soviétique s'est félicitée, mardi, de l'adoption officielle par Téhéran de la résolution 598 du Conseil de sécurité. M. Guennadi Guerassimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a déclaré que l'URSS accueillait avec une « profonde satisfaction » la décision de Téhéran.

L'URSS, a ajouté le porte-parole, s'est prononcée « depuis le tout début du conflit » entre l'Irak et l'Irak pour l'instauration de « pourparlers politiques pacifiques » entre les deux belligérants. Les responsables soviétiques, a poursuivi M. Guennadi Guerassimov, ont « soutenu » et à « différencier » les deux responsables iraniens à adopter cette résolution 598. Bagdad et Téhéran ayant désormais adopté ce texte, il existe désormais « toutes les possibilités » pour que cette guerre, qui dure depuis bientôt huit ans, s'arrête, a encore déclaré M. Guennadi Guerassimov.

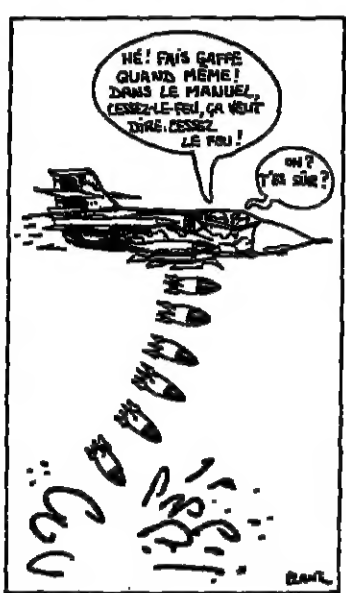
Le porte-parole soviétique a rappelé que le « règlement politique » de la guerre Iran-Irak interviendrait quelques mois après l'accord de Genève sur l'Afghanistan et constituerait un « nouveau pas important » dans le débloqué des conflits régionaux. — (AFP, AP, Reuters.)

L'Irak n'entend pas cesser le feu sans garanties sur les intentions de l'Iran

BAGDAD
de notre envoyée spéciale

Comme chaque soir d'une journée ordinaire depuis huit ans, l'Irak a publié, le mardi 19 juillet, un communiqué de guerre (n° 3266) : « L'Irak a abattu deux chasseurs iraniens, tandis que l'aviation effectuaient cent trente-deux raids contre des objectifs sélectionnés en profondeur à l'intérieur du territoire iranien et contre les concentrations de troupes le long du front. Tous les avions sont rentrés à leur base, à l'exception d'un. L'Irak est responsable de la sécurité du pilote. »

La guerre continue, et l'on s'étonne à Bagdad que l'on puisse en douter. On montre quelque agacement, dans les milieux officiels irakiens, à propos de l'ampleur prise



par l'annonce du « oui » iranien à la résolution 598, comme si seule la réponse de Téhéran suffisait à arrêter le conflit. D'ailleurs, tout en affirmant que « l'Irak accueille positivement ce pas iranien », le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères irakien, M. Tarek Aziz, a, dans un long communiqué mardi après-midi, souligné une nouvelle fois la méfiance irakienne, mettant en parallèle, comme l'avait fait lundi le ministre de l'information, l'acceptation iranienne de la résolution 598 et le communiqué de l'état-major appelant à la mobilisation.

Le ministre a ainsi demandé à la communauté internationale, en particulier aux membres du Conseil de sécurité et au secrétaire général de l'ONU, de s'informer de ce « double langage iranien », et souligné

l'importance d'une clarification de la position de Téhéran. « L'Irak, a-t-il poursuivi, se réserve le droit d'adopter toutes les mesures appropriées, avec la probabilité que la récente décision iranienne soit une décision tactique visant à gagner du temps pour attaquer ensuite l'Irak par surprise. » Pour le moment, jusqu'à ce que nous soyons sûrs des intentions du régime iranien de vouloir une paix juste et durable, a-t-il ajouté, et jusqu'à ce que ce régime donne des preuves tangibles de cette volonté, il est logique que la guerre continue. »

En position de force

M. Tarek Aziz a d'autre part fermement avoué que l'Irak ne tolérerait aucune manœuvre dans ce domaine, et n'accepterait pas un plan incomplet, qui ne conduirait pas « à une paix juste et durable ».

Le cessez-le-feu n'est pas la paix, souligne-t-on à Bagdad ; maintenant, nous avons besoin d'un accord de paix. « Le cessez-le-feu joue en faveur de l'Irak, qui n'a plus rien entre les mains », affirme ainsi un officier, en ajoutant : « Il ne faut pas oublier que c'est nous qui les avons accablés à cette extrémité ; ils n'avaient pas d'autre choix. Les Irakiens sont pressés d'obtenir un cessez-le-feu, mais nous, nous insistons pour avoir un traité de paix, qui est la seule garantie pour le futur. »

Visiblement, l'Irak, qui est aujourd'hui en position de force et avait accepté cette résolution il y a un an, alors qu'une partie importante de son territoire était occupée, ne veut pas aller trop vite et entend obtenir des garanties assurant que l'Iran ne cherche pas seulement à gagner du temps. En attendant, il ne fait pas de doute que la pression militaire irakienne va se poursuivre. Mais comment obtenir ces garanties ? Compte tenu des termes de la résolution 598, le cessez-le-feu et le retour aux frontières, pratiquement acquis sur le terrain, est le premier point. Le cessez-le-feu, dit-on, est un problème qui peut être résolu en six

heures. Il suffit d'un ordre, mais c'est avant tout une décision politique, et c'est là que la question se pose. Le vrai test de la bonne volonté iranienne sera l'échange des prisonniers, dont le nombre serait aujourd'hui, selon des sources diplomatiques, de deux en Iran pour un en Irak. L'échange doit être total et rapide, déclare-t-on à Bagdad, sans tenir compte du nombre dans chaque pays.

Le point 4 de la résolution 598 prévoit ensuite une coopération des deux pays, avec le secrétaire général de l'ONU, en vue de favoriser « un règlement global, juste et honorable, acceptable par les deux parties, de toutes les questions en suspens ».

C'est sur ce point 4 que se profile l'accord de paix que réclame Bagdad, qui, affirme un diplomate, ne veut pas d'une nouvelle résolution 242 (1), dont on attend depuis vingt et un ans la mise en application. En fait, les dirigeants irakiens s'étonnent de la rapidité avec laquelle le monde parle de paix, sans tenir compte des problèmes posés par la mise en place de la résolution 598. Au mieux, l'impression que l'on a ici est que le cessez-le-feu sera conditionnel, dans la mesure où Bagdad sera mobilisé à tout instant, pour le cas où les choses traîneraient trop. De ce point de vue, l'Irak n'est pas prêt à tolérer une nouvelle fois ce qu'on nomme ici les tergiversations iraniennes. La route pour aboutir à la paix sera encore très longue, et les difficultés ne font sans doute que commencer, tant la méfiance est grande entre les deux protagonistes. On n'oublie pas ici que le but, maintes fois affirmé par Téhéran, de cette guerre était le renversement du président Saddam Hussein, jugé seul responsable des hostilités. On veut sans doute prévenir un trop grand optimisme de la communauté internationale, que l'on trouve implicitement bien prompts à saluer la décision iranienne.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(1) Résolution adoptée au lendemain de la guerre israélo-arabe de 1967 et demandant le retrait des territoires occupés par Israël.

La France se félicite de la décision iranienne

Le gouvernement français a exprimé, mardi 19 juillet, sa satisfaction face à la décision de l'Irak.

« La France, indique un communiqué du quai d'Orsay, accueille avec satisfaction la décision de la République islamique d'Iran d'accepter officiellement la résolution 598 du Conseil de sécurité. [...] »

« Le gouvernement français estime que cette décision devrait ouvrir la voie à un règlement d'ensemble juste et durable du conflit Iran-Irak. Il rappelle l'attachement qu'il a toujours manifesté pour une application pleine et entière de la résolution 598 et est disposé à poursuivre sous ses efforts en ce sens. »

Un entretien avec l'ancien président de la République islamique

M. Bani Sadr se déclare prêt à rentrer à Téhéran

« si la démocratie y est entièrement rétablie »

« Je suis prêt à rentrer en Iran. Mais au préalable il faudra que la démocratie y soit entièrement rétablie. » L'ancien chef de l'Etat iranien, qui vit en exil en France depuis 1981, estime que 1988 sera en Iran « l'année du destin » et affiche un certain optimisme quant à l'évolution du régime iranien. « L'ouverture diplomatique vers l'étranger, qui vient de se manifester par l'acceptation de la résolution 598, dit-il, implique une ouverture démocratique à l'intérieur du pays. Le régime est obligé d'évoluer dans le sens de la démocratie, il n'existe pas d'autres possibilités. »

M. Bani Sadr met cependant en doute les capacités des autorités iraniennes à mener à bon terme le difficile processus de paix. « Les efforts qui se font actuellement dans ce sens, affirme-t-il, ne pourront aboutir dans le meilleur des cas qu'à une paix armée. Pour qu'il puisse y avoir une paix durable, il faudra procéder à des changements au sein de l'équipe dirigeante à Téhéran, qui ne jouit pas de la confiance du peuple. »

L'ancien chef de l'Etat iranien, qui avait été au début de la guerre le premier commandant en chef par intérim des forces armées, se montre particulièrement sévère à l'égard de son successeur actuel, M. Rafsandsjani. « C'est lui et lui seul qui porte l'entière responsabilité des défaites qu'a connues notre armée depuis Khoramchahr, dit-il. On a l'habitude, ici, de le qualifier d'« homme fort » du régime. En réalité, il est très faible et manque singulièrement de courage. S'il était vraiment courageux, il aurait dû se présenter devant le peuple, reconnaître sa responsabilité dans la défaite et présenter sa démission comme l'a fait en son temps le président Nasser après la défaite du Sinaï. »

Le prix de la défaite

Pour M. Bani Sadr, l'hodjatolislam Rafsandsjani tire l'essentiel de sa force du soutien que lui prodigue sans compter l'imam Khomeiny qui, souligne-t-il, l'a nommé à la tête de l'armée malgré l'opposition unanime des gardiens de la Révolution et des officiers de l'armée régulière, qui estiment qu'il « leur a volé la victoire et les a abandonnés dans la défaite ». « Nul autre que lui, ajoute-t-il, n'aurait accepté de faire la paix dans la défaite. » Cela dit, il précise que la démarche actuelle de

l'Irak est une « bonne chose », même si elle arrive en retard — nous aurions dû accepter la résolution 598 il y a un an — parce qu'elle limite les dégâts. « Toute nouvelle tergiversation aurait augmenté le prix que l'Irak devra payer pour la défaite. »

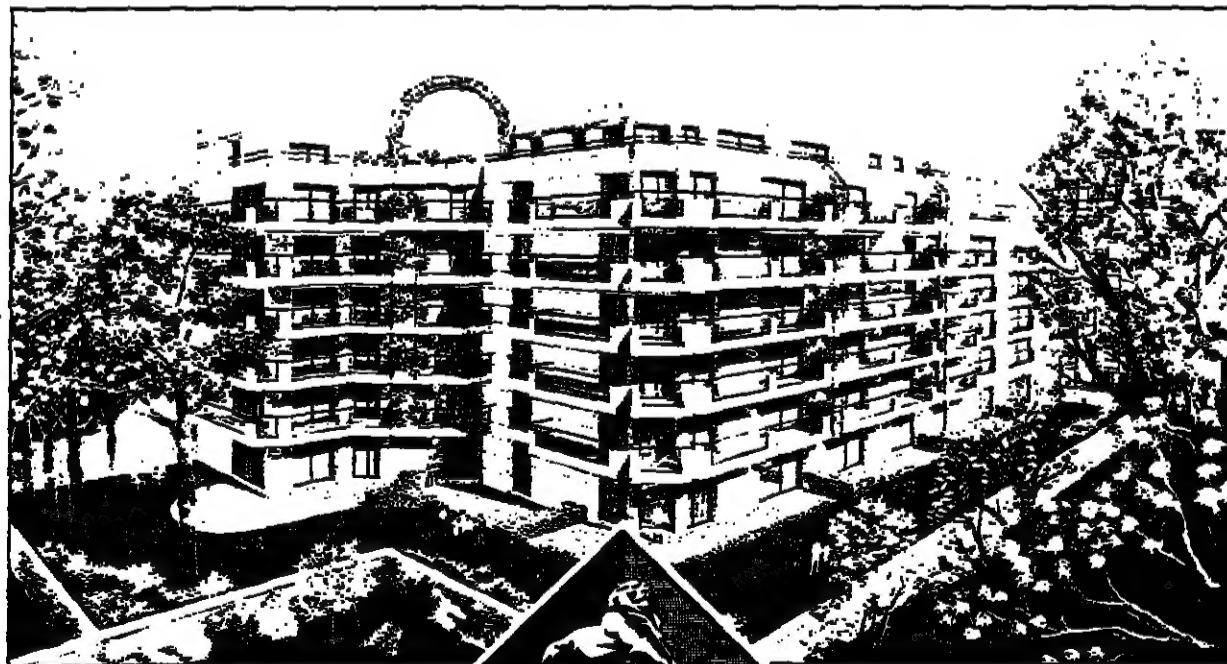
Comment explique-t-il le volte-face de l'imam Khomeiny qui, tout récemment, répondant à l'ayatollah Montazeri qui demandait une guerre totale contre les États-Unis, avait affirmé que la guerre contre l'Amérique passait par la guerre contre l'Irak ? « J'exclus, dit-il, la thèse de la maladie corporative par certains milieux dirigeants à Téhéran qui affirment que l'imam est tellement malade qu'il ne peut même pas signer les documents officiels. Je pense plutôt à une série d'événements décisifs qui se sont produits récemment et qui l'ont convaincu de l'étendue de l'isolement de son régime. » Cet isolement, précise-t-il, s'est manifesté d'une manière éclatante lors des obsèques des victimes de l'Airbus qui n'ont réuni que quelques milliers de personnes, « fait sans précédent dans l'histoire de la République islamique ». A cela, il ajoute les démentis de l'imam avec le conseil des gardiens de la Constitution qui ont récemment refusé d'accepter le projet de loi exemptant le premier ministre, M. Mousavi, de l'obligation légale de présenter son nouveau gouvernement devant le Majlis (Parlement) une semaine après le vote de confiance. « A cette occasion, il vient de constater que les religieux iraniens sont passés à l'opposition et sont désormais décidés à ne plus garder le silence. »

M. Bani Sadr ajoute que l'occupation de Dehloran, même pour une période limitée, a démontré la faillite militaire totale du régime. « L'imam sait maintenant que si la guerre reprend, elle se déroulera désormais en territoire iranien. » Il estime enfin qu'en acceptant la résolution 598, le jour même où la convention démocrate se réunissait aux États-Unis, M. Rafsandsjani et l'imam ont voulu faire un cadeau à M. Bush, qui avait désespérément besoin d'un succès diplomatique pour augmenter ses chances contre M. Dukakis. « N'oublions pas, dit-il, que c'est l'imam Khomeiny qui a contribué à l'élection de M. Reagan fin 1980 en ordonnant la libération des otages de l'ambassade américaine de Téhéran. »

JEAN GUEYRAS.

LE PIERRE 1^{er} SCHEFFER

5, rue Scheffer-Paris 16^e



GROUPE PIERRE 1^{er}

Venez retrouver le sens des valeurs au cœur du Trocadéro, dans un jardin entouré de jardins.

à trois rues du pittoresque marché de Passy, à trois minutes des métros, à trois pas de la Tour Eiffel.

Le Pierre 1^{er} Scheffer réunit tous les avantages de sa situation exceptionnelle: le calme de son jardin et son ensoleillement, la sécurité, le luxe des prestations et la qualité technique de la construction.

Une résidence de prestige, de 30 appartements où les 4/5 pièces sont des espaces privilégiés.

Bureau de vente: 3, avenue du Président Wilson - 75116 PARIS - Tél. 47.20.18.16

Diplomatie

Un temps pour la paix ?

(Suite de la première page.)

Au Nicaragua, les pourparlers de paix engagés à l'initiative du Costa Rica marquent le pas, encore que leurs succès initiaux permettent d'en espérer la réussite.

Les querelles entre les Républiques soviétiques du Caucase, entre la Roumanie et la Hongrie, à l'intérieur de la Yougoslavie, les affrontements communautaires en Inde ou à Sri Lanka, la persistance de la guérilla aux Philippines ou en Somalie, le détournement permanent du Liban, la Nouvelle-Calédonie, sont là pour nous rappeler combien il est difficile de faire vivre ensemble des peuples différents par la langue, la religion ou la couleur de peau, dès lors que chacun se considère comme le seul occupant légitime du sol sur lequel il vit.

Nulle part, bien entendu, cette évidence n'est plus forte que sur cette terre que les uns appellent Israël et les autres Palestine. C'est pourtant le porte-parole de Yasser Arafat, Bassam Abou Cherif, qui a écrit le 7 juin dernier, à l'occasion du sommet arabe d'Alger, dans une brochure dont le New York Times a repris de larges extraits : « Les Palestiniens veulent une paix durable et la sécurité pour eux-mêmes et les Israéliens, parce que personne ne peut construire son propre avenir sur les ruines d'un autre (...). Nous sommes convaincus que ce désir et cette conception sont partagés par tout le monde, en Israël, à part une insignifiante minorité » (1).

Trop rares sont, en Israël, ceux qui ont prêté attention à ce propos, auquel fait écho le directeur d'un journal arabe de Jérusalem, Hanna Siniara : « Nous sommes devenus réalistes, et l'on n'en tient pas compte », vient-il de déclarer à l'Express. « Si un dialogue ne s'engage pas au plus vite avec une délégation reconnue par l'OLP, Israéliens et Palestiniens vont au suicide collectif ».

Il est vrai que sur ces entrefaites le même Bassam Abou Cherif vient d'affirmer à Bagdad que Shamir avait proposé à la centrale palestinienne, par l'intermédiaire de Caesarea,

de prendre en charge l'administration civile des territoires occupés. Mais le gouvernement de Jérusalem l'a démenti sèchement, et l'hypothèse va tellement à l'encontre de ce que n'a cessé de répéter son chef, que personne ne la prend au sérieux.

Reste que le langage des responsables palestiniens a changé. Mikhaïl Gorbatchev doit bien y être pour quelque chose, lui qui conseillait à Yasser Arafat, il y a quelques mois, de prendre publiquement son parti de l'existence d'Israël. D'une manière générale, devant tant de signes de détente à l'horizon international, il est difficile d'écarter l'idée que l'attitude et les conseils de Moscou y ont joué leur rôle. Le numéro un soviétique ne s'est pas contenté de relancer les négociations sur le désarmement, rencontrant à plusieurs reprises Reagan et s'entendant avec lui sur le démantèlement simultané des euromissiles. Rempart avec l'expansionnisme de Brejnev, il a répété sur tous les tons son désir d'apaiser les conflits régionaux, et il a manifesté pour les Nations unies un intérêt aux antipodes de l'attitude de ses prédécesseurs.

C'est ainsi que l'URSS a soudain réagi une bonne part de ses retards de cotisations, rendu hommage à l'action des « casques bleus » et prôné l'envoi dans le Golfe d'une force internationale pour y assurer la liberté du trafic maritime, aux lieux et places des unités nationales américaines, britanniques, françaises ou italiennes qui y patrouillaient actuellement. Elle a évidemment tout intérêt à jouer la carte des Nations unies, puisqu'elle dispose d'un siège permanent, assorti d'un droit de veto, au Conseil de sécurité, compétent pour traiter de tous les problèmes qui agitent la planète. En même temps, sa position à cheval sur deux continents lui permet d'appartenir à toutes les organisations européennes et asiatiques dépendant de l'ONU et de se mêler ainsi de plus en plus des affaires de ce que Gorbatchev lui-même appelle la « maison commune » européenne. On n'a pas fini d'en entendre parler.

« Printemps » européen

C'est dans cette perspective qu'il faut évidemment ranger l'accord conclu entre le COMECON, le « marché commun de l'Est », avec cette même CEE que l'URSS a tout fait, pour dénouer, et qui connaît enfin, avec la perspective de 1992, ce que l'Economist de Londres n'hésite pas à appeler un « printemps », tel qu'on n'en avait pas vu, selon lui, depuis les années 60. Le sommet de Hanovre a enregistré les signes de cette bonne santé, du pour une bonne part à la présence de Jacques Delors à la tête de la Commission et, pendant le premier semestre de 1988, à la présidence de la CEE par la RFA.

Dans un an, on verra, au sommet de Madrid, si le Communauté parvient à atteindre l'objectif d'une monnaie commune — qu'elle s'était promise, en 1971, de réaliser en 1980. Mais le fait est que, dès maintenant, et bien que Margie Thatcher traîne toujours les pieds, l'europeisme n'est plus à la mode et est enfin à la baisse.

Tout juste avant Hanovre, un autre sommet, réunissant celui-là, à Toronto, les chefs des sept pays les plus industrialisés de la planète, avait déjà été marqué par un degré inhabituel de compréhension. On notera aussi qu'à l'approche de l'élection américaine l'écrit idéologique entre les deux candidats est très réduit, ce qui n'est pas sans rappeler la situation que l'on a connue en France à la veille des consultations du printemps. Ici on parlait de consensus. De passage à Paris il y a quelques semaines, un proche collaborateur de l'un des successeurs possibles de Reagan disait qu'entre les candidats les différences en politique étrangère étaient en réalité minimes, puisqu'ils appartenaient tous deux au

« mainstream », au courant principal de la politique américaine. A elle seule, la présence d'un quart de Noirs parmi les délégués à la convention démocrate d'Atlanta, montre le fait que celle-ci s'apprête à désigner, sans que personne s'en doute, un candidat de religion orthodoxe marié à une juive pratiquante, montre à quel point la société américaine est devenue plus tolérante.

On peut en dire autant de la société européenne, y compris de la française, bien qu'à gauche comme à droite, la classe politique ne prenne trop de plaisir à étaler des divisions dont il est manifeste qu'elles doivent plus à celui des ambitions qu'à celui des pensées. Il ne faut pas se laisser emporter par ces fantômes d'une guerre civile dont personne ne veut plus.

L'entrée dans le gouvernement Rocard d'une série de personnalités connues ou simplement « civiles », l'accord, miraculeux, encore qu'il demande à être confirmé, réalisé sur la Nouvelle-Calédonie avec Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou, les nombreux points marqués par nos entreprises dans la compétition internationale, sont la preuve que le pays n'entend pas être en retard d'une paix sur le reste du monde. Après tout, chacun sait bien que sans un minimum d'unité et de volonté commune nous aurons bien du mal à faire face au défi d'un environnement international qui n'a pas cessé d'élargir, tant s'en faut, parce que pendant des mois de campagne électorale l'hexagone a cru pouvoir se replier sur lui-même...

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Anthony Lewis, « A Palestinian Interlocutor for Israel », International Herald Tribune du 24 juin.

En cas d'accord avec Washington sur le traité ABM

Moscou se dit disposé à démanteler le radar de Krasnoïarsk

Moscou (AFP). — M. Karpov, responsable du désarmement au ministère soviétique des affaires étrangères, a évoqué au cours d'une conférence de presse à Moscou, le mardi 19 juillet, le problème du radar en cours de construction à Krasnoïarsk, en Sibirie, dont les Etats-Unis ont affirmé à plusieurs reprises qu'il contrevient aux dispositions du traité de 1972 sur les armements antissiles (ABM).

Tout en réfutant les accusations américaines et en affirmant que ce radar est seulement destiné à suivre les vols spatiaux, M. Karpov a confirmé que l'URSS avait cessé tous les travaux sur cette installation en octobre 1987 et que ceux-ci n'avaient pas repris.

Allant plus loin, et après avoir rappelé la disposition de son pays à respecter l'accord ABM pour une période agréée de neuf ou dix ans, M. Karpov a déclaré que, « si un accord portant sur le respect du traité ABM, tel que signé en 1972, était atteint » avec les Etats-Unis dans le cadre des négociations de Genève sur une réduction de 50 % des armements stratégiques (START), « l'Union soviétique serait disposée à démanteler la station de Krasnoïarsk » de façon telle que Washington ne puisse plus avoir de doute à ce sujet.

Faisant d'autre part le décompte à ce jour des inspections faites par les Américains et les Soviétiques dans le cadre de l'accord sur l'élimination des missiles nucléaires intermédiaires (INF), M. Karpov a précisé que quarante objectifs en URSS, sur les cent trente-trois prévus, avaient été contrôlés par les Américains (vingt-sept près de Moscou et quatorze à Oulan-Oudé, en Sibirie orientale). Trois équipes d'inspecteurs américains se trouvent actuellement en URSS et deux autres en RDA, a-t-il ajouté.

D'autre part, a poursuivi M. Karpov, onze objectifs américains ont été contrôlés par les inspecteurs soviétiques, dont neuf sur le territoire américain : quatre près de Washington et cinq à proximité de San Francisco, en Californie. Deux autres ont été également contrôlés en RFA, à Frankfurt-sur-le-Main. Enfin, une équipe soviétique de vingt personnes est arrivée mardi à la base de Greenham Common, en Grande-Bretagne, où avaient été déployés quatre-vingt-seize missiles de croisière américains.

Première visite officielle de M. Michel Rocard en RFA

Le premier ministre français, M. Michel Rocard, a effectué lundi 18 juillet, à Bonn, sa première visite officielle à l'étranger depuis sa nomination à la tête du gouvernement. M. Rocard rencontrait pour la première fois, en tête à tête, le chancelier Kohl.

BONN de notre correspondant

« La cohésion est terminée et c'est tant mieux », commentait un collaborateur du chancelier Helmut Kohl après le départ de M. Michel Rocard. Ce soulagement reflétait aussi le sentiment du chef du gouvernement allemand qui n'a guère goûté les deux années passées avec le tandem Mitterrand-Chirac. Obligé de mesurer chaque mot et chaque geste à l'égard de l'un ou de l'autre, le chancelier fédéral, peu connu pour son doigté, a dû forcer sa nature. Lundi, en revanche, M. Kohl était tout sourire : pas de risque d'impair, premier ministre et président appartiennent à la même famille politique.

Il s'agissait pour les deux hommes d'une prise de contact. Jamais, en effet, ils n'avaient eu l'occasion de dialoguer en tête à tête. Leurs précédentes rencontres s'étaient bornées à

des sommets franco-allemands à l'époque du gouvernement Fabius quand M. Michel Rocard était ministre de l'Agriculture et appartenait, à ce titre, à la délégation française.

Le premier ministre a qualifié d'« amical, souriant et direct » ce premier entretien de deux heures et demie avec M. Helmut Kohl. La gamme des sujets abordés est allée des dossiers franco-allemands aux questions Est-Ouest en passant par la politique communautaire.

Les dernières propositions de désarmement du pacte de Varsovie ont occupé une bonne part des entretiens. M. Kohl et Rocard ont insisté sur la « grande convergence de vues » de la France et de la République fédérale dans ce domaine. Le chancelier fédéral a expliqué que le désarmement conventionnel avait priorité et qu'il s'agissait d'« équilibrer » les offres de l'Est pour voir si elles sont « réalisables ». De son côté, le premier ministre a dit qu'il fallait apporter des réponses « positives mais prudentes » à la « nouvelle mobilité diplomatique » de l'URSS. Un accord franco-allemand sur ces thèmes est « possible », a dit M. Rocard, tout en recommandant qu'il existe une « différence géographique entre les deux pays ».

(Interim.)

Europe

URSS : pour rétablir l'ordre en Arménie

Le Kremlin serait prêt à imposer le couvre-feu

Un calme précaire semblait régner à Erevan le mercredi 20 juillet en fin de matinée. Ce n'est que mardi dans la soirée que les habitants de la capitale arménienne ont connu la décision prise lundi par le président du Soviet suprême : refus catégorique du rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie. Un rassemblement était prévu à Erevan mercredi ou jeudi soir par le Comité Karabakh, qui mène le mouvement de contestation et avait indiqué qu'il ferait le point après la décision de Moscou. Le comité doit notamment annoncer s'il préconise la reprise de la grève interrompue depuis le début de la semaine.

Quelle que soit l'attitude des Arméniens, le Kremlin paraît décidé à en finir par tous les moyens avec l'agitation en Transcaucasie, y compris, le cas échéant, en instaurant le couvre-feu en Arménie et en Nagorny-Karabakh. Le procureur général de l'URSS, M. Alexandre Soukharnev, est allé jusqu'à évoquer cette éventualité au cours d'une conférence de presse mardi à Moscou.

La décision de rétablir l'ordre est dédiée à prendre sur le plan politique, mais, semble-t-il, assés à mettre en œuvre sur le terrain. L'Arménie est déjà fortement présente tant à Erevan, la capitale arménienne, où des renforts de troupes ont été récemment

acheminés, qu'à Stepanakert, le chef-lieu du Haut-Karabakh.

Une brève manifestation — elle a duré moins d'une heure — a rassemblé plusieurs centaines de milliers d'Arméniens mardi soir à Erevan. La foule s'est vite dispersée pour suivre à la télévision la retransmission du débat de la veille au présidium du Soviet suprême. Un participant à ce rassemblement joint par téléphone depuis Moscou a déclaré : « Il s'agissait de la plus grande foule que j'aie jamais vue depuis que se déroulent des manifestations ». Il a souligné que les dirigeants du Comité Karabakh ont affirmé qu'ils ne connaissent toujours pas le résultat de la réunion au Kremlin.

« Les droits démocratiques et les nouvelles conditions créées par la « perestroïka » sont utilisés dans des buts clairement antidémocratiques », avait déclaré M. Gorbatchev dans un discours prononcé lundi devant le présidium du Soviet suprême diffusé avec vingt-quatre heures de retard. Tout en estimant « indispensable de confirmer que le Haut-Karabakh fait partie de l'Azerbaïdjan », M. Gorbatchev s'est quand même prononcé pour l'inclusion dans le décret d'une disposition permettant aux habitants du Haut-Karabakh d'« être convaincus que leur vie va s'améliorer » et qu'un « développement normal au sein de la République d'Azerbaïdjan » leur sera garanti.

Il a proposé la création d'un groupe de représentants du Soviet

suprême ou du comité central du PCUS pour aider à organiser sur place l'application des mesures de développement économique et social décidées en mars dernier.

Toutefois, M. Gorbatchev a appelé à appliquer « toute la rigueur de la loi aux ennemis de la « perestroïka », aux éléments conservateurs et corrompus qui ont fait fortune à l'époque de la stagnation et qui cherchent à faire oublier leurs méfaits en prétendant se préoccuper du sort des Arméniens du Haut-Karabakh ».

Un dialogue passionné

La télévision soviétique a montré, mardi soir, des images surprenantes d'un Mikhaïl Gorbatchev menant un dialogue passionné avec des intervenants arméniens à la réunion du présidium du Soviet suprême. A chacune de ses interventions imprévisibles, le premier secrétaire du PCUS a plaidé en faveur du nécessaire compromis sur la question du Haut-Karabakh, accusant les présidents des soviets suprêmes d'Arménie et d'Azerbaïdjan de ne pas proposer assez et de faire de la démagogie.

« Et vous avancez toujours vos idées au nom du peuple », a-t-il ainsi lancé au recteur de l'université arménienne, l'académicien Sergueï Ambartsumian. « Je parle au nom

de mes électeurs », a rétorqué ce dernier.

M. Gorbatchev a parlé aussi des « individus mal nés qui s'agitent à Erevan en menaçant ceux qui veulent travailler » et s'est indigné du manque de modestie des dirigeants arméniens « qui n'ont pas fait leur autocritique » pour les tentatives de pression sur le pouvoir organisées dans leurs régions.

Mais M. Gorbatchev a aussi mis en demeure un intervenant azerbaïdjanais de répondre aux affirmations des Arméniens selon lesquelles les Azerbaïdjanais ne sont pas en mesure de leur donner des « garanties » pour leur sécurité. En interrompant un orateur azerbaïdjanais qui parlait « au nom du peuple », M. Gorbatchev lui a lancé : « Vous n'avez même pas commencé à parler vous-même avec ce peuple ».

Le présidium du Soviet suprême de l'URSS a donné l'ordre « au gouvernement soviétique, ainsi qu'aux autorités d'Arménie et d'Azerbaïdjan, de prendre les mesures nécessaires à la normalisation de la situation en Arménie, au Haut-Karabakh et dans les autres régions d'Azerbaïdjan », indique le texte du décret adopté lundi par le présidium, publié mardi par l'agence Tass. Il demande aussi d'assurer une stricte discipline de travail, de mettre résolument fin à toutes les activités qui incitent aux discussions nationales et cherchent à dévoyer les droits démocratiques dans des buts anti-démocratiques. — (AFP.)

Asie

Pakistan

Le président Zia Ul Haq annonce des élections générales pour le 16 novembre

Le président pakistanais Zia Ul Haq, qui avait annoncé l'Assemblée le 29 mai, a annoncé, le mercredi 20 juillet, que des élections générales auront lieu le 16 novembre. Le chef de l'Etat a expliqué que ce scrutin ne pouvait avoir lieu dans les quatre-vingt-dix jours suivants la dissolution de l'Assemblée, comme le prévoit la Constitution, en raison de mauvaises conditions météorologiques et de l'incapacité de la commission électorale de préparer de nouvelles listes d'électeurs.

Le jour-même de la dissolution, le général Zia avait limogé le gouvernement de M. Junjo qui a été, depuis, remplacé par un cabinet que le chef de l'Etat dirige lui-même. Le 15 juin, le président a instauré la loi islamique, soulevant de nombreuses protestations. Depuis, il laissait planer le doute sur la tenue d'élections générales, réclamées par M. Junjo et par les formations de l'opposition.

J.-C. P.

Un triomphe en

Le premier ministre français, M. Michel Rocard, a effectué lundi 18 juillet, à Bonn, sa première visite officielle à l'étranger depuis sa nomination à la tête du gouvernement. M. Rocard rencontrait pour la première fois, en tête à tête, le chancelier Kohl.

Le premier ministre a qualifié d'« amical, souriant et direct » ce premier entretien de deux heures et demie avec M. Helmut Kohl. La gamme des sujets abordés est allée des dossiers franco-allemands aux questions Est-Ouest en passant par la politique communautaire.

Les dernières propositions de désarmement du pacte de Varsovie ont occupé une bonne part des entretiens. M. Kohl et Rocard ont insisté sur la « grande convergence de vues » de la France et de la République fédérale dans ce domaine. Le chancelier fédéral a expliqué que le désarmement conventionnel avait priorité et qu'il s'agissait d'« équilibrer » les offres de l'Est pour voir si elles sont « réalisables ». De son côté, le premier ministre a dit qu'il fallait apporter des réponses « positives mais prudentes » à la « nouvelle mobilité diplomatique » de l'URSS. Un accord franco-allemand sur ces thèmes est « possible », a dit M. Rocard, tout en recommandant qu'il existe une « différence géographique entre les deux pays ».

Il s'agissait pour les deux hommes d'une prise de contact. Jamais, en effet, ils n'avaient eu l'occasion de dialoguer en tête à tête. Leurs précédentes rencontres s'étaient bornées à

des sommets franco-allemands à l'époque du gouvernement Fabius quand M. Michel Rocard était ministre de l'Agriculture et appartenait, à ce titre, à la délégation française.

Le premier ministre a qualifié d'« amical, souriant et direct » ce premier entretien de deux heures et demie avec M. Helmut Kohl. La gamme des sujets abordés est allée des dossiers franco-allemands aux questions Est-Ouest en passant par la politique communautaire.

Les dernières propositions de désarmement du pacte de Varsovie ont occupé une bonne part des entretiens. M. Kohl et Rocard ont insisté sur la « grande convergence de vues » de la France et de la République fédérale dans ce domaine. Le chancelier fédéral a expliqué que le désarmement conventionnel avait priorité et qu'il s'agissait d'« équilibrer » les offres de l'Est pour voir si elles sont « réalisables ». De son côté, le premier ministre a dit qu'il fallait apporter des réponses « positives mais prudentes » à la « nouvelle mobilité diplomatique » de l'URSS. Un accord franco-allemand sur ces thèmes est « possible », a dit M. Rocard, tout en recommandant qu'il existe une « différence géographique entre les deux pays ».

Il s'agissait pour les deux hommes d'une prise de contact. Jamais, en effet, ils n'avaient eu l'occasion de dialoguer en tête à tête. Leurs précédentes rencontres s'étaient bornées à

des sommets franco-allemands à l'époque du gouvernement Fabius quand M. Michel Rocard était ministre de l'Agriculture et appartenait, à ce titre, à la délégation française.

Le premier ministre a qualifié d'« amical, souriant et direct » ce premier entretien de deux heures et demie avec M. Helmut Kohl. La gamme des sujets abordés est allée des dossiers franco-allemands aux questions Est-Ouest en passant par la politique communautaire.

Les dernières propositions de désarmement du pacte de Varsovie ont occupé une bonne part des entretiens. M. Kohl et Rocard ont insisté sur la « grande convergence de vues » de la France et de la République fédérale dans ce domaine. Le chancelier fédéral a expliqué que le désarmement conventionnel avait priorité et qu'il s'agissait d'« équilibrer » les offres de l'Est pour voir si elles sont « réalisables ». De son côté, le premier ministre a dit qu'il fallait apporter des réponses « positives mais prudentes » à la « nouvelle mobilité diplomatique » de l'URSS. Un accord franco-allemand sur ces thèmes est « possible », a dit M. Rocard, tout en recommandant qu'il existe une « différence géographique entre les deux pays ».

Il s'agissait pour les deux hommes d'une prise de contact. Jamais, en effet, ils n'avaient eu l'occasion de dialoguer en tête à tête. Leurs précédentes rencontres s'étaient bornées à

des sommets franco-allemands à l'époque du gouvernement Fabius quand M. Michel Rocard était ministre de l'Agriculture et appartenait, à ce titre, à la délégation française.

Le premier ministre a qualifié d'« amical, souriant et direct » ce premier entretien de deux heures et demie avec M. Helmut Kohl. La gamme des sujets abordés est allée des dossiers franco-allemands aux questions Est-Ouest en passant par la politique communautaire.

Les dernières propositions de désarmement du pacte de Varsovie ont occupé une bonne part des entretiens. M. Kohl et Rocard ont insisté sur la « grande convergence de vues » de la France et de la République fédérale dans ce domaine. Le chancelier fédéral a expliqué que le désarmement conventionnel avait priorité et qu'il s'agissait d'« équilibrer » les offres de l'Est pour voir si elles sont « réalisables ». De son côté, le premier ministre a dit qu'il fallait apporter des réponses « positives mais prudentes » à la « nouvelle mobilité diplomatique » de l'URSS. Un accord franco-allemand sur ces thèmes est « possible », a dit M. Rocard, tout en recommandant qu'il existe une « différence géographique entre les deux pays ».

Il s'agissait pour les deux hommes d'une prise de contact. Jamais, en effet, ils n'avaient eu l'occasion de dialoguer en tête à tête. Leurs précédentes rencontres s'étaient bornées à

des sommets franco-allemands à l'époque du gouvernement Fabius quand M. Michel Rocard était ministre de l'Agriculture et appartenait, à ce titre, à la délégation française.

Le premier ministre a qualifié d'« amical, souriant et direct » ce premier entretien de deux heures et demie avec M. Helmut Kohl. La gamme des sujets abordés est allée des dossiers franco-allemands aux questions Est-Ouest en passant par la politique communautaire.

Les dernières propositions de désarmement du pacte de Varsovie ont occupé une bonne part des entretiens. M. Kohl et Rocard ont insisté sur la « grande convergence de vues » de la France et de la République fédérale dans ce domaine. Le chancelier fédéral a expliqué que le désarmement conventionnel avait priorité et qu'il s'agissait d'« équilibrer » les offres de l'Est pour voir si elles sont « réalisables ». De son côté, le premier ministre a dit qu'il fallait apporter des réponses « positives mais prudentes » à la « nouvelle mobilité diplomatique » de l'URSS. Un accord franco-allemand sur ces thèmes est « possible », a dit M. Rocard, tout en recommandant qu'il existe une « différence géographique entre les deux pays ».

Il s'agissait pour les deux hommes d'une prise de contact. Jamais, en effet, ils n'avaient eu l'occasion de dialoguer en tête à tête. Leurs précédentes rencontres s'étaient bornées à

des sommets franco-allemands à l'époque du gouvernement Fabius quand M. Michel Rocard était ministre de l'Agriculture et appartenait, à ce titre, à la délégation française.

Le premier ministre a qualifié d'« amical, souriant et direct » ce premier entretien de deux heures et demie avec M. Helmut Kohl. La gamme des sujets abordés est allée des dossiers franco-allemands aux questions Est-Ouest en passant par la politique communautaire.

Les dernières propositions de désarmement du pacte de Varsovie ont occupé une bonne part des entretiens. M. Kohl et Rocard ont insisté sur la « grande convergence de vues » de la France et de la République fédérale dans ce domaine. Le chancelier fédéral a expliqué que le désarmement conventionnel avait priorité et qu'il s'agissait d'« équilibrer » les offres de l'Est pour voir si elles sont « réalisables ». De son côté, le premier ministre a dit qu'il fallait apporter des réponses « positives mais prudentes » à la « nouvelle mobilité diplomatique » de l'URSS. Un accord franco-allemand sur ces thèmes est « possible », a dit M. Rocard, tout en recommandant qu'il existe une « différence géographique entre les deux pays ».

Il s'agissait pour les deux hommes d'une prise de contact. Jamais, en effet, ils n'avaient eu l'occasion de dialoguer en tête à tête. Leurs précédentes rencontres s'étaient bornées à

des sommets franco-allemands à l'époque du gouvernement Fabius quand M. Michel Rocard était ministre de l'Agriculture et appartenait, à ce titre, à la délégation française.

Le premier ministre a qualifié d'« amical, souriant et direct » ce premier entretien de deux heures et demie avec M. Helmut Kohl. La gamme des sujets abordés est allée des dossiers franco-allemands aux questions Est-Ouest en passant par la politique communautaire.

Les dernières propositions de désarmement du pacte de Varsovie ont occupé une bonne part des entretiens. M. Kohl et Rocard ont insisté sur la « grande convergence de vues » de la France et de la République fédérale dans ce domaine. Le chancelier fédéral a expliqué que le désarmement conventionnel avait priorité et qu'il s'agissait d'« équilibrer » les offres de l'Est pour voir si elles sont « réalisables ». De son côté, le premier ministre a dit qu'il fallait apporter des réponses « positives mais prudentes » à la « nouvelle mobilité diplomatique » de l'URSS. Un accord franco-allemand sur ces thèmes est « possible », a dit M. Rocard, tout en recommandant qu'il existe une « différence géographique entre les deux pays ».

Il s'agissait pour les deux hommes d'une prise de contact. Jamais, en effet, ils n'avaient eu l'occasion de dialoguer en tête à tête. Leurs précédentes rencontres s'étaient bornées à

des sommets franco-allemands à l'époque du gouvernement Fabius quand M. Michel Rocard était ministre de l'Agriculture et appartenait, à ce titre, à la délégation française.

Le premier ministre a qualifié d'« amical, souriant et direct » ce premier entretien de deux heures et demie avec M. Helmut Kohl. La gamme des sujets abordés est allée des dossiers franco-allemands aux questions Est-Ouest en passant par la politique communautaire.

Les dernières propositions de désarmement du pacte de Varsovie ont occupé une bonne part des entretiens. M. Kohl et Rocard ont insisté sur la « grande convergence de vues » de la France et de la République fédérale dans ce domaine. Le chancelier fédéral a expliqué que le désarmement conventionnel avait priorité et qu'il s'agissait d'« équilibrer » les offres de l'Est pour voir si elles sont « réalisables ». De son côté, le premier ministre a dit qu'il fallait apporter des réponses « positives mais prudentes » à la « nouvelle mobilité diplomatique » de l'URSS. Un accord franco-allemand sur ces thèmes est « possible », a dit M. Rocard, tout en recommandant qu'il existe une « différence géographique entre les deux pays ».

Il s'agissait pour les deux hommes d'une prise de contact. Jamais, en effet, ils n'avaient eu l'occasion de dialoguer en tête à tête. Leurs précédentes rencontres s'étaient bornées à

des sommets franco-allemands à l'époque du gouvernement Fabius quand M. Michel Rocard était ministre de l'Agriculture et appartenait, à ce titre, à la délégation française.

Le premier ministre a qualifié d'« amical, souriant et direct » ce premier entretien de deux heures et demie avec M. Helmut Kohl. La gamme des sujets abordés est allée des dossiers franco-allemands aux questions Est-Ouest en passant par la politique communautaire.

Les dernières propositions de désarmement du pacte de Varsovie ont occupé une bonne part des entretiens. M. Kohl et Rocard ont insisté sur la « grande convergence de vues » de la France et de la République fédérale dans ce domaine. Le chancelier fédéral a expliqué que le désarmement conventionnel avait priorité et qu'il s'agissait d'« équilibrer » les offres de l'Est pour voir si elles sont « réalisables ». De son côté, le premier ministre a dit qu'il fallait apporter des réponses « positives mais prudentes » à la « nouvelle mobilité diplomatique » de l'URSS. Un accord franco-allemand sur ces thèmes est « possible », a dit M. Rocard, tout en recommandant qu'il existe une « différence géographique entre les deux pays ».

Il s'agissait pour les deux hommes d'une prise de contact. Jamais, en effet, ils n'avaient eu l'occasion de dialoguer en tête à tête. Leurs précédentes rencontres s'étaient bornées à

des sommets franco-allemands à l'époque du gouvernement Fabius quand M. Michel Rocard était ministre de l'Agriculture et appartenait, à ce titre, à la délégation française.

Le premier ministre a qualifié d'« amical, souriant et direct » ce premier entretien de deux heures et demie avec M. Helmut Kohl. La gamme des sujets abordés est allée des dossiers franco-allemands aux questions Est-Ouest en passant par la politique communautaire.

Les dernières propositions de désarmement du pacte de Varsovie ont occupé une bonne part des entretiens. M. Kohl et Rocard ont insisté sur la « grande convergence de vues » de la France et de la République fédérale dans ce domaine. Le chancelier fédéral a expliqué que le désarmement conventionnel avait priorité et qu'il s'agissait d'« équilibrer » les offres de l'Est pour voir si elles sont « réalisables ». De son côté, le premier ministre a dit qu'il fallait apporter des réponses « positives mais prudentes » à la « nouvelle mobilité diplomatique » de l'URSS. Un accord franco-allemand sur ces thèmes est « possible », a dit M. Rocard, tout en recommandant qu'il existe une « différence géographique entre les deux pays ».

Il s'agissait pour les deux hommes d'une prise de contact. Jamais, en effet, ils n'avaient eu l'occasion de dialoguer en tête à tête. Leurs précédentes rencontres s'étaient bornées à

des sommets franco-allemands à l'époque du gouvernement Fabius quand M. Michel Rocard était ministre de l'Agriculture et appartenait, à ce titre, à la délégation française.

Le premier ministre a qualifié d'« amical, souriant et direct » ce premier entretien de deux heures et demie avec M. Helmut Kohl. La gamme des sujets abordés est allée des dossiers franco-allemands aux questions Est-Ouest en passant par la politique communautaire.

Les dernières propositions de désarmement du pacte de Varsovie ont occupé une bonne part des entretiens. M. Kohl et Rocard ont insisté sur la « grande convergence de vues » de la France et de la République fédérale dans ce domaine. Le chancelier fédéral a expliqué que le désarmement conventionnel avait priorité et qu'il s'agissait d'« équilibrer » les offres de l'Est pour voir si elles sont « réalisables ». De son côté, le premier ministre a dit qu'il fallait apporter des réponses « positives mais prudentes » à la « nouvelle mobilité diplomatique » de l'URSS. Un accord franco-allemand sur ces thèmes est « possible », a dit M. Rocard, tout en recommandant qu'il existe une « différence géographique entre les deux pays ».

Il s'agissait pour les deux hommes d'une prise de contact. Jamais, en effet, ils n'avaient eu l'occasion de dialoguer en tête à tête. Leurs précédentes rencontres s'étaient bornées à

des sommets franco-allemands à l'époque du gouvernement Fabius quand M. Michel Rocard était ministre de l'Agriculture et appartenait, à ce titre, à la délégation française.

Le premier ministre a qualifié d'« amical, souriant et direct » ce premier entretien de deux heures et demie avec M. Helmut Kohl. La gamme des sujets abordés est allée des dossiers franco-allemands aux questions Est-Ouest en passant par la politique communautaire.

Les dernières propositions de désarmement du pacte de Varsovie ont occupé une bonne part des entretiens. M. Kohl et Rocard ont insisté sur la « grande convergence de vues » de la France et de la République fédérale dans ce domaine. Le chancelier fédéral a expliqué que le désarmement conventionnel avait priorité et qu'il s'agissait d'« équilibrer » les offres de l'Est pour voir si elles sont « réalisables ». De son côté, le premier ministre a dit qu'il fallait apporter des réponses « positives mais prudentes » à la « nouvelle mobilité diplomatique » de l'URSS. Un accord franco-allemand sur ces thèmes est « possible », a dit M. Rocard, tout en recommandant qu

Amériques

La convention démocrate d'Atlanta

Un triomphe en guise de consolation pour Jesse Jackson

ATLANTA (Géorgie)
de notre envoyé spécial

Un triomphe sur scène pour Jesse Jackson et une victoire en coulisse pour Michael Dukakis. La seconde journée de la convention du Parti démocrate, le mardi 19 juillet, a été ce qu'elle devait être. Les partisans du pasteur noir ont eu droit à une belle fête, à un superbe couronnement pour leur héros, mais un couronnement en trompe-l'œil.

Première anomalie : les couleurs. Dans toutes les travées de cette salle pleine à craquer, on ne voit que du rouge, la couleur des pancartes du camp Jackson. Les bleues, celle du camp Dukakis, pourtant plus de deux fois plus nombreuses, ont disparu comme par enchantement.

« Jesse », on le sait déjà, va plaider pour l'unité. Il va, en somme, se rallier. Alors, on peut se permettre ce geste, cet hommage, le temps d'un discours.

Attention supplémentaire, certains délégués de Michael Dukakis ont cédé leur place à des suppléants du camp Jackson. Les places sont chères dans cette salle trop petite à demi mangée par les studios des grandes chaînes de télévision. La fête peut à présent commencer, une étrange fête, à mi-chemin entre l'événement historique et les douces illusions.

Un orateur commence par décrire Jesse Jackson comme « l'avenir du Parti démocrate ». Puis les cinq enfants du pasteur apparaissent à tour à tour à la tribune, et c'est l'adieu qui présente son père en ces termes : « Le prochain président des États-Unis... ».

Après le discours, lorsque Jesse Jackson quitte le podium, on continue de chanter : « Win, Jesse, win ! » « Gagne, Jesse, gagne ! ». Une défilé triomphale vaut bien une victoire.

Pour la forme, pour le principe, Jesse Jackson devait présenter mercredi sa candidature au vote des délégués. Mais dès aujourd'hui, il a, en fait, tourné la page et salué Michael Dukakis, cet homme « aux nerfs d'acier » qui a su mener « une campagne bien organisée et digne, sans démagogie et sans faire appel à ce qu'il y a de pire en nous ».

Le pasteur noir a, certes, tenu à faire remarquer les différences essentielles qui le distinguent du gouverneur, à commencer par les origines sociales et la race ; mais il a ajouté, filant une métaphore comme il le aime : « Ses ancêtres sont venus en Amérique sur un navire d'esclaves, les miens sont venus sur un navire d'esclaves (...). Nos vaisseaux auraient pu se croiser dans la nuit ou entrer en collision (...). Mais maintenant, nous sommes dans le même bateau... ».

« Modifications mineures »

Pour le reste, le pasteur Jesse Jackson, exceptionnellement nerveux, avec un débit encore plus heureux qu'à l'ordinaire, a présenté un pot-pourri de thèmes et d'images déjà mille fois utilisés au cours de sa campagne. A vrai dire, il n'était pas au mieux de sa forme, mais l'ancien président Carter qui, à la différence de M. Dukakis, était venu écouter, a entendu là « le meilleur discours de sa vie ». Mais l'essentiel y était : le rappel que sa présence ici est une étape majeure du long chemin accompli par les Noirs des États-Unis : « Mon droit et mon privilège d'être ici devant vous ont été gagnés de mon vivant par le sang et la sueur des innocents... » Et encore, s'adressant à l'assistance : « Vous croyez tout être assis sur vos sièges, mais on en voit assis sur les épaules de quelqu'un ». Sur quoi, sans un mot de plus, il a fait avancer sur le devant du podium une vieille dame à la silhouette fragile : « Rosa Parks, la première Noire qui ait refusé de s'installer dans un autobus à l'arrière. C'était à Montgomery dans l'Alabama, le 1^{er} décembre 1955... ».

Jesse Jackson s'est aussi efforcé de montrer que lui et les siens

avaient pesé sur l'élaboration du programme démocrate, mais le déroulement de la journée avait plutôt montré le contraire. Certes, le camp Dukakis a accepté quelques modifications mineures portant sur dix points du programme, mais en se gardant bien de prendre le moindre engagement précis, notamment en matière de défense sociale. Pour le reste, deux amendements ont été soumis au vote et tous deux ont été très largement repoussés : l'un portait sur la nécessité d'augmenter les impôts pour les riches ; le second, sur un engagement de la part des États-Unis à ne pas employer en premier l'arme nucléaire. Quant à la motion férocement, pour tant très prudente, le droit des Palestiniens à l'autodétermination, elle n'a pas été soumise au vote mais elle a néanmoins été débattue. Les partisans de Jesse Jackson considéraient que c'est déjà là un grand succès : « Le silence mortel qui entourait cette question a été levé », a expliqué un orateur, tandis que dans la salle une Palestinienne de Kansas City soulignait que la présence parmi les délégués de quarante « Arabo-Américains » était aussi une première historique. Pourtant la réaction, souvent très hostile, des amis d'Israël, tant dans la salle que

sur le podium, tend à prouver que des progrès ont en fait été enregistrés sur ce point.

Au total, et malgré les efforts de Jesse Jackson et de ses amis, les démocrates ont adopté à Atlanta une plate-forme remarquablement courte et exceptionnellement insipide, faite d'abord pour ne heurter personne ; il s'agit plus que jamais d'illustrer le désir de recroisement du parti.

Ce qui n'a, bien sûr, pas empêché l'assistance d'applaudir à tout rompre, avant Jesse Jackson, son autre ténor de l'aile progressiste du Parti, le sénateur Edward Kennedy, qui a confirmé, une fois de plus, ses dons d'orateur et enflammé la salle en se moquant cruellement de George Bush. Mais, à vrai dire, c'est un autre Kennedy qui, ce soir-là, a reçu l'ovation la plus vibrante. Un jeune homme de vingt-huit ans au physique de jeune premier, mais qui semblait presque timide face à ce tonnerre d'applaudissements qui ne s'adressait pas vraiment à lui : John Fitzgerald Kennedy junior, lui qu'on appelait « John-John » lorsque, à l'âge de deux ans, il saluait comme un soldat la dépouille de son père.

JAN KRAUZE

Nicaragua

M. Ortega propose un nouveau calendrier de négociation à la Contra

Le président du Nicaragua, M. Daniel Ortega, a annoncé, le mardi 19 juillet, à Juigalpa, la proposition d'un nouveau calendrier de négociation avec la Contra. Il a également proposé aux États-Unis et à l'opposition armée de renouer le dialogue interrompu le 9 juin à la suite de l'échec des négociations directes entre les deux parties qui s'étaient tenues à Managua.

« Nous invitons les États-Unis à reprendre le dialogue bilatéral pour normaliser les relations entre nos pays », a déclaré le chef de l'État nicaraguayen lors des cérémonies marquant le neuvième anniversaire de la révolution sandiniste. Dans un discours prononcé devant quelque quinze mille personnes, selon les chiffres officiels, il a cependant renouvelé ses attaques contre l'administration Reagan, accusée de mener « une politique criminelle contre le Nicaragua ».

Pour l'ingratitude, l'ambassadeur américain en poste à Managua avait été expulsé la semaine dernière (le Monde du 13 juillet), tandis que les sandinistes accusaient leurs pressions sur l'opposition.

Cette « proposition de paix de Juigalpa », selon la dénomination adoptée par M. Ortega, qui suggère aux « contras » de reprendre à Managua, les 26, 27 et 28 juillet, les négociations de paix, intervient précisément au moment où la direction de la Résistance nicaraguayenne (RN) vient d'achever deux jours de réunion à Saint-Domingue au cours desquels le directeur du mouvement a été renouvelé. L'accession à la direction politique du chef militaire, le tenant de l'aile dure, M. Enrique Bermudez, provoque déjà des remous.

Le « Front sud » de la RN a ainsi déjà annoncé mardi soir qu'il quitterait cette organisation afin de protester contre l'élection du colonel Bermudez, qualifiée de « tournant vers l'extrême droite ».

A Washington en revanche, le département d'État a salué mardi les changements intervenus ces derniers jours au sein de la direction politique de la Contra, affirmant qu'ils « permettraient de réduire les divisions au sein du mouvement ».

(AFP, Reuters.)

CHILI

Le gouvernement boude M. Mauroy

SANTIAGO
correspondance

« Nous sommes ici des combattants et des messagers de la liberté. Nous ne voulons pas nous intégrer dans les affaires intérieures du Chili, mais, en cette fin de vingtième siècle, la liberté appartient à tout le monde, la liberté est contagieuse. Tous les démocrates du monde doivent faire la chaîne contre les dictateurs... ».

Devant une centaine d'habitants de La Victoria, dans la banlieue sud de la capitale, mardi 19 juillet, M. Pierre Mauroy a improvisé un discours de remerciement pour l'accueil qui lui a réservé ce quartier déshérité. M. Mauroy conduisit une délégation de maires européens et latino-américains membres de la Fédération mondiale des villes jumelées, qu'il présida.

La Victoria est l'une des places fortes de l'opposition populaire au régime du général Pinochet. En 1984, lors d'une manifestation, le prêtre français André Jarlan y trouva la mort, atteint d'une balle tirée par un carabinier. De ce jour, la paroisse où vivait le Père Jarlan en compagnie du Père Pierre Dubois, exilé du pays en 1986, est devenue un lieu de pèlerinage pour les visiteurs étrangers. C'est ainsi que six mois avant M. Mauroy, M. Laurent Fabius s'y était rendu et y avait prononcé, lui aussi, des phrases peu amènes pour le régime militaire.

M. Mauroy s'est prononcé « pour le « non » à la prolongation de ce régime » et a souligné l'importance de l'accord conclu par seize partis d'opposition qui appellent à voter

« non » au prochain plébiscite présidentiel prévu pour la fin de l'année.

M. Mauroy s'est entretenu avec les représentants des « partis frères », pas moins de trois, puisque les socialistes français maintiennent des relations étroites avec les deux plus importantes fractions issues de l'écclatement du PC chilien après le coup d'État : le PS Nunez et le PS Almeyda, du nom de leurs secrétaires généraux, mais aussi avec le Parti radical, qui est membre de l'Internationale socialiste depuis 1972. M. Mauroy a été impressionné par l'optimisme de ses interlocuteurs, tous persuadés que la victoire du « non » est désormais acquise, notamment grâce au nombre élevé d'inscrits sur les listes électorales (six millions et demi sur un potentiel électoral de huit millions de personnes).

Quant à M. Clodomiro Almeyda, emprisonné depuis quinze mois pour « incitation à la violence et au terrorisme », il était prévu qu'il reprenne son homologage français mardi matin. Le gouvernement chilien en a décidé autrement et a refusé l'autorisation de visite à M. Mauroy, on représailles apparemment pour les déclarations faites par ce dernier, lundi matin, « Dans un pays comme le Chili, avait alors déclaré à son arrivée, l'ancien premier ministre, la dictature est un ordre immoral et déposé... ».

Le ministre des affaires étrangères chilien a annulé l'entretien qu'il devait avoir avec M. Mauroy mercredi, et celui-ci a répondu qu'il n'avait « rien à dire à un gouvernement qui ne respecte même pas le droit de visite aux prisonniers ».

GILLES BAUDIN.

Afrique

TUNISIE

La télévision au centre des entretiens de M. Thierry de Beaucé

TUNIS
de notre correspondant

Premier membre du nouveau gouvernement français à être reçu en Tunisie, M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'État chargé des relations culturelles internationales, est arrivé mardi 19 juillet à Tunis, pour une visite de trois jours. Ses entretiens porteront sur tous les aspects des relations culturelles, qui, a-t-il déclaré, « marchent bien » mais « se doivent d'être mises au diapason de l'évolution de la société tunisienne ».

Les Tunisiens portent un intérêt particulier au projet de réception en direct de la deuxième chaîne de la télévision française, à l'instar de la première chaîne de la RAI captée depuis une quinzaine d'années. Ce projet a déjà été évoqué à plusieurs reprises entre dirigeants des deux pays, et notamment lors de l'entretien que le premier ministre, M. Hedi Baccouche, a eu en janvier à Paris avec M. Mitterrand. Il a même fait l'objet, il y a quelques mois, de la venue à Tunis d'une mission technique.

De même, croit-on, on souhaite à Tunis qu'un effort soit fait pour l'accueil d'un plus grand nombre d'élèves tunisiens dans les établissements de la région d'enseignement français. Il s'agit surtout de recevoir

les enfants de diplomates qui sont appelés à rester en Tunisie et qui ont, pour la plupart, fréquenté des écoles françaises durant leur séjour à l'étranger.

La mission d'enseignement française en Tunisie compte deux lycées, deux collèges et douze écoles primaires réunissant quatre mille quatre cents élèves.

M. D.

Retour de M^{me} Wassila Ben Ammar à Tunis. Après deux ans et demi d'absence, M^{me} Wassila Ben Ammar, ancienne épouse de l'ancien président Bourguiba, a regagné, ces jours derniers, la Tunisie. Ses proches ont indiqué que ce retour est définitif. M. Bourguiba avait fait annoncer le divorce le 11 août 1986 alors que M^{me} Ben Ammar se soignait depuis plusieurs mois aux États-Unis. Elle devait par la suite s'installer à Paris, où elle s'est toujours cantonnée dans une stricte réserve. Au lendemain du changement de pouvoir à Tunis, la presse locale avait annoncé que M^{me} Ben Ammar avait adressé au président Ben Ali un message « exprimant sa confiance en la nouvelle direction politique » et « sa satisfaction pour les égards rendus à l'ancien président ». — (Corresp.)

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

Un Américain soupçonné d'espionnage se réfugie en URSS

Un ancien employé de la marine de guerre américaine, M. Glenn Michael Souther, vient d'obtenir l'asile politique en URSS, se présentant harcelé sans raison par les services de renseignement américains. Les Izvestia ont annoncé, le dimanche 17 juillet, que le Soviet suprême lui avait accordé l'asile « pour des raisons humanitaires ».

Agé de trente et un ans, diplômé de russe, Souther faisait depuis plusieurs années l'objet d'une enquête du FBI pour espionnage. Il a échappé à la sûreté fédérale en 1986, peu avant son arrestation. Il est soupçonné d'avoir fourni, plusieurs années durant, des renseignements sur des dommages causés par la marine de guerre américaine, en particulier en matière de photos de satellites, lorsqu'il travaillait au service de renseignement photographique de la marine, et d'avoir vendu d'autres informations aux Soviétiques à partir de 1982, tant que réserviste au Centre de renseignement naval de Norfolk (Virginie). M. Souther est intervenu, le mardi 19 juillet, au journal télévisé soviétique, se disant « persécuté et menacé dans sa liberté » et « incapable de considérer son comportement comme faisant partie de ses droits naturels ».

La télévision soviétique devait, en principe, diffuser mercredi soir une émission consacrée au transfuge américain. — (AFP, Reuters, AP.)

Taiwan

Important remaniement ministériel

Taipei. — Un important remaniement ministériel, marqué par la promotion de jeunes technocrates, est intervenu le mercredi 20 juillet. Cinq des huit membres du gouvernement ont été remplacés. Le premier ministre, M. Yu Kuo-hua, a conservé ses fonctions malgré des appels des jeunes réformistes du Parti nationaliste au pouvoir en faveur de sa démission. Les ministères des finances et de l'économie sont confiés à des technocrates qui ont suivi leurs études en Occident. Les ministères des affaires étrangères, de la justice et de l'intérieur sont, eux aussi, remplacés. Pour la première fois, les Taiwanais d'origine sont majoritaires au sein du cabinet. — (Reuters, UPI.)

De leur côté, les rebelles du MNS ont affirmé lundi avoir pénétré dans le port de Beirout. « Des combats sont en cours depuis une semaine et Beirout est aujourd'hui réduite à un autre Beyrouth dont aucune faction ne peut revendiquer le contrôle », a déclaré le représentant du MNS à Londres. — (AFP, Reuters.)

Le gouvernement somalien a admis pour la première fois, dans un communiqué diffusé lundi 18 juillet à Nairobi, que de violents combats avaient eu lieu, en juin, entre forces régulières et guérilleros du Mouvement national somalien (MNS) dans deux villes du nord-ouest du pays, Hargeisa et Burao. « La situation est maintenant normale », précise le communiqué.

Les autorités de Mogadiscio accusent par ailleurs l'Éthiopie, avec laquelle elles ont récemment signé un accord de paix, « de sympathiser avec les terroristes, en servant leurs intérêts contre le gouvernement de la Somalie ».

LA VIE QUOTIDIENNE

au temps des artisans et des paysans du 25 juin au 9 août 1988

à la salle polyvalente de PRECY-SOUS-THIL

Les visiteurs retrouveront, dans leur cadre reconstruit — une rue de village — les métiers et les activités qui fleurissaient au début de ce siècle :

SABOTIER-MENUISIER ÉBÉNISTE-CHARRON
FORGERON-BOURRELLIER-SCIEUR DE LONG
ÉPICIER-MERCIERE-LIBRAIRE-IMPRIMER-TONNELIER
BOULLEUR DE CRU-POISSONNIER-POSTIER-VANNIER
REMPAILLEUR-MATRIÈRE ÉCOLE-AUBERGE
HANGAR À MATÉRIEL-INTÉRIEUR PAYSAN-CHASSE-PÊCHE
ÉCURIE-CAVE-LAITÈRE-ÉTABLE-CORDON.

Et seront invités à parcourir le canton pour retrouver, dans leur site d'origine et en situation, les bâtiments et ateliers encore en activité.

Renseignements : Mairie de Precy-sous-Thil (Côte-d'Or).
Tél. : 80-64-57-18.
(2 h de Paris par l'autoroute du Sud — Sortie Bière-lès-Semur ou TGV Paris-Care-de-Lyon, arrivée Montbard)

Première visite officielle de M. Michel Rocard en RFA

Le premier ministre français, Michel Rocard, a effectué sa première visite officielle en République fédérale d'Allemagne le mardi 19 juillet. Il a été reçu par le chancelier Helmut Kohl à Bonn.

Le premier ministre français, Michel Rocard, a effectué sa première visite officielle en République fédérale d'Allemagne le mardi 19 juillet. Il a été reçu par le chancelier Helmut Kohl à Bonn.

Le président Ali Husein en Arménie

Imposer le couvre-feu

Le président Ali Husein, chef du régime kurde, a imposé le couvre-feu dans la région de Irbil, en Irak, le mardi 19 juillet.

Un dialogue pacifique

Un dialogue pacifique a été initié entre les forces armées du régime kurde et les forces armées irakiennes, le mardi 19 juillet.

Asie

Le président Ali Husein

Imposer des élections générales pour le 10 novembre

Le président Ali Husein a imposé des élections générales pour le 10 novembre.

Le président Ali Husein

Imposer des élections générales pour le 10 novembre

Le président Ali Husein a imposé des élections générales pour le 10 novembre.

PICARD
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
REGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens
Catalogue bimestriel
Envoi sur simple demande

Enquête

La Corse, île

aux chimères

(Suite de la première page.)

Le neveu du dernier des Corses voudrait aller au Nicaragua. Un nationaliste lui a raconté que les gens, là-bas, sont tellement pauvres qu'ils sont accablés. Une fois par mois, il descend à Ajaccio dans son taxi-brousse bleu et noir chanter en polyphonie à l'église de la rue Fesch. Il chante le *paissuccia* d'une voix qui porte jusqu'à Managua et dénonce les atteintes aux droits de l'homme corse.

Le guérillero est entré un jour dans une église de Marseille et n'a pas pu s'empêcher de chanter en latin. Il a chanté si bien que, sur ses bras, les poils se sont hérissés et qu'il a eu peur à l'arrivée du curé. Un dimanche matin, il chante en corse, et chante si bien qu'on lui demande son nom. « C'est quel, le vôtre ? ». Après négociations, il finit par confier son nom, son âge et son CAP de cuisinier. Un nom, en corse, c'est toute une histoire et une géographie.

L'étranger ne comprendra pas, il ne comprend jamais, il néglige la dimension de l'insularité. L'étranger est un donneur de leçons de français, et le français une langue qui a instauré la suprématie du « ou » sur le « e ». L'étranger, de toute façon, on le manipule. L'étranger ne demande pas le nom et l'adresse des terroristes ; il s'intéresse à peine à la mafia des jeux. Il doit avoir des arrière-pensées, se méfier de ceux qui ne veulent pas qu'on parle d'eux à moins qu'ils n'en meurent d'envie. « Ne me citez pas, on va croire que je suis intervenu à Paris. Que c'était pour la campagne électorale. » Mais l'étranger prend tout au mot. On ne dira donc pas que la scène se passe en Corse-du-Sud.

Village centre du monde

Le village est le centre du monde, 764 habitants, selon l'INSEE, 900 selon les organisateurs, 1 072 inscrits sur la liste électorale (1). Il domine la mer sans oser la regarder. La mer est une ennemie. Elle a emporté des milliers de conscrits en 1914 et n'a pas rapporté leurs corps. Elle a emmené les fous sur un grand « bateau blanc » et n'a renvoyé que des touristes. Elle a encaissé les bons élèves et les moins bons. Ils reviennent l'été s'assurer que rien ne change en leur absence, mais ils sont moins pareils.

An Conforama de la route nationale, le village apparaît déjà lointain sur ses hauteurs. Après le pont sur la Gravone, on aperçoit les châtiments défendus par Sampiero Corso au seizième siècle contre un envahisseur pré-

dent. Dans le dernier virage, l'épicerie ne se fait pas remarquer derrière ses volets marron. L'entrée encore moins, en sous-sol, derrière une poignée de fer. Il faut déjà deux jours pour acheter une carte postale.

Au cimetière, le village se divise en trois hameaux qui s'ignorent. L'église reste à mi-pente, pour arbitrer le conflit sur le point de départ de la procession de la Saint-Martin, qui se complique d'un détour par les monuments aux morts puisque la fête tombe le 11 novembre. Les commerçants sont à l'écart, comme en quarantaine. Ils n'ont pas fait creuser de piscine dans la maison de famille mais sur la côte. Ils emploient quelques complices, pour la plupart à plein temps, dans leur hypermarché d'Ajaccio. Mais ils ont vendu des fromages pendant la guerre.

A première vue, tout est calme. Le dernier plastiquage remonte à plus d'un an, et la guerre du feu est enterrée. Les nationalistes font de la farine de châtaignes et les

renversés à la suite d'un scandale financier soulevé par les nationalistes. Le neveu du maire, héritier d'une lignée au pouvoir depuis presque un siècle, a gagné les élections, et la mairie a changé de look. Le village est devenu radical nationaliste, tendance MRG.

La succession du maire détroqué a donné lieu à un drame de famille. Deux cousins germains, complices de poker, se sont mesurés. Les enchères ont atteint plastiquages et tentatives d'enlèvement. L'agent de la mutualité agricole, dépositaire du nom, l'a emporté à la régulière sur le propriétaire de l'hôtel de quatre étages. La paix des clans a été signée, l'été dernier lorsqu'une vieille femme a demandé le silence pour mourir en paix. Les femmes sont rarement sur les pelouses, mais elles règlent la mise en scène (on ne les croise donc pas beaucoup).

A moins d'un an des municipales, la liste électorale et la photocopieuse sont accessibles à tous à la mairie. Les demandes

de crépi lorsqu'on vit dans la pierre, ou une toiture lorsqu'on est charpentier et que les commandes se font rares. L'envie fait épier, comparer, parader. Elle interdit les compliments. Rien n'est gratuit, tout devient suspect.

Lorsqu'on offre un bibelot à un collègue de travail, on porte sur une liste le montant de l'obole de chacun, à côté de son nom. On achète une BMW pour montrer au mari qui vient de partir comme tout va bien. On jette 50 francs sur le comptoir, quand les Français, pauvres touristes, rangent 20 centimes dans leur portemonnaie, et on restreint d'un même le sommeil. L'envie neutralise les syndicats intercommunaux et l'assemblée régionale. L'envie immobilise.

Le jeu consiste à ne rien demander pour ne rien devoir, tout en rendant des services pour créer des liens, comme l'on prête un appartement plutôt que de faire un bail. Les enfants entrent très tôt en politique. Ils savent laisser planer le doute sur le

de service qui l'a mise en garde. Un cabri arrivé un lundi est mort le mercredi. Il ne semble pas exister de famille où une mère ne « fasse les cornes » de l'index et l'annulaire en entendant dire du bien, c'est-à-dire du mal, de son bébé. Ni de maison où quelqu'un n'ait déjà été signé contre le mauvais œil.

Est-il « blanc parmi les blancs » ou vient-on voir les « indigènes » ? Le philosophe a des problèmes de délimitation. Il regrette le temps où les plastiquages n'avaient « pas besoin d'exister ». Devant sa maison, on contrebais de la mairie, il écrit en marchant un texte intitulé *Utopie, quand tu nous tiens*.

Le philosophe et les siens

Le philosophe est un ancien militaire de l'armée coloniale. Il a rempli « des missions pas flatteuses, chez les Noirs, chez les Jaunes ». Ceux qui sont restés au foyer, à « garder les chèvres », ne sont « ni plus coupables ni plus innocents » que lui. Le philosophe est également peintre et architecte et traducteur, mais sa femme parle moins bien le corse. Leur maison a été plastiquée deux fois pendant la guerre pour la mairie, et le chien est devenu sourd.

Le fils du philosophe, un dirigeant nationaliste local, a été menacé, et le père a téléphoné aux renseignements généraux pour protester. Le fils est étonné quand on lui demande si les terroristes ne commettent pas une erreur stratégique en s'attaquant à des gendarmes français, ce qui ne règle pas la lutte des envies corses. « S'attaquer à des Corses ? Ce serait la guerre civile ». Le principal avantage de l'étranger est de rassembler au-delà du canton. L'inconvénient est que cela le rend indispensable.

La fille du philosophe est étudiante à Corte. Elle accueille bien l'étranger « pour peu qu'il montre un peu de finesse ». Après avoir passé une grande partie de sa vie dans les colonies et sur le continent, elle fait connaissance avec ses racines à l'Institut d'études

de la main. « Si c'est leur terre, où est la nôtre ? », s'est demandé le menuisier qui était encore boucher. Deux hypermarchés vont ouvrir leurs portes à 20 kilomètres du village. La centrale thermique envoie des vapeurs toxiques qui « désagrègent la peinture des voitures ». Puisque les Suisses parlent quatre langues et n'en sont pas moins de « bons Suisses », le menuisier réclame le bilinguisme en Corse et un barrage hydroélectrique sur le torrent qui longe son moulin.

Le cimetière est le point de rencontre des trois hameaux. Sur ce qui est le « stade », un autobus bleu repose pour l'éternité, criblé de balles. Des sacs poubelles traînent sous les arbres, mais le bien est assorti. Trois poneys sont informés que la prochaine réunion de la Cuncolta Nazionalista va se tenir à la mairie.

Les tombes de granit s'étagent haut dans le cimetière. Elles sont grises, pareilles, avec des photos ovales incrustées dans les croix. Dans la partie neuve, quelques monstres de crépi et de tuiles rouges s'élèvent au-dessus du sort commun, comme saisis par l'envie. Au milieu des deux routes, les commerçants ont leur secteur privé, un triangle à l'écart.

Le patron de l'auberge a gardé les chèvres à quinze ans, mais il n'ignore pas que « l'argent, c'est l'image ». Il a tenu une pizzeria dans un camping quand l'été ramenait les touristes et les pièces de 1 centime. Il a beaucoup flambé et s'est encore bien amusé l'an dernier à la soirée de réouverture du grand casino de la Côte d'Azur dirigé par un membre de la famille. Il a inscrit son prénom sur le fronton de son établissement, perçoit l'indemnité spéciale montagne et n'en demande pas plus.

Le patron habite une maison confortable et encourage ses enfants à faire des études. Le soir, au salon, il paie la tournée à tout le monde, mais le berge sort quand même ses quatre billets de 500 F. Le cow-boy ne sait plus pourquoi il a inscrit « Paris : 1 440 km » devant sa propriété. La brigade financière mange du merle pris au collet sans s'étrangler. La servante a le bac, mais ne s'est pas décidée à quitter ses amis d'enfance. La nuit, les volets claquent et les chiens hurlent, mais l'aubergiste dort puisqu'il a des amis.

L'histoire du Parisien

Le voisin des commerçants est le Parisien. La commune lui a cédé en 1976 un terrain avec vue sur la mer, après trois réunions de conseil municipal. D'autres se sont intéressés, du coup, au paysage, et la mairie prévoit un lotissement. Le Parisien s'est construit une maison soignée. Il a tenté de créer une coopérative solaire intercommunale, mais les maires du canton n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur l'endroit où l'inaugurer. Ex-ingénieur du pétrole, il propose aujourd'hui d'ouvrir au village une « maison des artisans ». De baliser les anciens sentiers de montagne, de développer le tourisme vert, bref, de faire monter des gardes-forestiers dans une « pieve » où l'on mange du sanglier toute l'année. « Tu n'es pas Corse, toi », a dit l'aubergiste.

Le Parisien a été accepté puisque son épouse avait visité l'ébéniste en prison. Il y a dix ans, le couple a invité le village pour l'inauguration de la maison. Les visiteurs ont apporté de la terre, mais il a fallu négocier pour conserver le drapeau français sur le toit, à côté du drapeau corse, et le lendemain matin les couleurs tricolores avaient disparu à cause du vent. Les Parisiens ont organisé aussi une exposition de photos villageoises, avec carton d'invitation bilingue, traduit par le philosophe, mais ils se cherchent encore un conseil.

Un virage après l'autre, l'horizon se dégage et on finit par le voir tout entier. La plaine est un monde ouvert. Sur ces anciennes terres de transhumance qui font toujours partie du village, la banlieue s'installe avec ses clôtures et ses salons de jardin. Les nouveaux arrivants viennent des HLM installés au pied de la centrale qui désintègre les automobiles du village. Ils sont Pinzuti, voire Sardes. Ils épellent leur nom, apprennent celui des voisins par



Un nom en corse, c'est tout une histoire et une géographie. • L'étranger néglige la dimension et l'insularité. • Paris 1 440 km...

immigrés un deuxième tronçon de route sans réclamer de mosquée. Les contribuables sont moins nombreux que les propriétaires de BMW, et l'enfant du pays qui a échappé à la brigade antigang en 1980 gare son 4x4 devant chez lui. Tout ne va pas si mal mais le dernier des Corses est grincheux.

« Qui vous envoie chez moi ? » L'ébéniste a passé quatre mois dans une prison du continent en 1980, avant la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat. Il a laissé tomber ses études de droit à Nice en 1973 pour rentrer au pays et fabriquer des boîtes à sel. Il a appris l'ébénisterie grâce à une bourse du centre de promotion sociale de Corte et compense les appuis qu'il n'a pas auprès des banques par un « quota de sueur ». L'ébéniste a un « fil conducteur », il ne voyage pas, sauf pour études, avec le syndicat nationaliste. Il travaille.

L'ébéniste se plaint, car ses enfants n'ont pas les mêmes chances que ceux de la ville. Sa femme a organisé une maternelle au village qui en était dépourvu. L'ainé prend le car de 6 h 30 pour Ajaccio, et il ne peut pas suivre les cours de corse, programmés à l'heure où le car du retour est parti. L'institutrice du village n'enseigne ni la gymnastique, ni le corse, « pour réagir contre certaines choses qui se passent » sur le palier de ses collègues continentaux, mais le syndicaliste n'en parle pas. Avant sa conversion, il a été membre du Parti socialiste et de l'extrême droite. « Qui vous a dit ça ? »

Le dernier des Corses n'a pas changé de casquette pendant trente ans. Communiste. Le village l'était puisque le maire l'était. En 1975, le maire a été

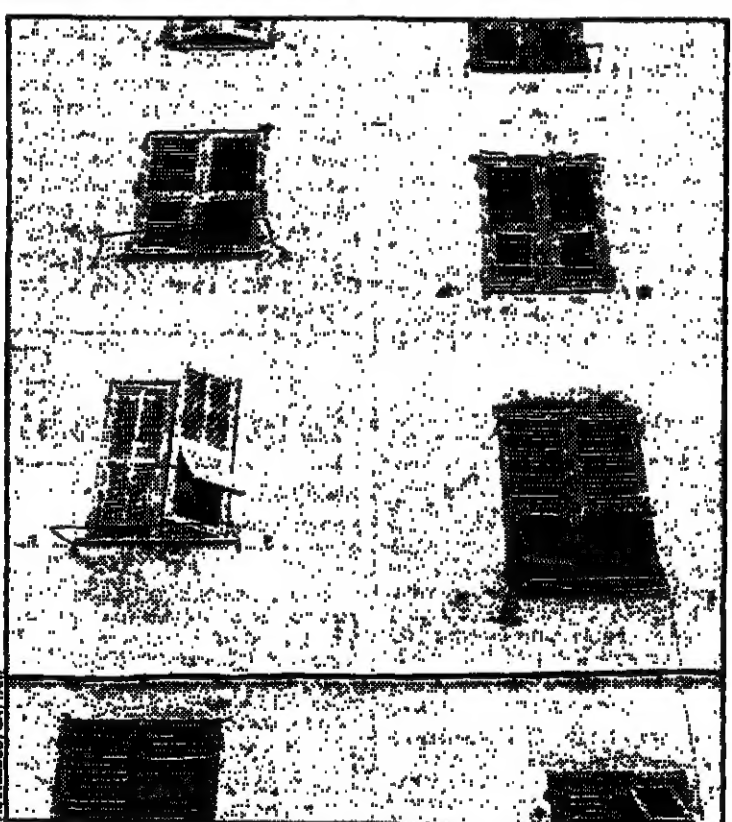
d'indemnité spéciale montagne (treize bénéficiaires) ne traînent pas sur les étagères. La secrétaire de mairie a été signée contre le mauvais œil, et elle n'a plus mal à la tête lorsqu'elle se maquille. Une jeune fille vient déposer, en training, sa demande d'allocation d'adulte handicapé, mais elle a « un certificat médical ». Si le menuisier reproche au maire des « combines » qui lui donnent envie de lui « arracher les yeux », il ne connaît personnellement qu'un ébéniste, un cousin de Marseille, qui soit inscrit deux fois sur les listes.

« La lutte des envies »

Le maire n'a pas opposé de résistance lorsque la branche politique de la guérilla a décidé de baptiser les rues de noms corses, mais il lui a demandé de cesser de bomber les murs de pierre, ce qu'elle a pris pour une accusation. Le curé a bûché la nouvelle plaque « *Ghegia di San Martinu, cumminciata in 1865, finita in 1891* », fabriquée sur le continent, mais il a dû faire la queue pour remplacer, dans le chœur, « la cheminée de style breton » par un autel digne de San Martinu. Les nationalistes (133 voix pour 811 votants à l'élection régionale de 1986) laissent planer le doute sur leur attitude pour les prochaines municipales. Ils font quelques photocopies à la mairie, en prenant les dimensions de la salle du conseil.

Les activités sociales semblent bien être au point mort. La société de chasse a éclaté en groupuscules. Le foyer rural lancé par les nationalistes ne présente plus de diapositives sur la préhistoire corse. L'Association pour l'avenir du village est en sommeil. Le comité des fêtes n'a tenu qu'un an. Ces éphémères ont dû obéir à des raisons que les ethnologues éclairaient d'un terme féroce la « lutte des envies » (2).

L'envie n'est pas la jalousie. L'envie est un plaisir solitaire. L'envie pousse à détruire l'objet convoité à défaut de le posséder, comme on plastiquait une maison



On se sent toujours exposé. • Qu'un regard surprenne le secret et l'on est captivé. • « L'envie », • Mauvais œil...

contenu des marmites, reconnaître l'ongle qui les invite en verrouillant sa porte. Ils grandissent, la parole travestie.

L'envie est aussi une terreur. L'autre, un tueur en puissance, qui peut lancer le mauvais œil sans sommation. « Un regard, malencontreusement, peut vous tuer ». L'étudiante qui frissonne est habillée en noir, mais comme on l'est à Jussieu. Sortir est une menace : « On se sent toujours exposé ». Qu'un regard surprenne le secret et on est capturé. Saint Augustin, Freud, Lacan, ont analysé les mécanismes de « l'envie » et du mauvais œil. Les Corses commencent à en parler.

Le vendredi et le lundi sont jours néfastes. On ne sort pas de la maternité d'Ajaccio un vendredi, et la nuit du maire, un chef Bretonne, l'a appris par un chef

INÉDIT

LA FRANCE 3^e SUPERPUISSANCE

Les Anglo-Saxons, les Russes et nous, influence de la France dans le monde : culturelle, linguistique, puissance financière : zone franc, Défense, sciences de pointe : les armes classiques et nucléaires. Étendue : 2^e domaine territorial mondial (zone maritime). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 90 F. Franco chez l'éditeur :

François DE PREUIL

CHATEAU DE PREUIL

49560 NIEUL-SUR-LAYON

Bref les éditorialistes, les politiciens et les militaires commencent à l'indiquer. Il a fallu quatre ans pour faire passer l'idée dans les conférences, séminaires et débats TV. Mais le million est à 200 millions territorial mondial (zone maritime).

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS

45-20-87-12

(Publié)

C.F.P.A.

Centre formation professionnelle

57, rue Charles-Lafitte, 92200 Nanterre

47.45.00.10 ou 47.22.94.94

Préparation intensive en septembre.

CEPES

La région la plus pauvre de France

La Corse compte 240 000 habitants, selon le recensement de 1982 (276 000 habitants en 1984, 170 000 en 1968). A peine un habitant sur quatre a moins de vingt ans. Les étrangers représentent 10,8 % de la population (125 880 personnes). Signe d'un retour au pays, il est arrivé entre 1975 et 1982 plus de 10 000 personnes nées en Corse (18 600) qu'il n'en est parti (15 200). La Corse compte la plus forte teneur de catholiques de France.

Le nombre d'actifs a augmenté de 73 % en vingt ans. La teneur d'actifs de la population en âge de travailler reste cependant inférieure à celle des autres régions : 59,9 % contre 70 % en moyenne nationale. La population agricole représente encore 12 % des actifs. Le taux de chômage est légèrement supérieur à la moyenne nationale (11,5 %). Parmi les demandeurs d'emploi recensés, 28 % sont des jeunes (40 % en Lorraine) ou en Seine-Normandie.

La balance commerciale avec le continent est très largement défavorable (entrées de marchandises : 9 270 millions de francs en 1984, sorties : 414 millions, en produits vités).

LE MONDE

Publié

Renseignements

45-55-94

Page 4136

a Corse, il

Le philosophe et les autres

Le philosophe et les autres

Le philosophe et les autres

Le philosophe et les autres

Le philosophe et les autres

Le philosophe et les autres

Le philosophe et les autres

Le philosophe et les autres

Le philosophe et les autres

aux chimères

les marchands ambulants et possèdent l'histoire de la Corse en deux volumes.

Les banlieusards ne montent au village que pour déposer leur demande de permis de construire. Ils réclament une mairie annexe près de chez eux et finiront par l'obtenir puisqu'ils sont déjà presque deux fois plus nombreux que ceux du « chef-lieu ». Le haut du village ignore cette colonisation, sauf lorsqu'il apparaît qu'elle pourrait bénéficier de l'adduction d'eau avant lui.

Neuf demandes de permis de construire ont été déposées en trois mois. Les terrains, indivisibles pour ne pas défigurer l'unité des morts et payer des droits de succession, semblent bien se partager dans l'anonymat des cabinets notariaux, et même se vendre à l'étranger. Pour récupérer un héritage de 35 000 francs, on établit des arbres généalogiques d'un mètre de long, on écrit aux cousins d'Amérique et on s'infirmité trente-deux actes notariés. On bâtit, on fait du neuf, on se débarrasse des lances vietnamiennes aux Fucos d'Ajaccio, apparues par surprise au début de l'année malgré l'opposition des conservateurs de musée. On est moins pareil, mais on respire mieux. Les héritiers réclament leurs droits.

« Enlève-moi ce jaune »

L'adjoint au maire est surpris en tenue de jogging, au coin du feu dans son ranch de la plaine. Il a raccroché son fusil derrière le magnétoscope. Il ne demande pas tout de suite à l'étranger qui l'envoie. Il est grand, il envoie les chiens mais il a un chat noir. L'adjoint ne chasse plus par compassion pour le sanglier. Il est vicieux mais la vigne est fatiguée. Il replantera peut-être, si la CEE insiste pour l'encourager. Les chômeurs du village étant en voyage, il emploie des immigrés.

L'adjoint est réagicien mais il a vu du pays, dans une famille boursarienne au sud et nationaliste au nord. Après les dernières vendanges, quand le rideau est retombé sur les festivités, il a eu envie d'évasion. Il est revenu de Paris au bout de quelques jours. L'adjoint a la nostalgie des parties de poker qui prolongent un peu le voyage sur le bateau du continent.

La frontière avec le village voisin passe derrière sa maison, au-delà d'une prairie encore verte où

courent quelques chevaux. Le terrain de chasse de l'ennemi a brûlé à la suite d'une lutte des envies. Le pavillon d'un continental, qui voyageait aussi mais sur Air France et aux commandes de l'appareil, a explosé il y a cinq ans. Les ruines sont intactes, et le notaire, pull mauve, chemise mauve, suggère de les classer « monument historique », pour faire honte à ses concitoyens. La pizzeria a été plastiquée, en juillet 1987, un mois après l'ouverture. La propriétaire parle de « jalousie commerciale », et les envieux de jalousie tout court. La pizzeria est ouverte dès 8 heures du matin, elle organise des soirées « polenta » et même « chou-croule ».

Le maire habite Ajaccio. Les hommes le prennent par le bras dans la rue et les femmes le saluent. Il a installé un isolat au village en 1984 mais n'y passent que ceux qui ne peuvent rien faire comme tout le monde. Le maire a réglé le problème d'eau, mais il n'a pas obtenu pour sa plaine le futur groupement scolaire de la vallée. Il envoie ses dossiers à la préfecture par recommandé, avec accusé de réception.

Sur le port, le pêcheur prépare son bateau pour la saison, et c'est en jaune qu'il le peint. En jaune, le bateau n'est pas pareil puisque les autres sont bleu et blanc. Le pêcheur aime la mer et le théâtre, il est un peu fou, et un vieil homme s'est approché : « Enlève-moi ce jaune ». Son pot de peinture dans les bras, le pêcheur continue. Il dit qu'il y a en Corse « un problème de droits ».

Le pêcheur est arrivé au bord de la mer en 1965, et un professeur du lycée Fesch s'est moqué de sa musette. Il a rossé les fils de douaniers français sans savoir pourquoi, dix ans avant de découvrir le mot colonisation. Il doute dix ans après. La Corse s'est toujours vendue au plus offrant. Les Américains peuvent venir avec leurs « valises de dollars », il tiendra leurs clubs de golf. Il faut « travailler » et il le montre de tout son jaune, au milieu du port. Le pêcheur doute encore un instant. Il parle du café au lait de sa mère, au village. Mais la mer, dans la mythologie, « c'est l'enfer ».

Le dernier des Corcises est dans sa cuisine à l'heure où l'on vient lui dire au revoir. Il casse la croûte avec le magon, dont on

regrette de ne pas avoir fait le portrait, mais on s'en finit plus. Le dernier des Corcises est à peine surpris qu'on revienne puisqu'il n'a pas parié. Il n'en dira pas plus et il n'y qu'à regarder. Le retraité tend la main, et Prométhée retourne à son désert. On serre la main du premier, on désespère d'entrer en communication avec le second et on commence à avoir peur d'être éternellement indéfinissable. Après un départ rapide et une longue traversée, l'avion atterrit à Orly-Ouest et on n'en sait pas plus.

CORINE LESNES.

- (1) 40 % des Corcises du continent sont toujours inscrits sur les listes électorales dans leur village d'origine.
- (2) Selon l'expression de l'écrivain José Gil.
- (3) Les Continentaux sont appelés « pizcuti » en mémoire des premiers soldats français et de leur casque à pointe.
- (4) Affaire du déversement de produits toxiques au large de Bastia par la société italienne Montedison au début des années 70.

Enquête

La « gof » génération

DEPUIS que les étudiants ont remplacé les légionnaires, Corse a gagné un cinéma et des graffiti partout. Il y a mille cinq cents inscrits à l'université, venus de toute la Corse, et même, pour quelques-uns, de l'étranger. Corse est une terre de mélange.

Ce lundi, trois étudiants de l'institut d'études corcises sortent du cours sur le « cycle festif » : « Encore à la Saint-Jean ». La brune a vécu en Afrique. Sa grand-mère ne voulait pas entendre parler de la Corse à la maison, son frère la parle « comme un haïtien ». Elle mange de la bié-dina. La blonde fait déjà partie de la deuxième génération de la lutte, elle est « essouffée » : « On n'a plus la force de lutter ».

Les étudiants parlent un langage mêlé de corse et de français. Il y a des mots nouveaux

comme « gof » qui veut dire laid, et elles les enseignent à une élite d'étudiants danois. Elles racontent des histoires drôles, comme celle du Français qui a osé demander « un café, et vite », à un barman de Corse et qui a retrouvé « un calbre » à la place de la cuillère. Elles enseigneront peut-être, « Professeur de corse ? C'est tout », comme disent ceux qui, pour n'en n'avoir pas fait, souhaitent que leurs enfants fassent de bonnes études.

La « gof génération » est née sous l'occupation. Elle connaît tous les détails de la « répression », mais elle lit la presse coloniale et elle regarde la télévision. Elle a un choc en voyant les lycéens manifester en couleur contre la loi Devaquet à Paris : « Mais, on est des ploucs, ici ».

Allongées sur leurs matelas, dans une chambre de l'ancienne caserne qui fait office de résidence universitaire, les trois étudiantes prennent du recul. Les cibles des nationalistes ne sont « pas toujours bien choisies ». La lutte « manque de penseurs », la diaspora est occupée à autre chose. « Tant que cela ne nous touchera pas au porte-monnaie... »

Mais cela ne dure qu'un instant. La lutte est intangible et il est temps d'aller coller les affiches pour la prochaine réunion nationaliste. Puisqu'on est revenu au « colonialisme », on prend la lutte au mot et on cite en exemple les jeunes Palestiniens lanceurs de pierres. Les étudiantes sont effrayées : « Mais, on n'est pas des tursus ! »

C. L.

UN INTELLECTUEL EN POLITIQUE

Elisabeth
BADINTER

Robert
BADINTER

CONDORCET



Un intellectuel en politique

Fayard

140F - 660 pages

également paru chez Fayard
Correspondance inédite
de Condorcet et Madame Suard.

FAYARD

La région la plus pauvre de France

La Corse compte 240 000 habitants, selon le recensement de 1982 (276 000 habitants en 1984, 170 000 en 1955). A peine un habitant sur quatre a moins de vingt ans. Les étrangers représentent 10,8 % de la population (25 880 personnes). Signe d'un retour au pays, il est arrivé entre 1975 et 1982 plus de personnes nées en Corse (18 600) qu'il n'en est parti (5 200). La Corse compte le plus fort taux de célibataires de France.

Le nombre d'actifs a augmenté de 73 % en vingt ans. Le taux d'activité de la population en âge de travailler reste cependant inférieur à celui des autres régions : 59,9 % contre 70 % en moyenne nationale. La population agricole représente encore 12 % des actifs. Le taux de chômage est légèrement supérieur à la moyenne nationale : 11,5 %. Parmi les demandeurs d'emploi recensés, 28 % sont des jeunes (40 % en Lorraine ou en Basse-Normandie).

La « balance commerciale » avec le continent est très largement déficitaire (entrées de marchandises : 9 270 millions de francs en 1984, sorties : 414 millions, en produits viti-

coles pour la moitié). Les revenus des ménages sont à 61 % d'origine publique. Un ménage sur deux paie des impôts (moyenne nationale : 80 %).

La Corse reste la région la plus pauvre de France. Selon la Géopolitique des régions françaises, le revenu annuel moyen par habitant s'élevait théoriquement à 30 000 francs en 1982 (contre 71 095 francs en région parisienne). Compte tenu de la fraude, l'auteur conseille de ramener à 30 % l'écart avec le revenu national. La Corse est au premier rang national pour le nombre de voitures : 51,6 véhicules pour 100 habitants (43,4 en moyenne nationale) et au troisième rang pour le nombre de téléphones. Les salaires dans le privé sont inférieurs d'environ 30 % aux salaires en Ile-de-France.

L'académie d'Ajaccio est la dernière pour le taux de réussite au bac. 75 % des maires des communes ont plus de cinquante-cinq ans. Les sommes engagées au PMU par habitant s'élevaient à 902 francs par an en 1985 contre 469 francs sur l'ensemble du territoire.

SOURCE : INSEE-Géopolitique des régions françaises.

LE MONDE IMMOBILIER

Publicité

Renseignements :
45-55-91-82
Poste 4138 - 4324

ing. La cour-
Paris, avait
1910, et avait

Société

JUSTICE

Une vente de bijoux de Roberto Polo relance l'affaire Chaumet

Coups de théâtre à l'hôtel Drouot, le mardi 19 juillet. On avait annoncé une simple vente de six « magnifiques bijoux », alors qu'il s'agissait en fait d'enchères de bijoux comme la France n'en a pas connus depuis un demi-siècle. Aussi les quelques trois cents personnes tassées dans la salle 5 de l'hôtel des ventes furent-elles témoins d'un spectacle peu commun.

Montant record : en moins de quinze minutes, cinq bijoux furent adjugés pour un montant total de 21 millions de francs, alors que les estimations les plus optimistes, qui portaient sur six bijoux, ne dépassaient pas 17 millions de francs. Propriétaire énigmatique à tout le moins : quelques heures avant la vente, on apprenait qu'il s'agissait de l'homme d'affaires américain Roberto Polo, actuellement incarcéré en Italie. Saisie judiciaire enfin : l'un des bijoux fut retiré *in extremis* de la vente sur ordre du juge d'instruction chargé de l'affaire Chaumet.

Ce bijou est un superbe collier de perles d'Orient, avec fermoir orné d'un diamant. Sur les quatre-vingts perles qui le constituent, treize avaient été confiées à la joaillerie Chaumet de la place Vendôme,

gérée par les frères Jacques et Pierre Chaumet, avant sa faillite retentissante en 1987, par la princesse de Beauvau-Craon. « Un dépôt pour des raisons de sécurité et non un dépôt-vente », a précisé à l'Agence France presse son avocat, M. Jean Loyrette. N'ayant jamais récupéré ses perles, la princesse a déposé une plainte pour « vol, escroquerie et abus de confiance », puis a demandé la saisie du collier, soupçonnant les frères Chaumet d'avoir monté ses perles avec cinquante autres avant de les vendre à Roberto Polo.

Record mondial

Opérée par des policiers de la brigade financière, la saisie du « lot 2 » fut donc ordonnée, mardi, par le juge d'instruction Paul-André Rochard, qui assure l'intérim de M. François Chanut, chargé du dossier Chaumet, dans lequel les deux joailliers sont inculpés de « banqueroute, abus de confiance, escroquerie, exercice illégal de la profession de banquier et soustraction de marchandises sous douanes ».

Les cinq autres bijoux mis aux enchères — deux bagues, deux sau-

toirs, une colliette — pourraient avoir fait eux aussi l'objet de transactions entre M. Polo et les frères Chaumet. Mais aucune demande de saisie n'ayant été soumise à la justice, ils ont été adjugés dans un temps record. Une bague chevalière ornée d'un rubis de Birmanie a notamment atteint le record mondial de 10 millions de francs, au profit d'un acheteur, qui renchérissait d'un discret mouvement de tête et déclarait agir pour le compte de la maison Moussaieff (Londres et Genève).

Les six bijoux avaient été déposés au Crédit municipal de Paris — le mot de piété — le 12 avril dernier par Rosa Polo, l'épouse de l'homme d'affaires en difficulté, contre un prêt de 2 millions de dollars. Le Crédit municipal avait ordonné leur vente judiciaire lorsqu'il avait appris les démentis judiciaires de Roberto Polo, le 3 juin. Roberto Polo, qui s'était spécialisé dans la gestion des biens des grands de ce monde, avait connu de sérieux revers de fortune en mai à la suite d'un mandat d'arrêt international lancé par un tribunal de Genève pour escroquerie et abus de confiance. Dans le même temps, à New-York, treize créan-

ciers l'accusaient d'avoir détourné 110 millions de dollars.

Roberto Polo avait, discrètement, quitté la France, où il résidait, tandis que le juge helvétique obtenait la saisie de ses biens. Une collection unique de peintures françaises du dix-huitième siècle lui appartenant avait déjà été vendue aux enchères le 30 mai pour un peu plus de 80 millions de francs. Des Watteau, des Boucher, des Fragonard avaient ainsi été vendus sans fièvre notable.

Depuis, Roberto Polo, sous le coup d'un mandat d'arrêt international lancé par la Suisse, a été arrêté, le 24 juin, en Italie. Il est aujourd'hui détenu au pénitencier de Laques, accusé d'avoir alimenté sa propre caisse en transférant l'argent de ventes d'objets d'art, que lui confiaient ses clients, sur ses propres comptes, par l'intermédiaire de paradis fiscaux auxiliaires. Roberto Polo, âgé de trente-sept ans, d'origine cubaine et de nationalité américaine, s'était défendu dans une lettre adressée à l'Agence Reuter en affirmant être la victime d'un « employé fêlé ».

E.P.

Après dix ans de procédure

Soixante-quatorze enfants roumains pourront rejoindre leurs parents adoptifs en France

Soixante-quatorze enfants roumains qui attendent, certains depuis plusieurs années, de rejoindre leurs parents adoptifs français vont enfin pouvoir gagner la France, a annoncé, le mardi 19 juillet, le ministre des affaires étrangères à Paris. Le conseil d'Etat roumain a, en effet, approuvé leur adoption et la liste des enfants concernés a été remise ces jours derniers par l'ambassade de Roumanie au Quai d'Orsay.

L'affaire des « bébés roumains » remonte à une dizaine d'années. A l'époque, des avocats roumains étaient venus en France proposer à des couples d'adopter, moyennant une certaine somme, des enfants roumains. Les candidats à l'adoption se sont alors rendus en Roumanie, où ils ont pu choisir comme on le leur promettait « leur » enfant avant d'ouvrir une procédure d'adoption. Les difficultés sont apparues quand ils ont demandé une sortie du territoire. Malgré de nombreuses démarches, la Roumanie s'opposait au départ des enfants. Beaucoup de parents affectés, depuis plusieurs années, des aller et retour entre les deux pays.

Alerté, le gouvernement français est intervenu à plusieurs reprises. En 1982, M. Michel Jobert, alors mini-

stre du commerce extérieur, avait évoqué ce sujet, lors d'une visite officielle à Bucarest, repris depuis lors à chaque visite d'un responsable de la diplomatie française en Roumanie ou de la diplomatie roumaine en France.

En avril 1983, M. Claude Cheysson, alors ministre des relations extérieures, avait obtenu le déblocage de quelques cas. Mme Mitterrand elle-même était intervenue sur ce problème. En novembre dernier, M. Didier Bariani avait déposé, en recevant au quai d'Orsay son homologue roumain, M. Aurel Duma, la « difficile passe » que traversaient les relations franco-roumaines, tant sur le plan économique et culturel que dans le domaine des droits de l'homme. Il avait émis le souhait que « du côté roumain, les services compétents ne suscitent pas de faux espoirs » chez les parents candidats à l'adoption.

En février dernier, le gouvernement roumain a fait savoir qu'il n'accepterait plus à l'avenir l'ouverture de nouveaux dossiers d'adoption. Les parents adoptifs des quatre-vingt-deux autres enfants attendent encore cependant l'autorisation du gouvernement roumain.

Ch. Ch.

Après l'évasion de Bourg-en-Bresse

La grève des surveillants n'a pas fait l'unanimité

Tandis que les recherches se poursuivent pour retrouver Raymond Valéry, évadé depuis le 14 juillet de la prison de Bourg-en-Bresse, le Syndicat national pénitentiaire des personnels de surveillance FO avait lancé, le mardi 19 juillet, un mot d'ordre de grève pour protester contre l'insécurité dans laquelle vivent les surveillants, illustrée par l'état critique de M. Sébastien Yezep, frappé à coups de barre de fer par l'un des évadés (nos dernières éditions du 20 juillet).

Cependant, ce mouvement, achevé mercredi 20 juillet, à 7 heures, a été diversement suivi, les autres organisations syndicales faisant savoir qu'un refus des parloirs ou des extractions de cellule en cette période de l'année risquait d'entraîner des évasions, sinon de nouvelles révoltes d'été, dans les prisons. Ainsi à la prison des Baumettes à Marseille, l'Union fédérale autonome pénitentiaire, majoritaire à 53 %, a refusé de s'associer au mouvement.

Cela ne signifie pas que le personnel pénitentiaire soit divisé. Si M. Jacques Vialette, secrétaire général du syndicat FO, a déclaré qu'il souhaitait à la fois un rétablissement de la peine de mort pour les

détenus qui tentent de tuer un gardien et un retour au quartier de sécurité, les représentants des autres syndicats, CFDT, CGT, autonomes, sont unanimes pour demander à la chancellerie des moyens permettant d'assurer leur sécurité et exprimer à leurs collègues de Bourg-en-Bresse leur « émotion et leur entière solidarité ».

M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, avait pris les devants en publiant un communiqué dans lequel il annonçait que « tout sera fait pour que celui qui est en fuite soit retrouvé et jugé dans les meilleurs délais », après avoir fait part « à chacun des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire (...) de son indignation ».

● L'inspecteur Loiseau reste en prison. — M. Gilles Rivière, juge d'instruction à Paris, a rejeté, le mardi 19 juillet, la demande de liberté présentée par l'inspecteur de police Dominique Loiseau, détenu depuis le 23 janvier 1986, et inculpé d'association de malfaiteurs, vols et complicité, crimes qu'il assure ne jamais avoir commis (le monde du 15 juillet).

EN BREF

● « Piper-Alpha » : mort d'un technicien français. — Le technicien français de la société Colson, Eric Brianchon, qui avait été grièvement blessé le 5 juillet lors de l'explosion de la plate-forme pétrolière « Piper-Alpha », est mort, le mardi 19 juillet à la Royal Infirmary d'Aberdeen (Ecosse). Brûlé à 50 %, Eric Brianchon avait subi plusieurs greffes de la peau, mais il a succombé probablement à la suite d'une infection généralisée. Son décès porte à 187 le nombre des morts de la catastrophe de « Piper-Alpha ». — (AP, Reuter.)

● Deux militaires français tués dans un accident d'avion. — Deux pilotes militaires, un moniteur et son élève, ont trouvé la mort, mardi 19 juillet, dans l'accident de leur appareil d'entraînement — un avion de type Epilon — qui s'est écrasé près d'Eymoutiers, dans la région d'Angoulême (Charente). Les deux membres d'équipage, Eric Marchal, trente ans, moniteur détaché de l'Armée de l'air, et Pascal Arterier, vingt et un ans, élève-pilote à la base de Cognac, ont été tués sur le coup. Une enquête est en cours pour déterminer les causes de cet accident qui s'est produit au cours d'une mission d'entraînement à basse altitude.

● Réintégration de la Ghanéenne exclue d'un cours du MRAP à Pithiviers. — Le comité local du MRAP à Pithiviers a décidé, le mardi 19 juillet, de réintégrer, dès le rentrée, à son cours d'alphabétisation, Mme Stella Horsin, jeune Ghanéenne qu'il en avait exclue en invoquant sa qualité d'épouse d'un membre du Front national. La direction du MRAP, à Paris, avait « déploré » cette décision et approuvé la presse en souhaitant un règlement rapide.

ÉDUCATION

Universités et entreprises

La CEE propose d'accélérer le développement du programme COMETT

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Faire coopérer sur une base transnationale les universités et les entreprises afin de mieux former les étudiants aux nouvelles technologies : tel est l'objectif du programme COMETT (1) lancé en 1986 pour une première phase de trois ans (1987/1989). S'appuyant sur les succès enregistrés, la Commission européenne propose maintenant aux gouvernements de développer le programme au cours d'une seconde phase qui correspondrait à la période quinquennale 1990/1995.

COMETT I bénéficie de crédits s'élevant à 45 millions d'ECU, soit 315 millions de francs. La Commission propose pour COMETT II une enveloppe de 250 millions d'ECU, soit 1,750 milliard de francs. Le programme européen de liaison universités-entreprises disposerait de la sorte d'un budget annuel de 50 millions d'ECU (350 millions de francs) au lieu des 105 millions de francs dans la phase actuelle.

Bruxelles suggère en outre que COMETT II soit élargi aux pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE), à savoir l'Autriche, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et la Suisse. Les modalités de cette association, y compris le montant de la contribution financière qui serait demandée

aux voisins de l'AELE, seraient définies par la suite. M. Jacques Delors, le président de la Commission, a déjà annoncé son intention d'insister auprès des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze en décembre prochain, lors du conseil européen de Rhodes, pour qu'ils accueillent sans réserve les programmes tels que COMETT ou ERASMUS, dont l'objectif est de développer les formations transnationales.

COMETT c'est là son principe — dont le reste découle — encourage la mise en place d'un réseau européen d'associations Université-industrie pour la formation. Ces associations déterminent les besoins en formation avancée et les moyens d'y répondre. Elles peuvent réaliser des programmes communs de formation et prévoir le placement d'étudiants, le détachement d'universitaires dans les entreprises ou de cadres qualifiés dans les universités. En 1987 et 1988, cent vingt-trois associations de ce type ont été créées. La Commission souhaite parvenir à la création d'un total de deux cent cinquante associations.

Quatre types d'interventions mises en œuvre par ces associations Université-industrie bénéficient ainsi du soutien financier de COMETT :

1) les stages transnationaux d'étudiants COMETT, subventionnant le placement d'étudiants dans

des entreprises établies dans un autre pays membre. Deux cent trente-six bourses ont été accordées au cours des deux premières années de fonctionnement. L'objectif assigné à COMETT II est d'en financer quinze mille sur cinq ans, soit un rythme de trois mille par an. Ces bourses (contrairement à celles d'ERASMUS) sont accordées en fin d'études lorsque la formation universitaire de base est acquise.

2) les bourses transnationales pour cadres industriels et pour universitaires. Il s'agit, grâce à des détachements, de recycler, de mettre à jour au niveau européen les connaissances des uns et des autres et de préparer ainsi des formateurs. COMETT a financé 123 bourses de cette sorte en 1987 et 1988.

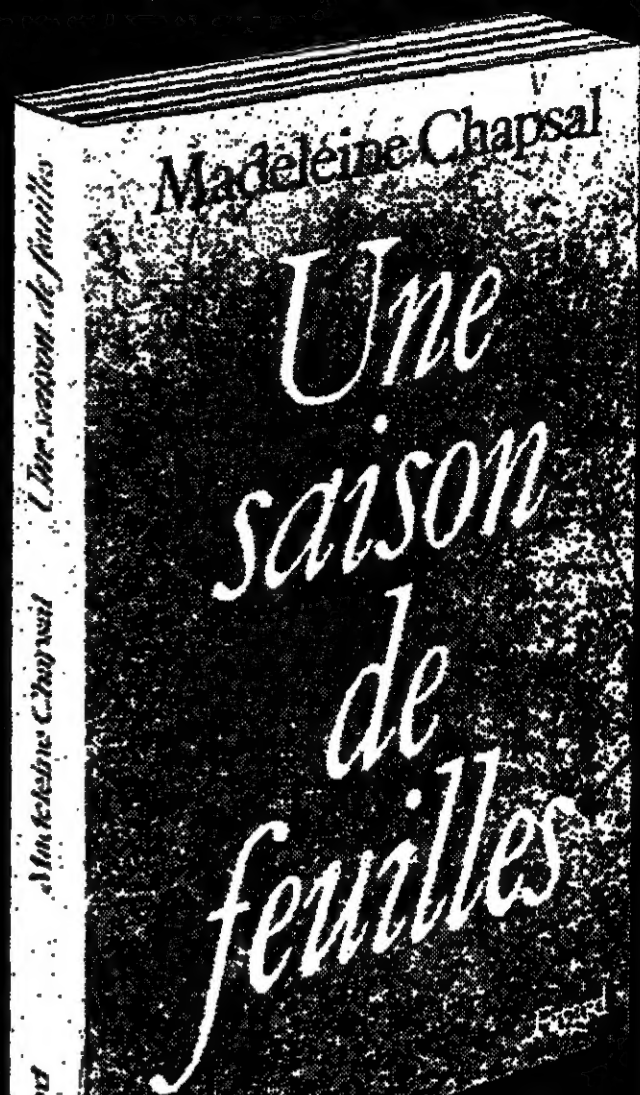
3) développement de projets conjoints Université-entreprises pour la formation continue. Deux cent onze de ces projets qui sont axés sur la technologie industrielle ont vu le jour depuis 1987.

4) projets multilatéraux de formation multimédias. Ces projets, dont 92 ont bénéficié du concours de COMETT en 1987 et 1988, utilisent les nouvelles technologies de l'information pour permettre un enseignement à distance destiné, en particulier, au personnel des entreprises.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Community in Education and Training for Technology.

Le nouveau roman de MADELEINE CHAPSA



406 p.
98 F.

Ces gens-là ne sont ni animal ni végétal : ils sont une part de notre souffrance. Françoise Dolto.




Des anomalies, mais des responsabilités pour le moins partagées

Train d'enfer


Pedro Delgado soupçonné de dopage

Le Monde
dossiers et documents



LE TOUR EN FRANCE
JUILLET-AOÛT 1988 - NUMÉRO SPÉCIAL, 24 PAGES

Le Monde
dossiers et documents



LE TOUR EN FRANCE
JUILLET-AOÛT 1988 - NUMÉRO SPÉCIAL, 24 PAGES

ARTS ET SPECTACLES

AVIGNON 88 Vassiliev est là, et il « assure »

L'ENGOUEMENT pour les Soviétiques est en passe de remplacer la folie espagnole. Dans l'un et l'autre cas, à la base, il y a l'avidité de connaître des gens qui, pour des raisons historiques opposées, ont été isolés de notre monde occidental. Dans l'un et l'autre cas, le contact s'établit par le biais de la culture mais avec une différence notable : la saison espagnole de Paris s'est organisée l'an dernier autour d'une exposition des chefs-d'œuvre passés ; l'automne soviétique rassemblera des artistes d'aujourd'hui dans les domaines du théâtre, du cinéma, de la littérature.

Ce qui se passe ici au Festival ? Le spectacle de Vassiliev (le Monde du 20 juillet). Six personnages en quête d'auteur, en attendant la pièce de Boulgakov, Ce jour de Jourdain, plus les rencontres et débats : une sorte d'avant-première. Très prometteuse. Les représentations se donnent à bureau fermé et il suffit d'annoncer la présence d'artistes soviétiques quelque part pour que la foule s'agglutine.

Catogan, barbe rasputinienne, tout de noir vêtu, le metteur en scène Anatoly Vassiliev est très demandé, et il « assure ». Il écoute attentivement, comme si c'était chaque fois la première fois, l'inévitable demande à propos des années de censure, des bienfaits et limites de la « perestroïka ». Au débat organisé par la Croix, il a répondu longuement à chaque question, ce qui en a limité le nombre. Après avoir raconté par quelle ruse il avait pu tromper la commission qui contrôle les spectacles (c'était avant Gorbatchev), il a dit ne pas avoir souffert de la censure « par chance ou parce qu'il est douloureux pour le compromis ».

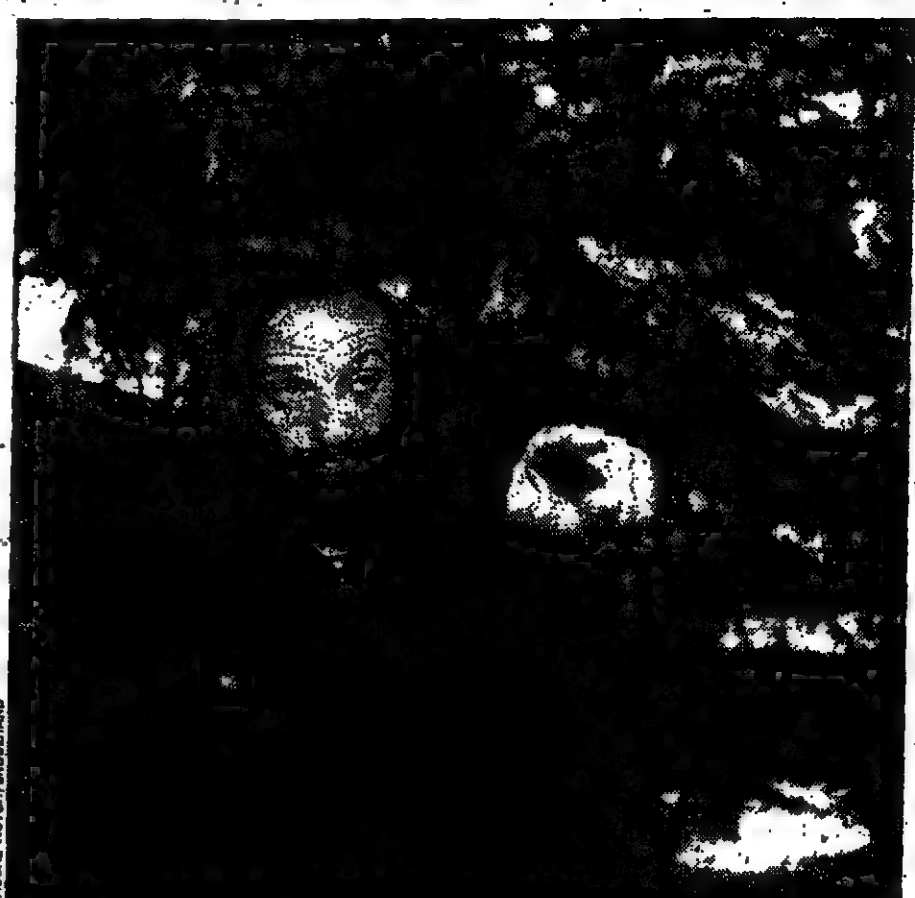
Il a suffisamment tourné en Europe pour se faire une idée de ce que l'on attend de lui : « Sauf en Yougoslavie, qui est un pays frère, on peut résumer ainsi l'opinion des

Occidentaux : nous avons voulu être libres et nous avons gagné. Mais ce que vous voyez s'est préparé pendant les années Brejnev. Vous recevez une impression d'effervescence, je dirais que nous vivons une période de stagnation. Nous avons travaillé au renouveau d'un théâtre qui doit à présent affronter l'épreuve de la liberté ».

VASSILIEV dit à peu près qu'il ne faut pas confondre liberté et fascination de l'Occident. Il se situe nettement par rapport au problème technique, mais demeure évasif à propos de l'Arménie « qu'il ne connaît pas plus que la censure ». Manifestement, la politique n'est pas le sujet qui l'intéresse ; il préférerait discuter esthétique théâtrale. Quand on lui demande s'il renie sa formation première, il explique (en précisant « Je parle en mon nom ») que, pendant longtemps, il y a eu en URSS un théâtre social très fort, mais qui peu à peu s'est épuisé. « Il faut trouver un autre chemin. Les hommes de la « perestroïka » ne considèrent plus les créateurs seulement comme des citoyens, mais comme des individus, et c'est la meilleure des choses. A présent, nous devons accomplir le saut de la mort et retrouver la force des années 20 et 30 ».

Parmi le public, il y avait des Russes d'ici, qui écoutaient parler leur langue en hochant la tête, en souriant tendrement sans se soucier du discours. Juste pour cette musique intime des mots. Il y avait également d'autres Soviétiques. Vassiliev les a invités à parler. Ils ne se sont pas manifestés. Répondant à un spectateur, Vassiliev a rendu hommage à Lioubov. Il est toujours resté sur une sorte d'aimable réserve. On peut penser que l'esprit frondeur des Occidentaux lui apparaît comme un jeu de provocation puérile.

COLETTE GODARD.



« Les Nouveaux Messieurs », de Jacques Feyder

Les socialistes en noir et blanc

PAUL VALÉRY évoque, dans un poème de *Charmes*, un « arbre formé de quatre jeunes filles », un olivier semblait-il, dont les ramifications se sont scindées en quatre perches. Après Ovide, Valéry avait bien vu que les arbres, parfois, sont des personnes. Qui oserait nier que les deux anges gardiens du Festival d'Avignon sont les deux plantations géométriques des Césaires ? Ils sont les Phélèux et Baccus de l'art dramatique. Ils donnent aux comédiens une leçon de santé.

Cette année 1988, ils tiennent entre eux deux, à bras tendus, non pas une toile peinte de théâtre, mais un écran de cinéma. Leçon de sagesse, cette fois : les planches et l'écran ont toujours fait, non pas quelque chose de bon, mais une excellente union libre. Aux débuts du cinéma, les producteurs pensaient que les cinéastes allaient tout diffuser des pièces de théâtre filmées, classiques, drames historiques, boulevard.

Avignon présente justement, dans ses Rencontres cinématographiques, un film de 1928 adapté d'une pièce de Robert de Fiers et Francis de Croisset, *Les Nouveaux Messieurs*, créée en 1926 au Théâtre de l'Athénée (lequel n'était pas encore dirigé par Jouvet).

La pièce mettait en jeu des protagonistes politiques, sénateurs, ministres, un dirigeant de la CIT (Confédération internationale du travail). Une comédie, pas très drôle, se permettait du va-et-vient entre un comte sénateur de droite, qui avait fait engager à la Comédie-Française, et un secrétaire général adjoint de la CIT, moins « gauchiste » mais plus frais.

Partant d'un axiome étrange selon lequel « un socialiste ministre n'est pas un ministre socialiste », nos deux auteurs déclaraient, dans une préface : « Les Nouveaux Messieurs, ce sont ceux que l'évolution sociale fait passer du peuple à la bourgeoisie. Notre héros, qui est un militant du socialisme, est un brave garçon. Nous n'avons pas avili l'adversaire. » Vous voyez le ton.

Ce « brave garçon » socialiste ne cesse, sous la plume de MM. de Fiers et de Croisset, de pas mal débattre tout de même. « La liberté ! Si vous saviez ce que je m'en fous ! Voilà quarante ans qu'on se pale notre tête, avec ce mot-là ! » dit-il entre autres choses. Le comte sénateur observe, de son côté, que le militant de la CIT, une fois devenu ministre du travail dans un gouvernement de gauche, c'est ses copains du parti partent : « L'administrateur de la Comédie-Française, il y a quinze jours, était encore le chef de l'entreprise d'Ivry », constate le comte sénateur, inquiet pour sa protégée car il ne sait pas que, pour elle, l'adversaire lui aussi est un petit sovi.

Alors que cette pièce outrageusement « réac » faisait salle comble, elle était jouée par deux vedettes, Victor Boucher et Gaby Morlay, tomba une nouvelle stupéfaction : un cinéaste marqué à gauche, Jacques Feyder, adaptait les *Nouveaux Messieurs* au cinéma.

Peu connu, peu célébré dans les histoires du cinéma, *Les Nouveaux Messieurs* de Jacques Feyder est un chef-d'œuvre. L'un des trois ou quatre sommets du cinéma muet français. Et Feyder a carrément renversé la vapeur.

Nous assistons à des scènes au Palais-Bourbon (le sénateur est devenu député), nous participons à des manifestations ouvrières. Des séquences analysent pourquoi et comment un responsable syndical est amené, parfois, à « calmer ses troupes ».

Les Nouveaux Messieurs sont, plan par plan, de vraies estampes, comparables à celles d'un Daumier, d'un Degas. Degas vient à l'esprit parce que, en vrai imagier du muet, Jacques Feyder a remplacé l'actrice de la Comédie-Française par une danseuse de l'Opéra : les séquences de cours de danse, de ballet, et aussi celles des coulisses où le foyer de l'Opéra, où les messieurs en habit et gibus ont entouré les danseuses en maillots blancs, sont des suites d'images de toute beauté, des plans de grande anthologie. Côté politique, les séquences de la Chambre, celles aussi d'une incroyable inauguration d'un ne sait quoi à Coméd-Escart, sont magnifiques. Feyder réalise aussi une merveille en alliant

MICHEL COURNOT.

Nicole Mossoux et Marc Monnet

Les rites et les sons

Rites de dévotion dans un trio pour réfrigérateur, danseuse et dîner. Jeux de sons et d'échos. La jeune danse européenne s'inspire des « performances ».

DANS les Petites Morts, de Nicole Mossoux, présentées dans le cadre de la « carte blanche » à Karine Saporta, le réfrigérateur n'a pas la préférence la moins inquiétante ; il est tapi dans l'ombre, mais son ventre est lumineux quand il s'ouvre. C'est de lui que sort la danseuse, la tête en bas : c'est dans ses bras glacés qu'elle revient plusieurs fois se blottir, en position de fœtus, yeux clos.

Le dîner est assis à une toute petite table couverte d'une nappe blanche. Une assiette vide, des convives et une bouteille de vin rouge sont posés devant lui. Très lentement, entre de longues plaques d'immobilité absolue, il accomplit de menus gestes : il fait tourner son coude entre ses doigts, prend sa serviette et s'en essuie méthodiquement les mains, se balance doucement sur sa chaise, etc. Au sol, sur plusieurs mètres, il y a un embrouillaillement de tuyaux, comme des spaghetti géants à la tomate, venus là par quelque Gargantua.

Sortie du frigo, donc, la danseuse est désirable comme la nourriture. Fritée comme une châteaufort, dorée comme un gratin dauphinois, souple comme une tagliatelle. Elle a un

curieux petit visage de Ménéphos, avare, et porte une sorte de barboteuse. Elle rampe, se convulse, roule sur le sol, ses mouvements sont à la fois lents et violents. Elle monte sur une autre table. Victime offerte ? Elle semble débiter un autocritique à la fois douloureux et ivre de connaissance. Ses mouvements deviennent frérotiques, elle est agitée de tremblements. Plus tard, elle se saisira d'une paire de ciseaux avec lesquels elle fera mine de se blesser le bas-ventre. Le seul regard qu'elle échange avec le dîner marque la fin du spectacle.

Le petit jeu qui s'ensuit en chacun de nous rêve à la riche symbolique de l'acte de manger, aux troubles froids et aux sombres desirs qui se cachent dans nos rapports compliqués à la nourriture.

Nicole Mossoux a sûrement quelque chose à dire. Mais elle ignore encore, comme beaucoup de jeunes créateurs, les vertus de la concision : ses *Petites Morts* sont trop longues de moitié. Pourtant le muet, tel qu'il est, laisse au palais un goût assez épais pour qu'on ait envie de siffler de la prochaine préparation.

Marc Monnet prévient d'entrée de jeu : « Ceci n'est pas de la danse ! » Sa compagnie, au nom avenant de « Caput Mortuum » (tête de mort), a été créée, dit-il, « pour répondre à une demande spécifique, celle de repenser l'opéra, le rapport entre le son et la scène ». Bizarre ! Que voyons-nous, entendons-nous dans *A Corps et à Cris* ?

Cornés par quatre tourelles métalliques, éclairées par des spots au ras du sol ou suspendus, trois interprètes en combinaison rayée, violemment maquillées et perruquées, produisent du son. Sort avec leurs pieds, en sautillant, trépidant, sautant sur des plaques de contreplaqué, soit avec leur gorge et leur bouche : cris, gloussements, chuintements, râles, onomatopées, claquements de langue, etc. Une bande-son (des haut-parleurs sont abrités dans les tourelles) entre en jeu avec elles : tantôt elle renvoie l'écho, tel quel ou déformé, de leurs bruits, tantôt elle émet les siens propres, voix signées, battements de cœur, lente respiration, fracas de machine.

On voudrait percevoir les règles de cette dialectique entre son « live » et son enregistré, on n'y parvient pas. Très vite, l'invention sonore apparaît extrêmement limitée, les mêmes effets se répètent. Ce spectacle, créé avec succès aux MANCA de Nice (le Monde du 12 avril), constitue pour le public un excellent exercice de patience et de maîtrise de ses nerfs. Pourtant, nombre de spectateurs, ingrats, prennent la fuite, et d'autres, à la fin, osent réclamer « Remboursez ! », réaction stupéfiante en Avignon, où l'on a l'enthousiasme facile.

SYLVIE DE NUSSAC.

« Contrairement à ce qui avait été annoncé (le Monde du 6 juillet), Lila Green, Sidonie Robson et Ella Wollington ne participeront pas à la soirée d'hommage à Hideyuki Yano, le 29 juillet. On verra uniquement des films et des vidéos sur le travail du chorégraphe.

Autour d'André du Bouchet

Convulsions et confidences

Des lectures et une exposition pour une approche pédagogique d'un poète majeur : le Festival d'Avignon accueille cette année André du Bouchet.

CETTE œuvre n'est pas à grand spectacle, même quand une scène lui est donnée au Festival d'Avignon. Si André du Bouchet s'est occupé d'écriture théâtrale, c'est seulement dans son travail de traducteur, en animant les dialogues de la *Tempête*, de Shakespeare, ou, plus encore, en interprétant la formidable épopée linguistique de *Finnegans Wake*, de James Joyce. Pour cette raison, deux des quatre matinées consacrées au poète à la chapelle des Cordeliers ont été réservées à ces deux aventures de traduction. Proférés par Alain Cuny, vociférés et « bouffonnés » par Jean Guilbert (à qui Frédéric Ruchaud donnait une réplique plus discrète), les échos des mots de Shakespeare et de Joyce ont fait vibrer les amateurs de convulsions langagières.

L'atmosphère était tout autre pour les lectures des textes personnels, si l'on ose dire, du poète. En proposant lui-même une traversée de son œuvre, André du Bouchet a mis en évidence son caractère de « work in progress ». Et sa voix a rendu sensible, plus encore que ne font les blancs de la page, les incessants déplacements et dérobades de ce « motif », très concret et très subtil, parce qu'il est un paysage en même temps qu'une métaphysique.

Alors que le poète accusait ainsi les failles, les échappements de sa création, quatre comédiens ont au contraire fait ressentir l'unité quasi architecturale de l'œuvre en mettant en espace ses subtils jeux d'équilibre. François Kergourlay, Sonia Emmanuel, Olivier Peigné et Anne Wiazemsky ont prouvé qu'une lecture de poèmes n'implique pas forcément le pathos et la dramatisation artificielle : que les mouvements des corps, les variations d'intensité des voix, les déplacements des lignes de force d'un texte avec plus de justesse que tous les effets vocaux.

À Michel Sidoroff, qui réalisait ces « lectures » pour France-Culture, manquait cependant l'un des meilleurs outils d'introduction à l'œuvre d'André du Bouchet : la confrontation de ses textes avec les œuvres de peintres, sculpteurs et dessinateurs qui ont accompagné leur gestation depuis plus de trente ans. Comme l'exposition organisée à Paris par le Centre national des lettres (le Monde daté 10-11 juillet 1988), celle de la bibliothèque Cocciano, en Avignon, est particulièrement éclairante, avec des œuvres de Giacometti, Bram van Velde, Tal Coat ou Genevieve Assé, qui constituent mieux qu'un commentaire des livres du poète.

Les organisateurs, Serge Jovin et Pierre Gallard, ont par exemple mêlé des bronzes de du Bouchet et des gravures et dessins de Tal Coat (dont d'admirables crayons comme *Paysage de Truinas et Vols*) ; si bien que les bifurques et taches du texte raturé semblaient préfigurer celles des futures illustrations, qui fixeront en quelque sorte, par l'encre, la mine de plomb ou l'aquatinte, les étapes d'une genèse.

Autre effet d'écho assez étonnant, menagé par cette exposition : la présentation d'un manuscrit de Paul Celan traduisant en allemand quelques pages de son traducteur. L'Europe des poètes n'a pas attendu 1992.

BERNADETTE BOST.

Le Festival estival de la Somme. Dans le cadre magnifique de l'abbaye gothique qui jouxte les locaux de l'abbaye de Saint-Riquier, le département de la Somme organise des concerts. Le 23 juillet, des œuvres de la Renaissance, interprétées par l'ensemble vocal Deller Consort. En clôture, la *Symphonie en la majeur KV 20* de Mozart par la Philharmonie de chambre de Pologne, qui accompagnera également Patrick Gallois dans l'intégrale des *Concerti pour flûte et harpe*, avec Frédéric Cambréling, la Double concerto pour flûte et harpe.

* Renseignements sur 22-28-81-52.

OFF

Un classique pour le Théâtre-Action

Le vieux Grenoble, au soleil, a des airs d'Italie. On a l'impression que la petite place où s'érige la statue de Bayard. Tout le monde la salue, l'interpellé, comme dans un film populiste. Renata, Saent, grande, souplesse, la chevelure déployée d'un fauve sombre, est dans son fier. Pourtant, elle n'est pas grenobloise d'origine. Elle est venue s'installer dans la cité dauphinoise en 1971 après une expérience de comédienne de la décentralisation, à Reims avec André Mairal puis à Chalon-sur-Saône avec Francis Jeanson. Elle a fondé le Théâtre-Action avec son frère Jean-Claude qui, plus tard, animera en Provence le Théâtre de l'Olivier. En 1978 un événement, Fernand Garnier, vient la rejoindre. Lui écrit, assure la gestion administrative, dirige l'activité socio-culturelle : ateliers d'écriture, travail sur l'invention orale, stages pour des éducateurs spécialisés, etc. Elle, écrit aussi, notamment des pièces pour les enfants, joue et met en scène.

L'un et l'autre sont d'abord engagés dans un théâtre d'intervention sur des thèmes d'actualité. La ville leur attribue une petite école désaffectée, puis finalement, après une autre étape, un petit théâtre de 100 places. Les aides publiques peu à peu s'étoffent. Convoqué par la Direction du théâtre, le Théâtre-Action bénéficie à ce titre d'une subvention annuelle de 750 000 F. La ville lui accorde 380 000 F et le maire, Alain Carignon, faiblesse d'espérer une augmentation qui équilibrerait la parité avec l'Etat.

Depuis trois ans, le Théâtre-Action s'est délégué le théâtre d'intervention pour un répertoire classique dans lequel s'inscrit ce *Candide* que Renata a adapté en essayant d'être le plus près possible de la langue de Voltaire et qu'elle présente en off. En fait, c'est à un retour à une tradition médiévale puisque de 1574 à 1681, chaque été, le Théâtre-Action s'était manifesté à Avignon, le plus souvent à la Croix des Oiseaux.

« Chaque fois nous étions défaits, mais la troupe s'est fait connaître ainsi. Cela reste une nécessité aujourd'hui ».

Tout en maintenant le rythme de ses activités multiples le Théâtre-Action s'est fait depuis quatre ans le promoteur d'un festival de théâtre européen.

J.-J. L.

* Lycée Frédéric-Mistral à 21 h 30. Du 15 au 30 juillet.

musicien (souvent in-
magnifiquement collé
le taxi ?) D'après le
direction. Il est redoublé
pour la question. Mais
l'ensemble dégage
- gros comme - le
jamais, tout en posant.

De toute façon, si
c'est de la leçon, de
vous votre dignité. Ne
pas pas réfléchir, pas le
juste, c'est impie, pas
surtout dans le surprise
ment. C'est Taylor, et
dant de vous, pour ça.

MUSIQUES

New-York : visite des clubs de jazz

La grosse pomme et les bananes

Où écouter du jazz à New-York ? Comment ? A quels prix ? Pour quels styles ? Quand applaudir ? Faut-il siffler ? Les clubs new-yorkais, mode d'emploi.

VOUS descendez le cœur serré, comme à chaque fois (c'est chaque fois la première), l'escalier raide du Village Vanguard. Un taxi jaune brimbalant, où vous avez jargonné en espéranto avec un chauffeur débarqué dans la ville à peine après vous, vient de vous larguer sur la 7^e Avenue, à hauteur de la 11^e Rue. J.J. Johnson, que vous venez de voir au Festival de Montréal, est annoncé sous la marquise rouge. A Montréal, J.J. Johnson a bien joué, si l'on veut, mais sans forcer, partie gagnée d'avance. Ici, il est chez lui, « en ville », dans le temple, la « grosse pomme ». Ce sont les musiciens de jazz, Lester Young paraît-il, qui ont nommé New-York ainsi. Personne ne sait bien pourquoi. Pendant des années, J.J. Johnson a pu travailler sur la côte ouest, tourner dans les festivals européens, se présenter au Japon, peut-être même a-t-il fait le bouf sur la lune avec le cosmonaute nommé Armstrong, cela ne compte pas. Il ne jouait pas à New-York, autant dire qu'il ne jouait pas du tout.

New-York, son petit public d'amoureux et de musiciens, se comporte avec le jazz comme Séville avec les taureaux. Avec un rien de superbe, pour New-York : il n'est de vérité qu'à New-York. Ailleurs, c'est pour rire ou pour vivre. Cela dit, il est évident que J.J. Johnson ne joue pas devant le minuscule Max Gordon, le patron nonagénaire du Vanguard qui a reçu des leurs débuts tous les créateurs du jazz moderne, comme il jouerait ailleurs. Ici, le musicien est devant ses pairs, devant ses fils et souvent devant le saint-esprit du jazz. Ça n'a l'air de rien, mais ça crée des obligations. Au Vanguard, un trait particulièrement heureux dans le phrasé, ou une innovation harmonique, peut faire qu'un vieux ami, du fond de la salle, murmure votre nom, comme un rôle de plaisir (« Oh, Jay Jay... »).

A quatre jours de distance, J.J. Johnson est passé d'une prestation aimablement désinvolte à un concert d'une rare finesse. Même groupe, même répertoire, autre exigence du lieu. Nul mépris à cela, nulle moquerie : c'est d'une différence d'imaginaire qu'il s'agit. A en juger par la composition des salles, le jazz, c'est vraiment l'aura.

Sartre, le batteur et le pilier

Pour en rester à Sartre, pas le Sartre que citait cette touriste impatiente de récupérer sa valise à l'aéroport (« Eh bien ! comme dirait Sartre : les premiers seront les derniers ! »), mais un Sartre plus connu : « Le jazz, écrivait-il en 1947, au retour de son premier voyage, c'est comme les bananes : ça se consomme sur place ».

Que vous soyez amateur du premier ou du septième cercle, ou encore de cette espèce plus fréquente qui tient à visiter son premier club à New-York, ne tergiverser pas. Franchissez Vanguard comme « avant-garde », ne dites pas *wingwade*, réservez au 265-40-37, et descendez l'escalier (le cœur serré). Il vous en coûtera 16 dollars d'entrée et 6 minimum de consommation. Pour ce prix, vous apprendrez que l'énorme pilier qui vous cache le batteur — probablement la résidence secondaire du minuscule Max Gordon — est juste au milieu de la scène, mais on n'a rien sans rien. Les disques de Coltrane, de Bill Evans et, de proche en proche, de tous les autres enregistrés au Village Vanguard, sont assez nombreux pour vous faire regretter de n'y être point descendu. Vous n'espérez tout de même pas, dès la première fois, avoir accès à la très petite cuisine du lieu, au moment où Cecil Taylor prépare des crêpes au plat pour Max Gordon.



L'entrée de Birdland, 4 heures du matin, photographiée par William Claxton.

Né en Californie d'une mère chanteuse — son frère aîné jouait du boogie-woogie au piano. — Claxton fut gagné à la cause du jazz à sept ans, lors d'un spectacle de Cab Calloway et Lena Horne. Il est l'auteur du premier livre d'images de jazzmen qui ait l'allure d'un livre d'art : « Jazz West Coast », paru chez Twelvethrees Press en 1955.

Inutile de demander au taxi d'un air, entendu de vous conduire au jazz. Vous lui apprendriez du même coup qu'il y a des clubs de jazz à New-York. Et pour ne pas démentir, il vous déposerait illico devant un infâme batteur que votre sens de l'orientation vous eût permis de trouver sans aide. A moins qu'il ne s'agisse d'un

tez sous aucun prétexte de votre rôle : celui de touriste, soit, mais de touriste à qui on ne la fait pas.

Combat de titans au Sweet Basil

Au sortir du Vanguard, dès la fin du premier « set » — sinon, vous devrez repayer. — ne changez pas de trottoir. Les clubs ne sont pas seulement des autres où

d'où sont extraits les deux clichés reproduits ici. Après sa rencontre avec le directeur de la firme Pacific Jazz Records, William Claxton inaugure un style de photos qu'on allait retrouver sur toutes les pochettes de disques de jazz. Il est également célèbre pour ses portraits d'acteurs et ses reportages de mode.

d'un rugissement d'enfant (« Oh ! Reggie... »). Amitié, rivalité, histoire personnelle ou splendeurs nipponnes des premières tables, Rickie Ford (ténor) et Sonny Fortune (alto) se livrent un combat de titans. Plus démesuré encore le lendemain. L'effet du jazz existe encore. Imprévisible, instantané et capricieux. Comptons 12 dollars d'entrée, 8 de consommation, dans les 40 au total pour dîner.

Vous pouvez toujours réduire votre participation au minimum. Il n'est toutefois pas indispensable de vous tenir avec méfiance au bord de votre chaise, armée à votre sac à main, prête à tirer à vue sur tout ce qui passe (le service est partout très aimable), comme si l'on devait vous arracher vos boucles d'oreilles sous les yeux du bassiste (probablement complice). Mais, d'un autre côté, cela ne peut pas faire de mal.

Lundis difficiles pour Mr. Allen.

Dans la foulée, c'est l'embarras du choix. La nuit, le temps et l'argent sont vos seules limites. Autant dire qu'il n'y en a plus. Au Bradley's, doux, élégant, idéal pour inviter des gens qui n'aiment pas le jazz, vous retrouvez George Coleman et Bob Cranshaw (70 University Place, 228-64-40). Au Village Gate, Mongo Santamaría ou McCoy Tyner, mais aussi bien, en direct de Trinidad, Black Stills, tout un programme (à l'angle de Bleeker Street et Thomson Street, 475-51-20). Au Blue Note, Elvin Jones ou un groupe de salsa (131 sur la 3^e Avenue ouest, 475-85-92). Substituez toujours la glorieuse incertitude de la soirée : mais, à toutes ces adresses, le programme est garanti. Même s'il change chaque semaine. On oublie enfin un peu vite que les clubs de jazz et leurs quartiers sont les seuls endroits de fréquentation convenable entre communautés noire, blanche, orange, bleue, dans un pays qui a particulièrement raté leur harmonie.

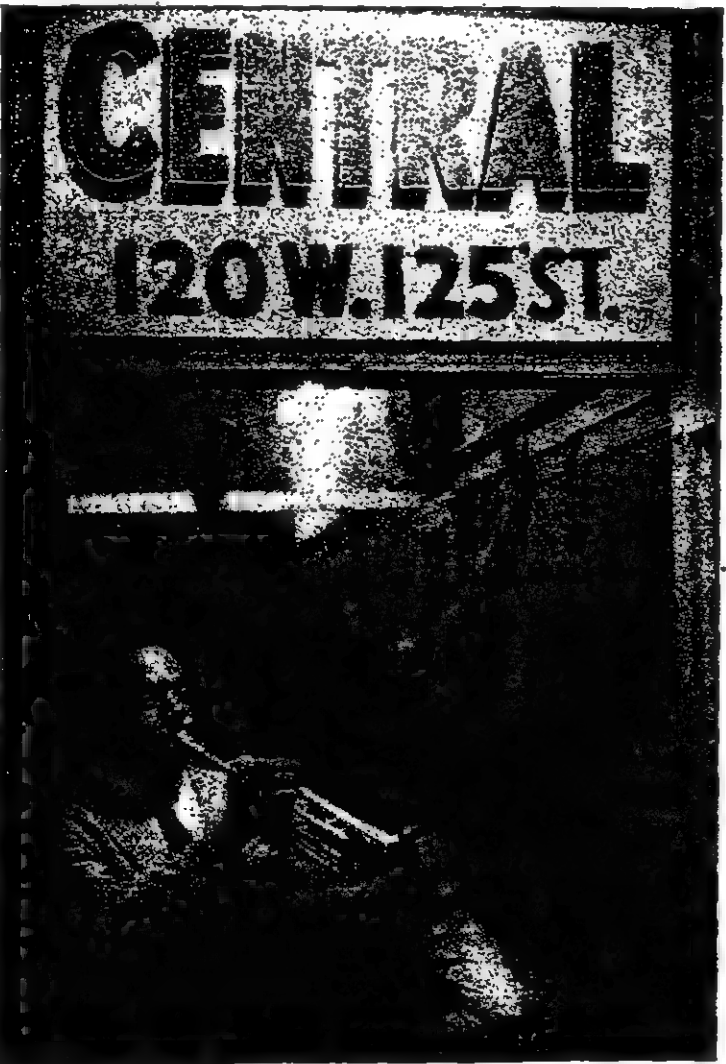
Un peu plus haut, dans la direction de la haute ville (uptown), on s'arrêtera au Carles : Hamiet Bluiett, tous les lundis, en un big band (6^e Avenue, entre la 9^e et la 10^e Rue, 982-32-60). Passé le Zanzibar and Grill (calambour) où joue Junior Mance (779-06-06), cap sur le légendaire Birdland que l'on dit transformé en strip-tease. Pourtant, le très vertueux Henry

de Joe Calderazzo, chez Mikel's (760 Columbus, 864-88-32).

A mi-chemin, mais ceci n'est qu'une information pittoresque, sachez que tous les lundis que le Bon Dieu fait, Woody Allen, Mr. Allen comme dit le maître d'hôtel, confirme au Michael's Pub que la clarinette est un instrument impossible. Cela devrait vous faire des souvenirs à 25 dollars l'entrée. Mr. Allen joue à sa façon, mais avec beaucoup de cœur, ce qui est l'essentiel. Un excès de technique ne brise jamais, chez lui, l'élan de l'improvisation. L'exercice semble assez heureusement compléter sa cure analytique. Il est de style ancien, dit New Orleans.

Amateur des trois premiers cycles, ce guide ne vous sera pas d'un grand enseignement. Comme tout le monde, vous retourneriez du Vanguard à Mikel's en essayant de faire connaître que ce n'est pas votre première visite, comme on fait la tournée des bistrot de son village natal. Le Village Voice, acheté avant même de passer la douane, vous aura dicté les programmes de la semaine. Nul autre cicérone que votre conscience et cet amour éperdu qui vous ruine ne vous aura aiguillé sur les petits mystères du désir et sur ses voies de garage : filer entendre en pleine nuit un groupe très moyen au Blue Note, sous prétexte que Nick Brignola y tient le baryton. (Le loyer à payer ? La voiture à changer ? La simple envie de jouer ?) ou vous rendre dans un petit restaurant qui n'existait pas lors de votre précédent séjour. Angry Squirrel, simplement pour voir d'aussi près que possible les mains et le toucher du très méconnu Harvie Schwartz (7^e Avenue, entre la 22^e et la 23^e Rue, 242-90-66). Cela ne s'apprend ni ne se conseille, hélas ! C'est la dictée du secret et de l'illusion.

FRANCIS MARMAÏDÉ.



Cecil Williams, 1969.

musicien (souvent immense) momentanément obligé de faire le taxi ! Donc, excusez la contradiction, il est recommandé de lui poser la question. Mais d'un air faussement dégagé. C'est la « grosse pomme », ne l'oubliez jamais, tout est possible.

De toute façon, si les musiciens ont ici leurs devoirs, vous avez votre dignité. Ne vous laissez pas refléter, sous le nom de jazz, n'importe quoi, mais évitez aussi bien de surprendre inutilement Cecil Taylor en lui demandant de vous jouer *Oh When the Saints Go Marchin' in*. Ne sor-

l'on va : on en sort aussi, le plus souvent. Et par chance, ils ont le chic pour fleurir dans les zones les plus vivantes, les plus déglutées, les plus comiques, des villes. La cartographie des clubs de jazz est toujours de bonne indication sur l'anatomie des clubs. Au Sweet Basil, un peu plus bas sur la 7^e Avenue, on peut dîner puis écouter, la fourchette en l'air.

Assis sur la caisse claire d'Eddie Moore, on découvre alors un groupe extraordinaire autour de Mal Waldron. Reggie Workman fait encore s'exclamer un vieux ami, à la fin d'un solo,

GALERIE DE FRANCONY

19 MAI-25 JUILLET

CARZOU

LES ANNÉES 30-40

59, rue de Seine, 75006 Paris - tél. : 46.34.50.71.

S A I S O N

LA MOUETTE/ONCLE VANIA
Tchékhov / Oleg Efremov
Théâtre d'Art de Moscou

D'ARTAGNAN
Christophe Malavoy / Dumas
Jean-Loup Dabadie / Jérôme Savary

LE LIVRE DE JOB
Bernard Pautrat / André Engel

LE BOURGEOIS GENTILHOMME
Molière / Jérôme Savary

LAPIN CHASSEUR
Jérôme Deschamps

SOPHONISBE
Cornille / Brigitte Jacques

LE FUNAMBULE
Jean Genet / Pierre Constant

TON BEAU CAPITAINE
Simone Schwartz-Bart / Syro Cave

LA RECONSTITUTION
Bernard Noël / Charles Tordjman

LA BONNE MÈRE
Goldoni / Jacques Lazzelle

BOPHA!
The Earth Players d'Afrique du Sud
Percy Mwra

MARIONNETTES / MUSIQUE / DANSE
CINÉMA / APÉRITIFS / CONCERTS

INFORMATIONS
ABONNEMENTS NOUVELLES FORMULES
4704 8680

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

Pour recevoir gratuitement le nouveau programme détaillé de la saison 1988-1989, veuillez remplir ce bulletin et le retourner au Théâtre national de Chaillot, 1 place du Trocadéro, 75116 Paris.

NOM _____

ADRESSE _____

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Plaqueaux de la collection de la Fondation
Centre Georges Pompidou, rue Saint-Martin (42-
77-13-33). T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. et jours
fériés de 10 h à 18 h.

LES ANNÉES CINQUANTE. Quatre
années de l'art contemporain, grande
galerie. Petit foyer. Jusqu'au 17 octobre.
Canevas de la collection de la Fondation
Centre Georges Pompidou.

ARCHITRAVE. Atelier des cailloux.
Jusqu'au 24 septembre.

**LA COTE-D'IVOIRE AU QUOTI-
DIEN.** Grand et petit foyer. Jusqu'au
29 août.

DESIGN FRANÇAIS, 1946-1998.
Forum. Jusqu'au 26 septembre.

LA RUINE. Salle d'art graphique.
Jusqu'au 17 octobre.

**RENOUS DE PAPIER - LES RÉCITS
COMPLÈTS DES ANNÉES CIN-
QUANTE.** Salle d'art graphique. Jusqu'au
26 septembre.

LA MÉDIATHÈQUE. Une architec-
ture en mouvement. Bibliothèque publique
d'information. Jusqu'au 15 août.

BERNARD FLORE, 1963 - 1988.
Galerie du Forum. Jusqu'au 3 septembre.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-49-44). T.L.J.
de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h.

**A LA RECHERCHE DES FILMS
PERDUS.** Exposition de films. Jusqu'au
23 septembre.

**CINÉMATOGRAPHE. INVENTION
DU SÈCLE - AFFICHES DU CINÉMA
MUT.** Exposition de films. Jusqu'au
23 septembre.

GUSTAVE LE GRAY. Photographie
(1820 - 1882). Jusqu'au 14 août.

LE JAPONAIS D'OPERA. Expositi-
on de films. Jusqu'au 18 septembre.

**LA PHOTOGRAPHIE AU MUSÉE
D'ORSAY.** Exposition de films. Jusqu'au
23 septembre.

**RIVIÈRE GRAVEUR ET LITTO-
GRAPHIE.** Exposition de films. Jusqu'au
23 septembre.

RIVIÈRE PHOTOGRAPHIE. Expositi-
on de films. Jusqu'au 18 septembre.

Palais du Louvre

Entrée principale sur la rue de la Harpe
(42-40-39-26). T.L.J. de 9 h à 18 h.

**L'AN V : DESSINS DES GRANDS
MAÎTRES.** Pavillon de Flore (2^e étage).
Jusqu'au 26 septembre.

**LE DÉCOR INTÉRIEUR DES TU-
LIERES SOUS LE RÉGNE DE LOUIS
XIV.** Pavillon de Flore. Jusqu'au 20
septembre.

**NOUVELLES ACQUISITIONS DU
DÉPARTEMENT DES SCULPTURES.**
Jusqu'au 26 septembre.

Musée d'Art moderne de la
Ville de Paris

11, av. de la République (47-23-61-27).
T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés
de 10 h à 18 h.

NILS BARDEL. Musée des Arts déco-
ratifs. Jusqu'au 10 août.

LA NATURE DE L'ART. Musée des
Arts décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE MONT SAINT-MICHEL. Musée des
Arts décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

LE JEU DE PARIS. Musée des Arts
décoratifs. Jusqu'au 10 août.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, ex. Gal-
Eisenstein.

LE JAPONISME. Galerie nationale
des Beaux-Arts. Jusqu'au 22 août.

MOI ET LES AUTRES. Portraits
de Jacques-Henri Lartigue. Jusqu'au
22 août.

**TROISIÈME SALON INTERNATIO-
NAL DE L'AFFICHE.** Nef centrale. T.L.J.
de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

FRANÇOIS STALLA, 1970-1987. Galerie
contemporaine. Jusqu'au 28 août.

Région parisienne

Palais Flandrin (27-84-13-15). Jusqu'au
11 septembre.

COLMAR. Emil Nolde, sculptures de
1907 à 1947 provenant de la fondation
Nolde. Musée d'Unterlinden, 21 août.

DAULAS. Avant les Celles, l'église
à l'âge du bronze, 2500 à 800 avant J.-C.
(avec la participation de schémas
européens). Jusqu'au 31 août.

DAX. Jean-Michel Albaret. Centre
culturel, 3, rue du Palais. (58-90-13-62).
Jusqu'au 3 septembre.

EVREUX. Despotisme : Répères 1958-
1985, en quarante peintures. Musée de
l'ancien Evreux. Jusqu'au 18 septembre.

GRENOBLE. Richard Paul Lohse :
rétrospective. Musée. Jusqu'au 5 septem-
bre. MELTEM (Albaret) : Sol Le Witt,
etc. Magasin. Site Bouchayer-Viellet.
155, Cours Berliet (76-21-95-54). Jusqu'au
11 septembre.

LE HAVRE. Bernard Pons : une
collection d'œuvres de 1977 à 1987. Musée des
beaux-arts André-Malraux. Jusqu'au
20 août.

L'ISLE-SUR-LA-SORGUE. Jean
Hélène. Hôtel Donat Le Camprond (90-
38-17-41). Du 23 juillet au 30 octobre.

ISSOIRE. Fernand Léger. Centre cul-
turel Ponce. Jusqu'au 15 septembre.

JOIGNY. Elégie de tableaux : peintures
de Marie Barré, Jean Béraud, Christian
Bonnet, Bernard Joubert, Daniel
Bouzon, Jean-Louis Corbier, François
Bonne, Atelier Cantollet. Jusqu'au 13
septembre.

LYON. Europe. Centre d'architec-
ture moderne. Espace lyonnais. Centre
d'échanges de Perrache (78-42-33-03). Jusqu'au 19 août.

MARSEILLE. L'art moderne à Mar-
seille. Musée d'Art Moderne. Jusqu'au
19 septembre.

MEYMAC. A la surface de la peinture.
Les Amis du Centre d'Art Contemporain.
Abbaye Saint-André. Jusqu'au 2 octobre.

MORLAIX. Jacques Villon. Musée des
Jacobins (98-48-48-88). Jusqu'au 16 octo-
bre.

MULHOUSE. Paysages abstraits de
Jean Legros (1917-1981). Musée des
beaux-arts. Jusqu'au 15 août. Tisser-
and, thèse villageoise de Thémis.
Musée de l'imprimerie de Mulhouse. Jusqu'au
1^{er} septembre.

NANTES. « Matter of fact » : une
exposition de sculptures. Musée de la
ville. Jusqu'au 15 août.

NIMES. Collection de la ville Van Abbe
d'Arnhem. Musée des beaux-arts. Rue
Cité-Fort (66-47-31-21). Jusqu'au
28 août. Alain Jacquet. Galerie des
Arts. Jusqu'au 9 octobre.

ROCHEFORT. Hommage à Otto
Frobenius (1878-1943). Musée départe-
mental d'art contemporain. Château.
Jusqu'au 31 août.

SAINT-ETIENNE. Alberto Magalli.
Musée d'art moderne. La Terrasse (77-93-
59-38). Jusqu'au 12 septembre.

SAINT-PAUL-DE-VENCE. Fernand
Léger : rétrospective. Fondation
Maillat. Jusqu'au 2 octobre.

STRASBOURG. La sculpture au
siècle, deux mille ans d'œuvres en Alsace :
manuscrits et sculptures. Eglise Saint-
Paul. Jusqu'au 16 octobre.

TANAY. Chantiers de la création :
Jean Béraud, peintures, dessins, sculp-
tures. Regard d'un collectionneur. Centre
d'art contemporain. Château de Tanay.
Jusqu'au 3 octobre.

TOULON. Lisbonne aujourd'hui.
Musée. 113, boulevard Luchini (94-93-
15-34). Jusqu'au 30 septembre.

VAL-DE-VEZIE. Tony Cragg : sculp-
tures récentes. Centre d'art contem-
porain. Eglise de Courmoulois. Jusqu'au
30 août.

VILLENEUVE-D'ASCQ. Gérard
Garbier. Musée d'art moderne.
Jusqu'au 17 septembre.

En province

ALLENCON. Centre Culturel (1918-
1964) : peintures, collages, textes et
objets. Musée de la ville. Jusqu'au 15
septembre.

ARLES-SUR-ROUN. Tintin. Centre
d'Art. Saint-Martin. Jusqu'au 31 août.

BEAUVAIS. André Devaux. Musée
Palais épiscopal (44-45-13-60). Jusqu'au
5 octobre.

BELLAC. René et Suzanne Lajoux :
dessins, gravures, sculptures de l'écrit.
André Masson : peintures, dessins et gra-
vures. Maison natale de Jean Grandjean.
Jusqu'au 4 septembre.

BIRON. Le 4^e étage : de Picasso et
Miro à la nouvelle génération. Château
(53-53-45-30). Jusqu'au 18 septembre.

BORDEAUX. Collection Soubert.
Musée d'art contemporain, entrepôt Lainé.
Jusqu'au 25 septembre. L'art et l'écriture :
peintures hollandaises des dix-septième et
des dix-huitième siècles dans les collections
du Musée des beaux-arts. Galerie des
beaux-arts. Jusqu'au 9 octobre.

BOURG. Jean Béraud. Premier
bourgeois : une exposition de l'œuvre
d'Henri IV et de Louis XIII. Musée du
Berry. 4-6, rue des Arts. Jusqu'au 18 sep-
tembre.

CAEN. Églises romanes. Moments
clés. Normandie 1850-1950. Musée
des beaux-arts. École de la ville (31-
85-28-63). Jusqu'au 26 septembre.

CAHORS. Abraham David-Christine :
sculptures. Musée des beaux-arts. Jusqu'au
3 septembre.

CAS-DE-PENE. Des Américains à
Paris : peintures de James B. Hays, Norman
Hays, David Smith, Sam Francis, Sidney
Jaffa, John Mitchell, Ellsworth Kelly, Rip-
pstein. Château de Jax. Jusqu'au 10 sep-
tembre.

CASTRES. Les peintures de la ville
de Castres et la ville de Castres. Musée
d'art contemporain. Hôtel de ville. Jusqu'au
31 août.

CATEAU-CAMERESIS. Henri
Matisse. Antiquaire. Musée Matisse.

**QUAND LES ARABES CARICATU-
RISERONT.** Caricatures de la presse arabe.
Institut du monde arabe. 23, quai Saint-
Bernard (46-34-25-25). T.L.J. de 10 h à 18 h
et 20 h. Jusqu'au 4 septembre.

JOSEPH PENONE. Musée Rodin.
bâtiment 77, rue de Valenciennes (47-05-
01-34). T.L.J. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17
août. Entrée : 16 F. Jusqu'au 12 septembre.

**LA PHOTOGRAPHIE BRITANNI-
QUE.** Des origines au pictorialisme. Palais
de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-
2

CINEMA

La cinémathèque
PALAIS DE CHAILLOT (47-94-34-36)

UNE VIE SUSPENDUE (Fr.) : Larina.

MERCURY

LE LEGNADO de Costa Buding (1923-1924), de Mauritz Stiller, 16 h.; **Bouquiers** (1934, v.o.), de Victor Saville, 19 h.; **les Enfants dans le vent** (1937, v.o.), d'Hiroshi Shimizu, 21 h.

JEUNE
L'Honneur à la Carrière (1929), de Deiga Vertov, Kino Pravda (1922-1925), de Deiga Vertov, 16 h.; **Musée Cinders** (1934, v.o.), de Fred Zeckin, 19 h.; **Une femme et ses masques** (1938, v.o.), d'Hiroshi Shimizu, 21 h.

VENEZIE
Ottobre (1933, v.o.a.f.), de Boris Barnet, 16 h.; **Radio Parade** of 1935 (1934, v.o.), d'Arthur Woods, 19 h.; **Costa Sola**

LES DEUX ENFANTS (1939, v.a.), d'Hiroshi Shimizu, 21 h.

SAMEDI

Robin des Bois (1922), d'Alain Daud,
15 h; **Sing as we go (1934, v.a.),** de Basil
Dean et Roland Brown, 19 h; **Les Glades de
chêne (1941, v.a.), d'Hiroshi Shimizu,** le
tour d'intermission (1941, v.a.), d'Hiroshi
Shimizu, 21 h.

DIMANCHE

Nousait L'Esquimaux (1922), de Robert
Fishery, 15 h; **La Chevauchée fantastique
(1939, v.a.),** de John Ford, 17 h; **Le Chien
à l'écureuil (1934, v.a.),** de Fred S. Sech-
ester, 19 h; **Notes d'un chanteur sa-
voisien (1941, v.a.), d'Hiroshi Shimizu,** 21 h.

TYNNIS

PARIS.
MARTIN
Montaigne d'ur (1931, v.o.), de Sargent
Ventrucien, 16 h; Everything is Rhythmic
(1934, v.o.) d'Alfred Hitchcock, 19 h;
Kassaba (1941, v.o.) d'Alfred Hitchcock,
21 h.

VINOGRAPHIQUE DE PARIS (48-26-34-36)
MERCREDI
Paris-Provence aller-retour : Paris mythi-
que : Fatale des matins (1938) de
Jean Baptiste Camp de 14 h 30 ;
Diane Karys, 14 h 30 ; Actualités
nazies : Actualités Nazies, 16 h 30 ;
Provinciana d'hier : la Reine Margot

(1961) de René Lacombe, le Père Goriot (1972) de Guy Roux, 18 h 30 ; Futurs Primitifs : 7. Scène à Paris (1965) de Robert Guez, Brigitte et Béatrice (1966) de Luc Collet, 20 h 30.

JEUDIS

Paris-Province aller-retour : Provinciales : 1. Scène à Paris (1965) de Robert Guez, les Amoureux (1958) de Louis Malle, 14 h 30 ; 2. Aurore 1 : Ciné train (1973) de Liliane de Kermadec, Aurélien, Bérénice (1978) de Jean-Louis Favre, 16 h 10 ; Aller-retour Paris-Canada : Australis : Gaspard (1978) R.F.P. (1981-1985), Goupil (1981-1985) ; Mains Rouges (1943) de Jacques Becker, 18 h 15 h 30 ; Cinéma enot : Au temps des canotiers parisiens (1925) d'un réalisateur

PARIS-PROVINCE aller-retour: Parisien et noticien: *Actualités* Gannem, *Seine-Provost*, *devoir de vacances* (1952) du *Paris-Provost*, *Duport* le *Jour* (1974) d'*Yves Bouteiller*, 14 h 30; *Arresté* 2: *Paris Flash* (1958) d'*Albert Champenot* et *Pierre Warin*, *Arrestés*, *Flamenco* de *la Seine* (1977) de *Michel Farret*, 16 h 30; *Provinciales* de *la Seine* (1978) de *la Seine*, 18 h 30; *Les Amants* (1958) de *Louis Malle*, 18 h 30; *Résumé à Paris*, *les Gens de lettres* (1960) d'*Huani Champenot* et *Léonce Paillet*, *Grande* (1955, *par* J. J. Crumeyrolle).

SAMEDI
Paris-Provence aller-retour : Actualités
nouveau : Actualités Gaiettes, 12 h 30 ;
Ménager à Paris : Les Gais de l'ouest (1960)
"Hémi" Champier et Liéone Piliard,
d'histoire (1953, v.a.), de J. Cromwell,
12 h 30 ; Antécédents, 16 h 30 ; Aller-Retour (1978)
de Monique Escovell, Antécédents, la dédicace
(1978) de Michel Favre, 16 h 30 ; Paris
nouveau : l'École des métamorphes (1968)
de Jean Boudry, Coup de foudre (1982) de
Jeanne Kerya, 18 h 30 ; Aller-retour Paris
nouveau : Les Gais de l'ouest, Politique
F.E.P. (1981-1985), Goupil Maïna Ranges
(1983) de Jacques Rocher, 20 h 30.

Paris-Provence aller-retour : A nous deux
 de **René Fata**, 16 h 30 : **Paris** 1 (1959) de
 Pierre Karel, les Démoniaques de Rochester
 (1967) de Jacques Demy, 14 h 30 : **Parisien**
 et **Antioch** : **Académie Gaudin**,
Saint-Tropez, **devoir de vacances** (1952)
 de **Paul Parier**, **Deputé en Jolie** (1974)
 de **Yves Boissac**, 16 h 30 : **Provinciale** : **Scènes**
Paris (1965) de Robert Guez, **les Amants**
 (1954) de Louis Malle, 18 h 30 : **Paris**
mythique : **Étude des manuscrits** (1968)
 de **Jean-Claude Cocteau**, **de Fautou** (1962) de
Alain Keryx, 20 h 30.

LUNDI

PARIS

MARDI

Prix-Province aller-retour : Paris mystère : l'Hôtel des mâtremouks (1968) du Jean Macquet, Coup de foudre (1982) du Jean Kroya, 14 h 30 ; Pature d'été (1978) de Robert Guéz, 14 h 30 ; Les Amants (1965) et Jeunesse (1966) de Luc Moullet, 14 h 30 ; Récompense à Paris : les Gens de lettres (1960) d'Henri Champagner et Léonard Villard, Grèce (1955, v.o.) de J. Crouzet, 18 h 30 ; Provinciale : Seule à Paris (1965) de Robert Guéz, les Amants (1965) de Louis Malle, 20 h 30.

exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-Al., v.o.) : Saint-André-des-Arts 1, 6^e (43-26-26), 14 h ; Gavarni Ambroise & (43-59-

PIÈCES ÉCOUTÉES (AL, VA) : *Strode*
de la Harpe, 3° (46-34-25-52).
LES ANNEES SANDWICHES (FC) :
UGC Odéon, 6° (42-25-10-30) ; UGC
Odéon, 3° (45-74-95-40).
ATTACQUE DES MORTS-VIVANTS
(C) (IL, V.F.) : *Maxiville, 3° (67-70-*
72-95) ; Pathé Montrouge, 14° (43-
20-12-05).
LE REVOIR LES ENFANTS (FL-AL) :
UGC Odéon, 14° (45-51-55-04) ; Les Mon-
trouge, 14° (43-27-53-37).
1^{ER} CAD CAFÉ (A, VA) : *Gaston Le*
Haliez, 1° (40-26-12-12) ; Gammou-
Opéra, 2° (42-62-50-33) ; 14 Juillet
Odéon, 6° (43-25-59-83) ; Le Paradis, 7°

(17-05-12-15): Gannont Ambassade, 8°
(43-59-19-08): 14 Juillet Bagille, 11°
(37-37-90-81): Eccecel, 13° (67-07-
28-04): Gannont Parmant, 14° (83-35-
30-40): Gannont Alken, 14° (43-57-
44-59): 14 Juillet Beauprest, 15°
(45-75-78-79): UGC Maillet, 17° (67-
48-06-06): s.f.: Saint-Lazare-Piquier,

NOUVEAUX

Montparnasse, 14^e (43-20-12-06);
 Convention Saint-Cham, 15^e (45-
 79-33-00); UGC Convention, 15^e (45-
 44-74-93-40); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01); La Gambetta, 20^e (46-36-36-36).

FLANERS PERVERS. (**) Film italien de Lucio Fulci, v.a.; George V, 8^e (45-62-41-46); v.f.: Paramount Optima, 9^e (47-42-56-31); France 1, 12^e (43-31-56-80); Seneo Paraggiassini, 14^e (43-20-32-20); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

RETOUR DE FLAMME (**). Film américain de Gilbert Cates, v.a.; Pathé Saint-Cham, 15^e (45-79-33-00); Seneo Paraggiassini, 14^e (43-20-32-20); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01).

(47-70-33-68) : Fauvette, 1^{re} (47-31-56-86) : Minsal, 1^{re} (45-39-32-43) : Parité Montparnasse, 1^{re} (43-20-12-06) : Convention Saint-Charles, 1^{re} (45-73-93-00) : Parité Clichy, 1^{re} (45-74-46-01) : Le Cambuzet, 2^o (46-36-16-96).

UN ÉTÉ À PARIS. Film français de René Clément : Épée de Bois, 5^e (47-37-57-47) : Studio 43, 7^e (70-63-40).

VENDREDI 13, CHAPITRE 7, UN NOUVEAU DÉFI. (**) Film américain de John Carl Buncher, v.a. : UGC Ermitage, 4^e (45-63-16-16) : U.C. Paris, 2^e (45-74-46-01) : Montparnasse, 1^{re} (45-74-46-01).

PARADISE OF LOVE. 9^e (47-47-47).

56-31; UGC Lyon Bezille, 12
(43-43-01-59); UGC Gobeina, 13
(43-36-23-44); Gaumont Alsia,
14* (43-27-84-50); Gaumont
Convention, 15 (46-28-42-27);
Imagex, 16 (45-22-67-94).

VICES ET CAPRICES. () Forum**
Jules des Films Brass, 1* (43-43-01-59);
Orieo, 2* (43-43-01-59);
George V, 3* (45-62-41-46); v.f.,
4* (43-43-01-59);
Midiwestern, 5* (47-70-72-85);
Françcois, 6* (47-70-33-88); UGC
Lyon Bezille, 12 (43-43-01-59);
UGC Gobeina, 13 (43-36-23-44);
Mistral, 14 (45-39-32-43); Pathé
Midiwestern, 15 (43-20-12-06);
Imagex, 16 (45-22-67-94).

LE VIEUX GAMBON, Fils Héros de
France Camille et Pipole, v. n°
Rocher Médias Logo, s. (43-54-
42-36).

28-43-27; Pathé Clichy, 18° (45-23-
46-01).

LE GRAND CREMIN (Fr.) : Lacourne,
6 (45-44-27-34); George V, 8° (45-62-
41-46).

HAIRSPRAY (A. v.n°) : Forum Aroca-
nia, 15° (42-57-53-74); La Basille, 11°
(43-54-67-76); Sept. Paramount, 14°
(43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE
1959 (Fr.) : France 6, 15°

EXPRES, 1° (43-33-26); **Claoc'h**, 1°
 (46-33-10-82); **Publicis Champs-Élysées**, 8° (47-20-76-23); **Beauvau Montparnasse**, 19° (45-44-25-02).
JUILLET EN SEPTEMBRE (Fr.) :
Païlé Marignan-Concorde, 8° (45-59-92-82); **Trial Parisienne**, 14° (43-20-30-19).
LA LÉGENDE DU LAGON (Nouvelle Zélande, v.f.) : **Sept Parisienne**, 14° (43-20-32-20); **Scint-Lambert**, 15° (45-32-91-68).
LIASON FATALE ^(v) (A. v.a.) :
George V, 8° (45-62-41-46).
LONGUE VIE A LA SIGNORA (R. v.a.) : **Lucienne**, 6° (45-44-57-34).

MANIAC OPIN. (A.) (v.l.): Paramount
Opéra, 9 (47-62-56-31).
MATADOR (S.) (Esp. v.a.): Studio 54,
9 (47-70-63-60).
MEXE TERESA (Ric. v.a.): Epée de
Bois, 5 (43-37-57-47).
LA MÉRIDIENNE (Suis.): UGC Dun-
ton, 6 (47-22-10-30).
MILAGRO (A. v.a.): Gaumont Les
Halles, 11 (40-26-12-12); Publicité Saint-
Germain, 6 (43-22-70-80); La Paque-
te, 7 (47-05-12-15); Pathé Marignan,
10 (47-05-12-15); UGC 95-97, 14
11^e (47-64-07-76).
MILY (A. v.a.): Gaumont
Opéra, 9 (47-60-60-33); Mélières, 14
(40-28-89-52).
MR JIMMY (A. v.a.): Action Record, 5

NEUR SEMAINES ET DERNIE (*) (A. v.a.): Le Triomphe, 45 (45-62-45-6).

NUIT DE POLIE (A. v.a.): Forum Hor-
sae, 14 (45-08-57-16); UGC Norma-
die, 46 (45-63-67-16); v.f.: Pathé Impe-
rial, 22 (47-42-72-52); Trois Parmenies,
14 (43-20-30-19).

OEUVRE AU NOIR (Fr.-Bel.): UGC
Odéon, 6 (42-25-10-30).

PANICS (*) (A. v.a.): Forum Hor-
sae, 14 (45-08-57-16); v.f.: Pathé France,
47 (47-70-33-68).

POLICE ACADEMY S (A. v.a.): Pathé
Marignan-Crocq, 43 (43-59-92-82);
v.f.: Les Deux Femmes, 39 (43-59-92-82);
Pathé France, 47 (47-70-33-68).

masse, 101 (43-20-12-06) ; **Patix Cécile,**
101 (45-22-46-01).
OWAQUAST (A., v.a.) : **Epée de Bois,**
55 (43-37-57-47).
LES PRÉDATEURS DE LA NUIT (*)
 (Fr., v.f.) : **Hollywood Boulevard, 9** (47-
 70-10-41).
UNILVOIE (Fr.) : **Ché Beaubourg, 3**
 (42-71-52-36) ; **Utopia Champignon, 5**
 (43-26-84-65) ; **Trois Paroissiens, 10**
 (43-20-30-19).
LES PYRAMIDES BLEUES (Fr.-
Mex.) : **Studio 43, 9** (47-70-63-40).
QUATREMIÈRE CONVENTION (Brit.,
v.a.) : **Gannett Ambassade, 8** (43-59-
 19-06) ; **v.f.** : **Gannett Convention, 19**

(46-25452-1).
 ARMY ET ROSE S'ENVOIENT EN
 (Rég., va.); Cannes; et (46-33-
 10-82).
 SEPTEMBRE (A. va.); Studio de la
 Harpe, 5 (46-34-25-52).
 A SORCERIE (It.-Fr., va.); Forum
 Hainaut, 1^{er} (45-08-57-57); UGC Biar-
 ritz, 6 (45-62-20-40); r.f.; UGC Bi-
 partisme, 6 (45-74-94-94).
 THE KITCHEN TAP (A. va.); Patis-
 serie, 6 (46-33-79-38); Sept.
 Partisane, 14 (45-20-32-20).
 UPHOON CLUB (Jap., va.); Utopia
 Champion, 3 (45-24-84-65); L'Esco-
 p, 14 (45-43-41-63).
 ENFANT, DE CALABRE (It.-Fr.,

UN MOIS A LA CAMPAGNE (Brit.
v.a.): UGC Odéon, & (42-25-10-30);
UGC Roubaix, & (45-74-94-94); UGC
Biarritz, & (45-62-20-40).

UNE NUIT A L'ASSEMBLEE NATIONALE (Fr.): UGC Montparnasse, &
(45-74-94-94).

AFTER HOURS (A. v.a.): Grand
Paris, 15: (45-54-46-85) mer. 22 h 20,
san. 0 h 10, dim. 20 h 40, lun. 15 h 20.

ALLENMAGNÉE ANNÉE ZERO (Fr.-It. v.a.): La Bastille, 11: (43-54-07-76)
mer. ven., sam. lun., sémances à 13 h 30,
15 h 30, 17 h 10, 18 h 50, 20 h 30,
22 h 10, 23 h 10 san après-m. san. 0 h.

AMADEUS (A. v.a.): Grand Paris, 15: (45-54-46-85)
mer. 19 h 30, dim. 17 h,
lun. 14 h.

AMARCORD (It. v.a.): Saint-Lambert, 15: (45-32-91-58)
mer. lun., mar. 18 h 45.

L'AMI AMÉRICAIN (*) (All. v.a.): République Condéas, 11: (48-05-51-33)

mer., sam. 19 h 30.

**LES AVENTURES DE BERNARD ET
BIANCA (A. v.f.) :** Grand Public. 15^e
(45-54-46-85) mer. 14 h, sam. 13 h 30.

**LES AVENTURES DE CHATRAIN
(Esp. v.f.) :** Saint-Lambert. 15^e (45-32-
91-68) mer., sam., mar. 13 h 45, dim.
17 h.

LA BALLADE DES DALTON (Fr.) :
Saint-Lambert. 15^e (45-32-91-68) mer.
17 h.

**LA BELLE AU BOIS DORMANT (A.
v.f.) :** Deuxième. 14^e (43-21-41-01) mar.,
ven., sam., dim. mar. 14 h.

BURDY (A. v.a.) : Studio Galande. 5^e (43-
54-72-71) l.j., séances à 13 h 55 film 5
sur après.

BLADE RUNNER (A. v.a.): Grand
Pavée, 1^{re} (45-54-46-85) mer., ven.
22 h 15, dim. 22 h 20, mer. 17 h 15

BREAZIL (Brit. v.a.): Studio Galand, 2^e
(43-54-72-71) t.l.j. séances à 20 h 10
film 50 ans après.

BUGSY MALONE (Brit. v.a.): Grand
Pavée, 1^{re} (45-54-46-85) mer. 20 h 45,
mer. 15 h 20.

CENDRILLON (A. v.c.): République
Cinéma, 1^{re} (44-05-51-33) mer., jeu.,
sam., dim., jeu. mer. 14 h.

CHAMBER AVEC VUE (Brit. v.a.):
Cincoch, 3^e (46-33-10-82) t.l.j. à
16 h 20.

LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT

91-58) mer, temp. 21 h.

GRAND CRISTAL (A. v.a.) : Grand
canal, 10^h 45-54-63) mer, dim.
16 h, jour 20 h 45, p.m. 21

LE DERNIER NABAB (A. v.a.) : Studio
des Uratines, 5^h (43-26-19-09) mer,
j.t., v.m., s.m., mar. 17 à 14.

L'EXTRATERRESTRE (A. v.f.) :
Grand Pavée, 15^h (45-54-66-45)
15 h 45, s.m. 15 h, dim. 13 h 30.

LENANCE DYVAN (Sov. v.a.) :
Républic Chénais, 11^h (48-05-51-33)
mer. 17 h 30.

ENVOI (A. v.f.) : La Gède, 19^h (46-42-
13-13) mer, dim, s.m., dim, mar.
de 10 h à 18 h.

PANTASIA (A.): Grand Pavlov, 19 (45-54-46-85) mm. 14 h, dtm. 14 h 10, ltn. 13 h 30.

LES POUMES TÈRES (Fr.):
J. la., vol. 19 (46-62-13-13) mm, *jeu.*, vol. 20 mm, *cm.* mm, *aveu.* 19 (46-62-13-13) mm, *jeu.*, vol. 20 mm, *dtm.* mm, de 19 h à 21 h.

JEAN DE FLORETTÉ (Fr.): Studio des Urélines, 5 (43-25-19-09) mm, vol. 16 h, *mm.*, ltn. 13 h 40.

ONATHAN LIVINGSTON LE GOULAND (A., va.): *Cm.* mm, de (46-33-14-2) mm, *cm.* ltn. 13 h 50.

A LOU DU DESER (*) (Esp., va.): Les Tiers, Luxembourg, 19 (43-33-27-77) ltn. 12 h.

LAURICE (Brh. v.): Cicoches, # (46-33-10-82) Lj. 1 h 30.
 DETAIL MURILANT (A., v.o.): Grand
 Pavée, 19 (45-54-46) mar. 17 h 30,
 jeu. 22 h 15, ven. 19 h 20.
 MESRITS (A., v.o.): Studio des Urnilles,
 # (43-26-19-09) mar., jeu., ven., sam.
 mar. 22 h.
 MORT A VENISE (fl. v.): Studio
 Gaillard, 5 (43-54-72-71) Lj. séances à
 11 h 40 film 35 mm aprés, Saint-Lambert,
 15 (45-32-49-58) mar. 21 h.
 UN BEAUTIFUL LAUNDRETTE
 (Brh. v.): Cicoches, # (46-33-10-82)
 Lj. 1 h 20 h 30.
 LES NUITS DE LA PLEINE LUNE

(Fr.): *Saint-Denis*, 15° (45-32-91-68)
 mer. 18 h 45, clim. 21 h.

POEUX MACHQUE (A., v.f.): La
 Macha, 15° (45-48-13-15) mer., jum.,
 18 h 30.

POEUX MÉCANIQUE. () (Brit.,
 v.a.):** Sudio Galande, 5° (43-54-72-71)
 15°; sances 16 h 05 (fin 5 mm après.

POEUX VU PAR. (Fr.): Desfont, 14°
 (45-21-41-01) mer. 22 h.

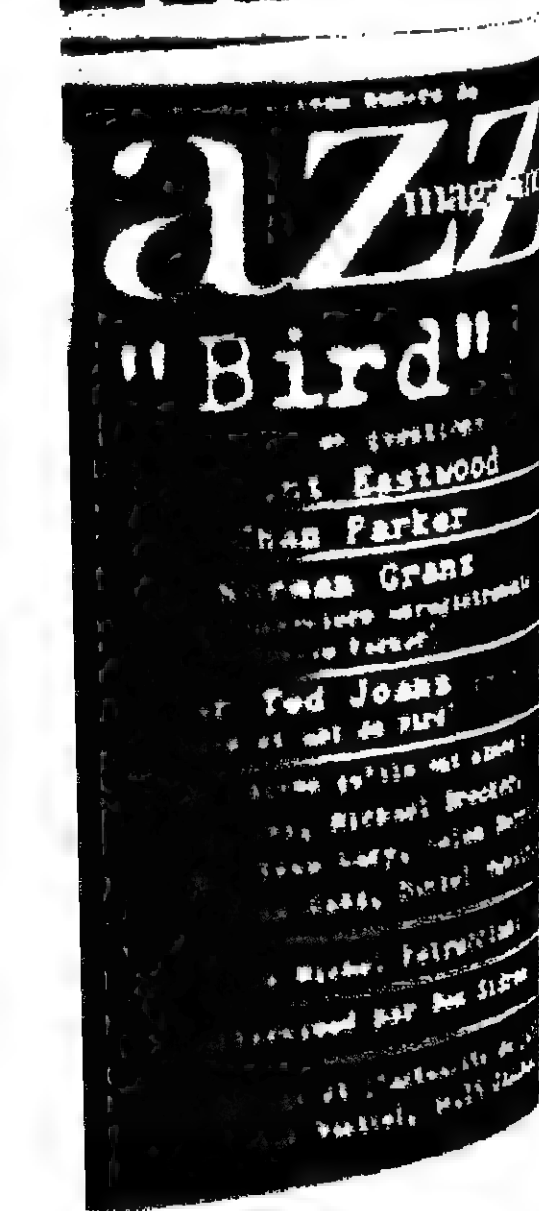
SAU PANE (Fr.): Desfont, 14° (45-21-
 41-01) mer. 15 h 30.

**STONY FLOYD THE WALL (Brit.-A.,
 v.a.):** Grand Pavois, 15° (55-54-46-85)
 mer. 17 h 45, ven. 0 h 15, lun. 18 h 30,
 mer. 14 h + auro. 0 h 20.

TENDE-VOUS AVEC LA MORT (A.,

sa. 19, 21 h, 21 h.
BOULEAU COMPRESSEUR ET LE
 CIGANES (Sov. v.o.): République
 Cigane, 11* (40-05-31-35). mer.
 17 h 30.
JESTY JAMES (A. v.o.): Grand Perov,
 5* (45-54-46-85) mer. 30 h 45, mar.
 15 h 20.
ORANGE THAN PARADE (A. v.o.):
 Utopia Comptation, 5* (43-
 16-84-85) r.l.j. 22 h 10.
ROMBOLI (L. v.o.): Cussy Palace, 5*
 (43-54-07-76) mer. dim. 12 h 14,
 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 5 min apr.
EMPO (Jap. v.o.): Cussy Palace, 5*
 (43-54-07-76) mer. 12 h.

TESTAMENT DU DOCTEUR
MABUSE (All., v.o.) : République
 Cinéma, 11* (48-05-51-33) mer. 22 h.
LE ROCKY HORROR PICTURE
SHOW (2) (A., v.o.) : Studio Galande,
 10* (43-54-72-71) l.j. samedis à 22 h 35
 ven., sam., samedis à 20 h 20 Dim 5 ma
 gré.



Informations « services »

...product concepts to make consumer response

COMMERZBANK

Ist „Portfolio Management“ oder „Institutional Sales“ Ihre Stärke?
Prüfen Sie, welche Perspektiven sich Ihnen bei der Commerzbank bieten.



Die 1870 gegründete Commerzbank ist eine der führenden deutschen Universalbanken – mit einer umfassenden Palette von Dienstleistungen für private und institutionelle Kunden, mit einem weltweiten Netz von Stützpunkten und Verbindungen. Die Hauptverwaltung der Gruppe befindet sich in Frankfurt, dem rasch wachsenden Finanzzentrum im Herzen des europäischen Kontinents.

Institutionelle Anleger werden im Bereich „Institutional Sales“ durch Spezialisten der Commerzbank, im Bereich „Portfolio Management“ durch die Teams zweier Tochtergesellschaften betreut.

Geplantes Wachstum und ambitionierte Zielsetzungen für die Zukunft sind der Anlaß, die Expertenteams weiter auszubauen. Vor diesem Hintergrund möchten wir Kontakt aufnehmen mit Professionals, die dynamisch und mobil genug sind, die Planung einer zukunftsorientierten Bank zur Grundlage ihrer persönlichen Neuorientierung und ihres beruflichen Fortschritts zu machen. Eine Tätigkeit in einer der attraktivsten Städte der Bundesrepublik Deutschland ist ohne Frage eine Herausforderung an alle ihre fachlichen und persönlichen Fähigkeiten. Es könnte aber genau das sein, was Ihnen das Tor zu einer entscheidenden beruflichen Verbesserung öffnet.

Was wir, die Commerzbank, dazu beitragen: eine individuelle, klare Einsatz- und Karriereplanung, eine Menge Sicherheit, ein angenehmes Arbeitsklima und die Gewißheit, daß sich gute Arbeit und Einsatz hier in jeder Hinsicht auszahlen. Prüfen Sie Ihre neuen Möglichkeiten bei der Commerzbank in Frankfurt am Main. Rufen Sie uns an:

Herrn Norbert Enste,
Vice President, Commerz International Capital Management GmbH,
oder (1949-69) 71 91 22 50
Herrn U. D. Bolstorff,
General Manager, Institutional Sales der Commerzbank AG, (1949-69) 13 62 26 61
(wenn Sie wünschen, rufen wir Sie zurück).

Oder schreiben Sie uns – z.H. Herrn Helmut Lindenau, Commerzbank AG, Zentrale Personalabteilung, Postfach 1005 05, D-6000 Frankfurt am Main 1 – was Sie bisher gemacht haben und welche Vorstellungen Sie für Ihre Zukunft haben. Vielleicht finden wir eine gute Verbindung Ihrer und unserer Möglichkeiten.

Outstanding product development scientist Create the megabrands of tomorrow £30,000 + benefits

Pedigree Petfoods' impressive product portfolio includes the single biggest-selling grocery brand in the UK – a triumph of technology and marketing, and a prime example of the highly successful products we have developed and launched in recent years.

Following a recent promotion, we are now looking for a very able graduate scientist to strengthen our expanding new-product development team, which is responsible for developing the increasingly international brands of tomorrow. You will enjoy wide freedom to create innovative product concepts in response to identified market opportunities, with total conception-to-production involvement in all major projects. With its close links into marketing, manufacturing and commercial functions, the role offers unique scope to influence the future success of this progressive, £500-million company, and prospects of further broadly-based career advancement within the International Mars Group are excellent.

We intend to appoint an outstanding product development specialist who can add an exciting dimension to the fast-growing market for petcare products. For this reason, the quality of your recent achievements – in terms of bringing novel product concepts to mass consumer markets – is more

important to us than either your original degree discipline or present market sector. What is certain is that you will have a record of innovation spanning some 2-8 years in an industrial or commercially-oriented R&D role, and can demonstrate a proven ability to generate imaginative technical solutions that successfully meet market needs. Flexibility, tenacity of purpose and acute judgment of technical and commercial potential are among the key personal qualities sought.

Salary will be backed by comprehensive benefits including private health-care and, if appropriate, assistance with relocation to the rural East Midlands of England – a most attractive area offering a wealth of amenities.

To get more written information and an application form, call 19 44 476 64253, ext. 100 (line manned 8am-6pm, Mon-Fri). Do not send a cv at this stage. Closing date for receipt of completed applications: 1st August 1988.

We welcome applications equally from women and men.

**Pedigree
Petfoods**



EUROCONTROL L'Organisation Européenne pour la Sécurité de la Navigation Aérienne recherche pour son siège de Bruxelles des (m/f)

TRADUCTEURS EXPERIMENTES

de langue maternelle française pour traductions essentiellement à partir de l'anglais et accessoirement de l'allemand, du néerlandais et d'autres langues européennes.
Diplôme universitaire exigé. Seuls les candidats ayant une vaste expérience professionnelle seront retenus.

Nous offrons un statut de fonctionnaire international.

Ecrire avec C.V. à
EUROCONTROL PFI/REC,
72, rue de la Loi, B-1040 Bruxelles
avant le 10 septembre 1988.



Recherchons ingénieurs spécialistes études et contrôle des travaux pour adduction d'eau potable et route.

Expérience travaux en Afrique. Age 35 - 45 ans.

Ecrire + C.V. à la Société

**GAUFF
JBG Ingenieure**

H. P. Gauff Ingenieure GmbH & Co.
Berliner Straße 45
D-6000 Frankfurt/Main 56
Tel. (069) 500077-0
Telex: 433233 gaff D
Telefax: (069) 500077-11

Le Monde
SÉLECTION HUMO

Ces annonces contiennent des informations précises dans une présentation uniforme destinée à faciliter la recherche des candidats locataires. Elles comportent chaque fois l'indication du commercialisateur, le tableau ci-après donnant son adresse et numéro de son téléphone.

[illegible]

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1^{er} arrdt
PRÈS DES QUAI
PONT-NEUF, 5 p.
LOUVRE
4 p. 115 m²
2 250 000 F. 42-77-92-78.

4^{er} arrdt
PL. STE-CATHERINE
2 p. 45 m²
1 150 000 F. 42-77-92-78.

5^{er} arrdt
PL. CONTRESCARPE
EXCEPTIONNEL
2 p. 45 m²
1 150 000 F. 42-77-92-78.

ARENES LUTEC
potable et gaz
100 m²
1 150 000 F. 42-77-92-78.

MAUBERT 2 PIÈCES
45 m²
1 150 000 F. 42-77-92-78.

6^{er} arrdt
R. ST-J.-B.-DE-LA-SALLE
1 p. 45 m²
1 150 000 F. 42-77-92-78.

7^{er} arrdt
ALMA 4 p. 95 m²
2 250 000 F. 42-77-92-78.

8^{er} arrdt
COURCELLES
2 ch. de serv. pos. rénové
220 000 F. 42-77-92-78.

9^{er} arrdt
GONDRECET, voie privée
2 p. 45 m²
1 150 000 F. 42-77-92-78.

10^{er} arrdt
RUE DE PARADIS, 80 m²
1 150 000 F. 42-77-92-78.

11^{er} arrdt
PROCHE PÈRE-LACHAISE
2 p. 45 m²
1 150 000 F. 42-77-92-78.

12^{er} arrdt
EXELMANS grand 3 pièces
70 m²
1 150 000 F. 42-77-92-78.

13^{er} arrdt
R. D'AUTREUIL studio gd
45 m²
1 150 000 F. 42-77-92-78.

14^{er} arrdt
EXELMANS - 2 P.
de 100 m²
1 150 000 F. 42-77-92-78.

15^{er} arrdt
METRO BROCHANT
Studio, cuisine, s. de bain
45 m²
1 150 000 F. 42-77-92-78.

16^{er} arrdt
BON 10^{er} APPT RAFFINÉ
77 m²
1 150 000 F. 42-77-92-78.

17^{er} arrdt
MONTMARTRE
2 pièces cuisine, s. de bain
45 m²
1 150 000 F. 42-77-92-78.

18^{er} arrdt
MAIRIE 18^e
Luzern 2 p. 45 m²
1 150 000 F. 42-77-92-78.

Le Carnet du Monde

Naissances

Le docteur
et M^{me} Djeffar MAMMAR,
M. et M^{me} Georges RESSOUCHES,
se réjouissent de la naissance de

Elm,
le 10 juillet 1988, chez
Madjid et Fompeian.

Esther et Norbert TRICAUD
partagent avec Lionel la joie d'annoncer
la naissance de

Martini,
le 9 juillet 1988.
Château de Beaumont,
73-Cruet.

M^{me} Marthe Crespin,
son épouse,
M. et M^{me} André Crespin
et leurs enfants Eric et Jean-François,
M^{me} Marcelle Crespin,
ses enfants, le docteur et M^{me} Denyse,
et ses petits-enfants,
M. et M^{me} Hanne,
et leurs enfants,
Les familles Angot, Roux et Fournier,
ont la grande tristesse de faire part de la
mort de

Charles LAPROQUE,
survenu le 15 juillet 1988 dans sa
quatre-vingt-dixième année.
L'inhumation a eu lieu le 19 juillet,
dans la plus stricte intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.
(Le Monde du 20 juillet.)

— L'ING et l'AFG ont le regret
d'annoncer le décès de

M^{me} Dina LEVEL,
survenue le 17 juillet.
Tous ceux qui l'ont connue vous
demandent de vous associer à leur cha-
grin.

La cérémonie religieuse aura lieu le
jeudi 21 juillet, au temple protestant de
Fontainebleau, à 16 heures.

— Les membres du conseil d'adminis-
tration,
La direction générale,
Le personnel
des Sociétés parisiennes, régionales et
vichyennes de boissons gazeuses,
ont la tristesse de faire part du décès de

colonel (CR) Marcel CRESPIN,
grand-croix de la Légion d'honneur,
leur directeur général,
survenu à Chirac, le 19 juillet 1988,
dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 21 juillet, à 17 heures, en
l'église de Chirac (Lozère).

— Au nom des amis de Musée de
sport,
Le conseil d'administration de l'Asso-
ciation des amis du Musée de sport
a le regret de faire part du décès de son
président, le

colonel Marcel CRESPIN,
grand-croix de la Légion d'honneur,
ancien directeur
de l'éducation physique et des sports,
et d'associer à la douleur de la famille.

29, rue du Commandant-Guilbaud,
75016 Paris.
(Lire ci-contre.)

— M^{me} Marie-Michel,
M^{me} Jeanne,
M^{me} Marie-Christine,
Et tous ses proches,
ont la douleur de faire part du décès de

Dider DUMAY,
survenu le 18 juillet 1988, à l'âge de
cinquante-quatre ans, des suites d'un
cancer.

Il reposera près des siens à Charly-
sur-Marne, le mardi 19 juillet, vers 14
heures, où il aimait vivre.

— M^{me} Fournier, veuve Molaret,
son épouse,
M^{me} Claude Eicheverlepo,
M^{me} Suzanne Eicheverlepo,
ses frères et sœurs,
Gilles et Marc Eicheverlepo,
ont la douleur de faire part du décès de

Laurent EICHEVERLEPO,
survenu dans sa quarante-neuvième
année.

Les obsèques auront lieu dans la plus
stricte intimité.

Une messe de requiem sera célébrée
en l'église Saint-Jermain-des-Près, à
Paris, le vendredi 22 juillet 1988, à
11 heures.

— M. Fulgence Bonnet,
président de la Tecno,
M. Paolo Bonnet,
M. et M^{me} Marco Fanni,
M. Franco Gatti,
Et le personnel de

TECNO MILANO,
ont le regret de faire part du décès de

M. Laurent EICHEVERLEPO,
directeur adjoint de Tecno Paris.

Une messe de requiem sera célébrée à
son intention le vendredi 22 juillet 1988,
à 11 heures, en l'église Saint-Germain-
des-Près, à Paris.

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Économie

Comment la banque La Hénin s'est séparée du groupe immobilier

Les Britanniques débarquent à Merlin-Plage

« Peut-être ne nous donner des cours d'anglais... et gratis ! » Les bêtises qui vous accueillent le sourire aux lèvres, au siège de Merlin Immobilier S.A. à Vincennes, n'ont pas l'air perturbées. La vente de la société au grand groupe britannique McCarthy and Stones, qui a été scellée début juillet (le Monde du 7 juillet), « ne change rien dans l'immobilier », assure le président-directeur général, M. Jacques Brocard.

Un nom aussi connu dans l'immobilier de loisirs que Moulins pour les conserves, ou Ribourel, le grand rival de tous les de Merlin.

Qui, en vacances sur les côtes vendéennes ou normandes, n'a aperçu les fameux publicitaires Merlin proposant des studios ou des deux pièces « vue sur mer » pour toutes les bourses ? Qui, avant que le sponsoring ne prenne les dimensions qu'il connaît aujourd'hui, n'a vu sur son écran de télévision la grande banderole Merlin déployée en travers de la route pour l'arrivée des coureurs de Tour de France ?

Merlin, c'est un peu tout à la fois, l'appartement, les vacances, le placement immobilier à la portée de tous... ou presque tous, les Français. Pour peu, on dirait que quelque chose du patrimoine populaire s'en va et passe aux mains des Anglais pour 162 millions de francs.

M. Guy Merlin, le fondateur, aujourd'hui presque septuagénaire, a commencé juste après la guerre comme agent immobilier spécialisé dans la négociation de fonds de commerce en proche banlieue parisienne. Puis, il s'est lancé dans la rénovation d'immeubles anciens, refait, en 1960, l'hôtel de Paris, quasiment en ruine, à Villers-sur-Mer (Calvados) et le revendit par appartements. La côte normande est son terrain, et, en 1971, il transforme son affaire en entreprise de construction de logements (ECL), un statut juridique auquel s'attachent des bénéfices fiscaux. C'est l'essor. Normandie, Vendée, Alpes, Côte d'Azur, Langedoc-Roussillon et même Pyrénées ou Bretagne offrent leurs bords de mer ou leurs versants ombragés à Merlin et à d'autres. Des milliers ont eu du mal à résister à la manne immobilière, et

parfois les juges eurent à en débattre (1).

De trente-sept salariés en 1982, la société passe à cinquante-six en 1986. Aujourd'hui, Merlin « pèse » 231 millions de francs de chiffre d'affaires hors taxes (en baisse de 1987, et surtout 1985, avec 313 millions de francs), et un peu moins de soixante personnes « dont trente-huit commerciaux. Faites le ratio par rapport au chiffre d'affaires, c'est pas mal ! », lance M. Jacques Brocard.

Mais alors, pourquoi vendre ? En fait, M. Guy Merlin n'est plus personnellement à la barre depuis plusieurs années. L'affaire familiale ayant grandi très vite, celui qui était de longue date le financier du promoteur, la banque La Hénin devint rapidement son seul actionnaire, du moins son très influent conseiller. Et la répartition qui prévalait encore à la fin de 1987 — à savoir 33,38 % des actions détenues par M. Guy Merlin et 27,27 % par son fils Bernard, trois ans PDG, de 1985 à 1987 — n'allait pas tarder à se modifier. En janvier dernier, le fondateur vendait ses parts à la SA Cambacérès, filiale de La Hénin. Son fils aurait dû logiquement tenir encore les rênes, mais le nouveau conseil d'administration en décide autrement et propose à sa tête M. Jacques Brocard. Un homme qui n'était pas un inconnu pour Merlin, puisque, à La Hénin, il s'occupait précisément des crédits au promoteur. Ensuite, les choses allèrent très vite. Rachet du paquet de 27 % d'actions de M. Bernard Merlin et acquisition de la quasi-totalité des titres dans le public par le groupe bancaire.

De la Norvège à l'Espagne

En fait, dès le début de l'année, La Hénin avait en tête de vendre l'affaire. « Notre métier de banquier n'est pas d'être promoteur », commente M. Jacques Brocard. « Nous cherchions depuis plusieurs mois à vendre l'affaire Merlin sur l'extérieur, c'est-à-dire sur l'Europe, et nous cherchions le meilleur partenaire. » Un appel d'offre fut organisé d'où McCarthy and Stones sortit vainqueur par l'intermédiaire de sa filiale française

Home Life SA. « Jamais Ribourel ne nous a approchés... », précise le PDG de Merlin (2).

Créé il y a une vingtaine d'années, le groupe anglais, coté en Bourse, est outre-Manche un spécialiste des résidences pour les personnes du troisième âge. Il est installé en Norvège et compte se développer aussi en Espagne. Son chiffre d'affaires dépasse le milliard de francs et ses profits après impôts 180 millions.

En attendant de se lancer lui aussi dans le créneau des maisons pour le troisième et le quatrième âge, Merlin continue à creuser le classique sillon des loyers, à Cabourg, à Négret, aux Contamines ou à Saint-Hilaire-de-Riez, sur les rivages vendéens. Plus de mille appartements ont été vendus l'an dernier. Mais une formule nouvelle semble devoir faire mouche : la parcellaire, qui permet à un investisseur, avec des avantages fiscaux sensibles, à la fois de louer son appartement et de le réserver pour plusieurs semaines. Premier programme de ce type : La Londe-les-Meurs, près d'Hyères, avec cent trente-cinq logements au bord de la plage livrables en mai 1989.

Depuis cinq ans, les opérations de Merlin semblent s'être effilochées, du moins stagner. L'entreprise a décidé pour élargir son champ d'activités — notamment à celles de marchand de biens — de sortir du statut d'ECL. Ce qui implique qu'elle acquiesce de 1987 à 1989 une taxe exceptionnelle (5,5 millions l'an dernier) qui obère d'autant les performances. Des performances qui, au vu des résultats après impôts (10,1 millions en 1983, 17 millions en 1985, 6,4 millions en 1987), sont à l'image de la météo de la côte normande : médiocre. Merlin « british look » retrouvera-t-il demain tout son punch ?

FRANÇOIS GROSCHARD.

- (1) Lire l'histoire de M. Guy Merlin dans le Monde du 18 août 1979 et 17-18 juin 1982.
- (2) Selon M. Gérard Mayan, PDG de Ribourel, cette entreprise a réalisé au premier semestre 1988 un chiffre d'affaires de 400 millions de francs, en hausse de 20 % par rapport à la même période de 1987. Elle a 65 % de l'Espagne et à 35 % du Crédit du Nord. Ribourel est en France le leader dans l'immobilier de loisir.

A Cabourg, le loisir est une industrie

CABOURG de notre envoyée spéciale

Des petites immeubles bas, coiffées de tuiles rouges et ornées de balcons de bois sont posées sur des pelouses plantées d'arbustes et de fleurs multicolores. D'embellie, les résidences construites par Merlin à Cabourg (Calvados) frappent par leur aspect BCBG qui peut surprendre les vacanciers habitués à la coquette qui caractérise d'ordinaire l'immobilier de loisir.

Merlin, Ribourel, Férin... et les autres ont constitué une véritable aubaine pour cette bourgade de trois mille six cents personnes à l'aspect cosmopolite. Il est vrai que la vocation touristique de la commune ne date pas d'hier, comme l'atteste l'édition de l'Écho de Cabourg de 1890. La ville était alors le lieu de villégiature préférée de la bourgeoisie et des industriels parisiens. Les vacances se croisaient au casino, sur la jetée battue par les embruns du large ou sur le golf privé qui ne doit rien à la mode actuelle puisqu'il a été aménagé... en 1903.

Les temps modernes auraient pu être fatals à Cabourg. « Les propriétaires de grandes villas ne pouvaient plus entretenir de telles résidences », raconte M. Michel Moles, le maire (sans étiquette). La station dépeuplée lentement et le grand hôtel mis en vente a dû être racheté par la commune. « Il fallait réagir. Des promoteurs locaux eurent l'idée de transformer les maisons abandonnées par leurs propriétaires en résidences de loisir. Le succès de la formule fut tel que les grands promoteurs (Merlin, Ribourel, Férin) sentirent le vent tourner et mirent le cap vers la côte normande. C'était en 1970.

Mais le maire a dicté ses conditions. « Les immeubles ne devaient pas dépasser les trois étages de nos résidences traditionnelles », affirme-t-il. D'autre part, les architectes devaient respecter le style de la commune. Pas question de construire ici le mur de l'Atlantique. Ainsi, des immeubles à

colombages, avec tuiles et ardoises, se sont-ils discrètement élevés à Cabourg. En dix-huit ans, 6 000 appartements et 2 000 maisons individuelles ont poussé dans l'agglomération.

Merlin a construit plusieurs immeubles (800 logements), et un second programme prévoit 700 résidences supplémentaires. Archétype de la clientèle visée, ce chirurgien-dentiste a acheté un appartement dans une des résidences, il y a dix ans. « Cabourg était alors très calme, se souvient-il, et la présence du golf a été déterminante pour le louer à l'année ».

Et puis je n'avais pas envie d'entretenir une résidence secondaire classique. « Il ne souhaitait pas non plus investir des sommes trop importantes », et cherchait un appartement assez près de Paris pour y venir le week-end. Le logement l'a amené à acquiescer, pour 130 000 francs d'alors, un logement de deux pièces dans une résidence Merlin. Il ne le regrette pas, en dépit des inconvénients qu'il ne cite que pour les balayer d'un revers de main. Il n'a pas fait un bon investissement, car les promoteurs ayant trop construit, l'offre est maintenant importante, et il n'écoulera pas « une plus-value acquise en revendant son logement ». Sans doute, la qualité de la construction n'est pas irréprochable. « Les sanitaires ne sont pas solides et les portes grincent. »

« Il ne faut pas demander la lune »

Mais comme il passe sa vie sur le green, il ne s'arrête pas à ces détails, d'autant que l'environnement n'est pas idéal : « Au début les bâtiments ressemblaient à des HLM, mais les copropriétaires ont eu tôt fait de planter des arbres et de clore le lotissement par une barrière en bois. » La plage ne l'attire pas et il ne voit la mer que « du trou numéro 18 », mais il tient à rester à Cabourg, où il cherche un appartement plus spacieux. Car à ses yeux

le seul inconvénient réel de ces habitations, c'est leur petite taille alors qu'il souhaite « recevoir des amis ».

Ce technicien vivant à l'étranger n'est pas, lui non plus, mécontent de son pied-à-terre. « L'appartement est bien conçu quoiqu'un peu petit », reconnaît-il en faisant visiter son deux-pièces de vingt mètres carrés. Un coup de poing sur les cloisons intérieures démontre vite que « les murs sont creux », mais « l'isolation phonique est suffisante. Pour 227 000 F, il ne faut pas demander la lune... »

La municipalité ne cache pas sa satisfaction d'avoir eu à y a dix-huit ans sous son toit, « qui constitue aujourd'hui l'activité essentielle de la commune », affirme M. Moles. Le budget communal est passé de 5 millions de francs à 60 millions, grâce aux taxes foncières et d'habitation. Sur les dix-huit cents personnes actives que compte la commune, près de mille cinq cents travaillent directement ou indirectement pour les loisirs (commerce, hôtels, restaurants, artisans).

« Les vacanciers sont devenus exigeants. Si nous voulons les garder, nous devons construire des équipements de loisir », ajoute M. Moles, avec d'autant plus de conviction que le tourisme — ailleurs activité saisonnière — est ici une donnée permanente. « 70 % des propriétaires des logements viennent de la région parisienne et ils sont souvent là le week-end. »

Avec ses soixante mille visiteurs, l'été à Cabourg a atteint une limite que les élus ne veulent pas dépasser. Le plan d'occupation des sols approuvé à l'étude mettra un frein à l'expansion immobilière. Car si la station a contribué à développer la résidence secondaire, elle tient à conserver son aspect cosmopolite. Cabourg est un peu à l'image de son golf. « Les cours collectives moins chères ont amené un nouveau public sur le green, mais le golf demeure un sport sélectif », reconnaît lui-même le président du club.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Gaz de France

Lettre du président

Pierre GADONNEIX a pris en juillet 1987, à la Direction Générale du Gaz de France, le relais que lui avait transmis Pierre DELAPORTE. Sous son autorité et avec le concours de toute son équipe de direction, notre Etablissement a poursuivi en 1987 les efforts entrepris pour accroître ses parts de marché, assainir sa situation financière, développer sa présence dans le monde.

Les ventes

Les ventes du Gaz de France à ses clients directs, ramenées à une année climatologique moyenne, ont augmenté en 1987 de 3,3 %, soit plus que la croissance de l'économie (2,2 %) et plus que la consommation énergétique (0,4 %). La part du gaz dans le bilan énergétique français s'en trouve légèrement accrue (de 12 à 12,2 %). C'est un bon résultat dans une période où la concurrence entre les énergies est forte.

En quantités réelles, l'augmentation est plus importante (4 %), l'année 1987 ayant été plus froide encore que la précédente. Le record absolu des émissions journalières de gaz a été atteint le 15 janvier avec 1,98 t/h. Nous avons eu la satisfaction de constater à cette occasion, et la capacité du gaz naturel à répondre instantanément par le recours aux stockages souterrains à une augmentation brutale de la demande, et le bien-fondé des perspectives retenues, sept ans plus tôt pour déterminer les capacités de transport et de dimensionnement des ouvrages.

C'est pour le tertiaire et la petite industrie que la croissance des ventes a été la plus forte. Il faut y voir la preuve de l'efficacité des relations de partenariat que nous avons le souci d'établir avec cette clientèle largement répartie et justement exigeante, à qui le gaz naturel offre des solutions spécifiques, souples, propres et performantes. Mais le secteur résidentiel a pris lui aussi sa part de croissance. En particulier dans le segment du marché qui constitue pour nous la priorité du moment, le neuf, nous avons engagé y est passé de 21,1 à 23,2 %. Ce n'est, il faut l'espérer, qu'un début. Il est dû à l'action énergique menée tout au long de l'année pour faire connaître nos solutions techniques et nos produits financiers et pour faire prendre conscience de ce que, comparé à toutes les autres énergies, le gaz naturel vient en tête du classement pour le rapport qualité-prix.

La situation financière

Notre résultat financier (+ 84 millions en 1987 contre 1505 millions en 1986) avant provisionnement de l'impôt n'est pas à la hauteur de ces résultats commerciaux. Pour une raison bien simple : nos tarifs ont évolué en contrebas de nos coûts d'approvisionnement. Ceux-ci, qui avaient fortement baissé depuis 1986, ont recommencé à croître à partir de mars 1987, avant de se stabiliser en fin d'année. Ceux-là ont continué à baisser : 11 à 12 % au 1^{er} janvier, selon les tarifs applicables, puis, pour les tarifs autres que les tarifs à souscription, 3,2 % en moyenne en février, 2 % au 1^{er} juillet.

Cette dernière baisse, imposée par les pouvoirs publics dans le cadre de la réglementation des prix qui nous demeure applicable, était manifestement injustifiée du point de vue de l'entreprise. Elle a amené dangereusement le résultat de 1987, qui, eussions-nous été en année climatologique moyenne, se serait révélé négatif. Elle a compromis par avance l'équilibre des comptes 1988. Je ne conteste pas le droit de regard de la collectivité sur nos tarifs domestiques. Mais il serait grand temps d'imaginer pour sa mise en œuvre — l'exemple d'autres pays européens montre que c'est possible — des procédures qui respectent l'autonomie de gestion de l'entreprise et lui permettent de refléter l'évolution de ses coûts.

Pour autant, nous n'en avons pas moins réussi à poursuivre, en 1987, l'œuvre d'assainissement financier que la détérioration passée de nos comptes rend toujours nécessaire. Notre endettement a été ramené de 21 milliards en 1986 à 18,4 en 1987. Ce montant est désormais équilibré par celui de nos fonds propres.



Jacques Fournier
Président du conseil d'administration



Pierre Gadonneix
Directeur Général

Notre capacité d'autofinancement s'est élevée à près de 6 milliards, permettant de couvrir 75 % des dépenses d'investissement et de remboursement d'emprunts, le surplus ayant été financé par le fonds de roulement.

Le développement

4077 millions de francs d'investissement en 1987 : cet effort est considérable. Il devra être poursuivi et amplifié. Il n'a pas été engagé sans réflexion. Il est à la hauteur de la place présente et future du gaz naturel dans notre économie énergétique, du rôle que le Gaz de France joue et entend jouer dans le concert gazier mondial.

Le Gaz de France et avec lui l'industrie gazière française sont aujourd'hui présents sur tous les continents. Dans une conjoncture internationale relativement déprimée et alors que la concurrence fait rage, il est difficile de ramporter de nouveaux marchés. C'est pourquoi nous pourrions nous féliciter des contrats conclus à la fin de l'année 1987 et qui ont confié à l'industrie et à l'ingénierie françaises la réalisation de l'alimentation en gaz naturel de l'agglomération d'Istanbul. Soulignons aussi qu'en 1986, dernière année connue à cet égard, les exportations françaises liées à l'industrie du gaz ont couvert, pour plus de 40 %, les importations de gaz naturel.

Moins que jamais notre horizon ne doit se limiter à l'Hexagone. La préparation du grand marché européen de 1992 est désormais au centre de nos préoccupations. Nous devons faire en sorte que les utilisateurs français du gaz soient en position compétitive vis-à-vis de leurs homologues étrangers. Cela suppose une bonne gestion de notre part, nous nous y employons. Mais cela suppose aussi que nos approvisionnements ne soient pas plus onéreux que ceux de nos concurrents européens. Nous nous y employons également et c'est la raison de la fermeté dont nous faisons preuve vis-à-vis de tous nos fournisseurs pour conserver, dans les négociations que nous avons avec eux, une approche strictement commerciale.

Relations sociales et communication

Tels sont les points les plus notables de notre activité en 1987. J'y ajouterai deux événements qui ont concerné, l'un notre fonctionnement interne, l'autre notre communication vers l'extérieur, et qui ont constitué l'un et l'autre une « première » dans l'histoire du Gaz de France :

- la conclusion avec quatre organisations syndicales, les 10 janvier et 5 mai 1987, d'un accord social à deux volets, aménagement du temps de travail et intéressement. Par cet accord les personnels de toutes catégories et de tous niveaux hiérarchiques sont désormais associés aux gains de productivité que l'entreprise réalise grâce à eux. Les résultats cumulés des trois derniers exercices auront permis de donner dès maintenant une suite concrète à ces dispositions nouvelles.
- le lancement, au printemps 1987, d'une campagne de communication institutionnelle sur le thème « Toute notre Énergie est pour vous ». Ce n'était que la première étape de l'action que nous sommes décidés à mener pour mieux faire connaître notre produit, notre entreprise et les services qu'elle peut rendre à la Nation.

Le rapport de gestion du Gaz de France peut être obtenu en appelant le 47 58 12 72 poste 2121

J. Fournier
Jacques FOURNIER

Marchés financiers

Modernisation et fin des agents de change

Refonte totale du système boursier en Espagne

Les Bourses espagnoles font peau neuve. Après un long débat parlementaire, le Congrès des députés a définitivement adopté, le mercredi 20 juillet, un projet de loi qui réforme le fond des choses.

MADRID
de notre correspondant

La libéralisation du marché des capitaux au sein de la Communauté rendait indispensable une telle refonte. A partir du 1^{er} janvier, les Espagnols pourront librement investir dans n'importe quelle Bourse des pays de la Communauté. Un an plus tard, les entreprises espagnoles pourront, à leur tour, rechercher des sources de financement sur les marchés de valeurs des autres pays de la CEE. Autant d'échéances qui obligent les Bourses espagnoles à se moderniser et à se préparer à la concurrence européenne (Le Monde, 14 juillet).

Il s'agit également de codifier dans un texte légal les règles de fonctionnement d'un nouveau type de marché de valeurs, adapté au progrès technique. L'adoption du projet de loi annonce, en effet, l'entrée en vigueur en Espagne, dès l'automne prochain, du système de marché continu informatisé CATS, Computer Assisted Trading System. Dorénavant, la corbeille traditionnelle laissera la place à un système de cotation continue, huit heures par jour, sur ordinateur. Les opérations seront « dématérialisées », suivant le néologisme en vogue dans les milieux financiers à Madrid, c'est-à-dire que les titres « matériels » seront remplacés par de simples annotations sur un écran, ce qui per-

mettra d'accroître considérablement les opérations. En outre, les différents marchés de valeurs nationaux seront interconnectés, alors que, jusqu'ici, les quatre Bourses espagnoles — Madrid, Barcelone, Valence et Bilbao — fonctionnaient de manière indépendante, avec des cotations distinctes.

Le nouveau système devrait, en outre, assurer une plus grande transparence au bénéfice de l'investisseur. « L'époque où les agents de change pouvaient réaliser dans le secret de leurs bureaux des opérations susceptibles d'influer sur les prix, est désormais révolue, affirme un des auteurs de la loi. Dorénavant, tout investisseur pourra connaître la situation exacte d'un titre et les dernières opérations l'affectant en consultant simplement un écran ».

La réforme concerne également le statut des intermédiaires financiers. Largement inspiré du modèle traditionnel français, le système espagnol reconnaît jusqu'ici aux agents de change un monopole, notamment en tant qu'intermédiaires : ils étaient les seuls autorisés à occuper la Corbeille et à réaliser les différentes opérations au nom de leurs clients.

Ces agents de change tout-puissants devront progressivement céder la place à des sociétés anonymes, qui pourront opérer en Bourse, soit en leur nom, soit au profit de leurs clients. Le passage d'un système à l'autre se fera toutefois de manière progressive. Dans un premier temps, seuls les agents de change se voient reconnaître le droit de fonder de telles sociétés. Dans un second temps, afin de renforcer leur assise financière et d'acquiescer une dimension les rendant compétitives, à niveau national d'abord, européen ensuite, ces nouvelles sociétés seront amenées à ouvrir leur capital à des apports extérieurs, dans une proportion qui augmentera graduellement.

Enfin, la nouvelle loi crée une Commission nationale des marchés de valeurs, chargée de contrôler le fonctionnement du système, et dont les membres seront nommés par le pouvoir exécutif. Il lui appartiendra notamment de déterminer, parmi les trois cent trente sociétés actuellement présentes dans les Bourses espagnoles — dont une centaine à peine cotent de manière quotidienne — quelles sont celles réunissant les conditions minimales pour accéder au nouveau marché informatisé, les autres se maintenant au sein du système traditionnel, qui fera désormais office de second marché.

La nouvelle loi a été accueillie avec réticence par les agents de change et par les syndicats des Bourses, qui la qualifient d'« interventionnisme » et craignent que l'introduction de sociétés financières sur les marchés de valeurs ne se traduise par une mainmise progressive des banques sur le système boursier. Du côté du gouvernement, toutefois, on attribue essentiellement ces critiques aux préoccupations d'ordre corporatiste de catégories jouissant jusqu'ici d'un pouvoir sans partage, et on affirme qu'il s'agit tout simplement, pour les Bourses espagnoles, de se mettre au diapason européen.

THIERRY MALINIAK.

NEW-YORK, 19 juillet

Nouveau recul

Pour la seconde séance consécutive, les cours ont baissé mardi à Wall Street. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de baisse s'est poursuivi sans relâche jusqu'à la fin de la séance. Les indices ont perdu de 2 à 2,5 % en dessous de leurs niveaux précédents. Toutes les locomotives qui servent de support au marché des options ont reculé à toute vitesse (Lafayette, Paribas, E.F. CSE, Peugeot, Accor, Michelin, Midl, CGE, Société Générale). Les autres grandes valeurs n'ont pas été mieux loties (Pernod-Ricard, Châteaugay, Parfums, Cédex national, Compagnie bancaire). Bref, dans l'après-midi, l'indice S&P 500 a perdu 1,9 % avant de revenir à 1,25 % environ. En quarante-huit heures, son repli se chiffre à 4 % environ, ce qui ramène le fameux indice CAC aux alentours de la cote 350 jugée par les analystes comme un seuil dangereux, parait-il, à franchir. Reviendra-t-on en deçà ? La question se pose sur le parquet à deux jours seulement de la fin du mois boursier. D'ores et déjà, la liquidation est perceptible.

La crainte de l'inflation fondée sur la surconsommation des ménages et alimentée par la remontée des cours du pétrole est décriée pour une bonne part à l'origine de ce nouveau repli des cours. Certains spécialistes estiment imminente un relèvement des taux d'intérêt. D'autre part, la chute du marché japonais (surtout, semble-t-il, ce mercredi) a produit une très mauvaise impression sur la Communauté. Mais pour tout dire, ces facteurs ne sont pas nouveaux. La Bourse américaine a surtout pâti du manque d'affaires avec seulement 144,1 millions de titres échangés contre 156,21 millions. En l'absence d'initiatives à l'achat, quelques ventes ont suffi pour déclencher la baisse.

VALEURS	Cours du 18 juillet	Cours du 19 juillet
Alcoa	54 1/4	53 3/4
AMT	28 5/8	28 1/8
AT&T	28 5/8	28 1/8
Bearing	58	57 3/4
Chrysler International Bank	29 5/8	28 1/2
De Paul de Montreal	58 1/8	57 3/4
Eastman Kodak	43 1/4	42 7/8
Exxon	48 1/8	45 5/8
Ford	51 1/2	51 7/8
General Electric	43	42 1/2
General Motors	79 5/8	79 1/8
Goodyear	60 3/8	60 1/8
IBM	112 1/2	112
L.T.T.	50 1/8	50 7/8
Mobile Oil	44 7/8	44 1/2
Placer	80 1/4	80 3/8
Polar	44 1/2	44 1/8
Transco	48 1/2	48 1/2
UAL Corp. ex-Alcan	35 1/8	35 1/4
United Pacific	38 1/2	38 1/2
U.S.X.	31 1/8	30 3/4
Westinghouse	54 1/2	54 1/8

PARIS

BOURSE DU 19 JUILLET

Règlement mensuel														Comptation					VALEURS				
Compagn	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Derrière cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Derrière cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Derrière cours	%						
3045	C.A.E. 3% +	3021	3021	3021																			
1075	B.M.P. T.P.	1070	1080	1080	+ 0.97	Compensation																	
1075	C.F.P. T.P.	1070	1080	1080	+ 0.97	Compensation																	
1084	C.R. Lyons T.P.	1080	1080	1080																			
5314	Remont. P.T.	1352	1346	1346	- 1.25	530	C.S.E. (Insign.)	495	478	477	- 3.84	2200	Lagard (DP)	2251	2285	2186	- 2.93						
1227	Brème-Pont T.P.	1352	1346	1346	- 1.25	530	C.S.E. (Insign.)	495	478	477	- 3.84	2200	Lagard (DP)	2251	2285	2186	- 2.93						
1227	St-Gabriel T.P.	1190	1220	1220	+ 0.42	2230	Danvers S.A.	2115	2115	2110	- 0.28	1220	Laurent-Simon	1770	761	761	- 0.05						
1227	Thomson T.P.	1288	1288	1288			Dury	680	680	680	- 0.77	680	Laurent-Simon	1770	761	761	- 0.05						
440	Alcatel	438	438	434	- 0.46	1671	Dury (DP)	287	286	280	- 2.44	385	Laurent-Simon	1770	761	761	- 0.05						
440	Alcatel	438	438	434	- 0.46	1671	Dury (DP)	287	286	280	- 2.44	385	Laurent-Simon	1770	761	761	- 0.05						
1210	Al.S. Suprem	1425	1401	1401	- 1.68	480	D.M.L.C.	460	460	450	- 2.17	2500	L.V.M.H.	2563	2580	2740	+ 2.21						
1280	A.L.S.P.	291	264	260	- 0.34	1110	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
2160	Arjens	320	310	303	- 0.18	630	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	504	504	512	+ 0.87	1210	Debut Amour, s.	349	336	330	+ 0.29	1320	Lyons, Esne et	1325	1360	1385	- 0.72						
505	Australasia-Roy	5																					

Comptant (selection)

[illegible]

SICAV (sélection)

[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES		COURS	
	16/7	16/7	Achat	Vente	ET DEVISES	par 100	16/7	
Unité Ind. (\$ 1)	6 386	5 234	6 060	6 580	Or fin (au gram)	99100	99100	
21	7 005	7 010			Or fin (au gram)	98500	98500	
337 250	337 280	327	347		Pièce française (20 fr)	508	507	
118 114	118 108	15 400	16 400		Pièce française (10 fr)	305		
286 890	286 950	29	328		Pièce indienne (20 fr)	640	644	
82 000	82 000	90	97		Pièce indienne (10 fr)	640	638	
92 700	92 460	90	97		Stamps - 4	947	944	
10 872	10 811	10 250	10 950		Pièce de 20 dollars	2390	2340	
4 212	4 226	3 600	4 000		Pièce de 10 dollars	1570	1540	
4 381	4 381	4 300	4 600		Pièce de 5 dollars	880		
406 900	406 520	394	418		Pièce de 100 paces	3250	3235	
96 480	96 210	95	105		Pièce de 50 paces	1590	1580	
47 940	47 980	46 460	48 450		Or London	437 65	437 25	
4 587	4 587	4 350	4 350		Or Zurich	436	437 90	
4 144	4 141	3 900	4 500		Or Hongkong	438 25	437 25	
5 285	5 220	5	5 400		Argent London			
4 718	4 691	4 660	4 770					

Cognac	138	138
C. D'Orléans	340	
Cognac	346 40	346 50
D'Orléans (Chaux)	364	330
Gachet	78 80	77 10
Hocquon	250	
Magnesian (Borde)	9 50	9 80
Nice	1057	978 50
Reims	350	350
St. Louis	171	169
St. Louis, Vals	65 30	
S.P.R.	387	
St. Louis de la Mairie	600	
Uster	380	
Union Insurance	126	

g : coupon détaché - o : offert

Marché libre de l'or

Inde	9177 58	9941 85	Union Australienne	122 34	122 12	Indonésie/Laguana	1672 10	1659 60
Indonésie	10328 21	8761 18	Chine/Malgache	1024 24	1028 04	Malaisie	550 30	498 18
Israël	5091 13	4880 27	Chine/Taiwan	4194 02	4194 02	Maldives	1581 35	1591 57
Italie	26 76	26 38	Chine/Taiwan/Chang	157 05	153 14	Maroc	40258 32	40258 06
Italie/Albanie	292824 70	292824 70	Chili	1102 78	1028 85	Mexique	22327 78	22394 57
Italie/Indonésie	133689 45	133326 57	Colombie	182 92	182 91			
Italie/Indonésie (par 100)	10084 42	10084 42	Oman	1282 82	1221 01			
Jamaïque	246 57	228 81	Oman	5889 25	5875 38			
Jamaïque/Chine	6233 60	6860 84	Pakistan Coréenne	584 78	589 85			
Jamaïque/Chine	273 52	272 97 0	Pakistan Espagne	10946 36	10913 76			
Jamaïque/Indonésie	385 38	387 89	Pakistan France	80 85	80 20			
Jamaïque/Océanie	446 75	441 34	Pakistan Indonésie	1007 10	982 22			
Jamaïque/Chine	370 30	359 60	Pakistan Océanie	1028 04	108 74			
Jamaïque/Chine	98 80	94 07	Pakistan Roumanie	618 20	457 07			
Jamaïque/Indonésie	1000 88	971 74	Pakistan Roumanie	58 48	55 63			
Jamaïque/Indonésie	28 38	28 38	Pakistan Union	1018 82	1087 83			

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

* : droit détaché - d : domicilié - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, page 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les perspectives de cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran.	8 Nouvelle-Calédonie : des habitants d'Ouvéa font état de sévices subis avant l'assaut contre la grotte.	9 Une vente de bijoux de Roberto Polo relance l'affaire Chaumet.	11 La 42 ^e Festival d'Avignon.	20 Les pays industriels prêts à soutenir l'effort de redressement du Brésil.	Abonnements 8	● Jouez avec le Monde JEU
4 URSS : la situation en Arménie.		10 L'affaire du clos Saint-Michel.	12 Photo : bilan des XX ^e Rencontres d'Arles.	— CGE : une tempête dans un verre d'eau.	Cartes classées 17 à 19	● La messagerie internationale DIA
5 États-Unis : la convention démocrate à Atlanta.		— Tour de France cycliste : Pedro Delgado soupçonné de dopage.	13 Les clubs de jazz à New-York.	21 Les Britanniques débarquent à Berlin-Piege.	Météorologie 16	● Le mini-journal de la rédaction JOUR
			14 Expositions.	22-23 Marchés financiers.	Mots croisés 16	● Admission aux grandes écoles ECOLES
			10 COMMUNICATION		Radio-télévision 18	36-15 tapez LEMONDE
					Spectacles 15	

Le RPR se dote d'un conseil national de prospective et d'un comité d'orientation politique

M^{me} Michèle Barzach, députée de Paris, ancien ministre, a présidé, mardi 19 juillet, la première réunion du conseil national de prospective créé auprès du secrétaire général du RPR.

Le matin même, M. Chirac, président du mouvement, avait nommé sur proposition de M. Alain Juppé, secrétaire général, vingt membres de cette nouvelle instance qui sera complétée, début septembre, par la nomination d'une dizaine d'autres députés chargés notamment des problèmes d'éducation nationale, de défense et de politique étrangère.

Les premières nominations concernent essentiellement les postes de députés nationaux pour les questions économiques et sociales, au sens large, et pour les problèmes de société. Parmi ceux-ci figurent quatre femmes, neuf députés, deux sénateurs, trois anciens ministres, trois élus locaux et deux anciens députés, parmi lesquels M. Michel Hamon (Isère), dont le rapport sur l'immigration avait entraîné des controverses.

Tous les députés représentent des départements différents. Aucune de ces personnalités n'a pris de position marquée lors des remous qui ont agité le RPR après la candidature de M. Philippe Séguin au poste de président du groupe parlementaire contre M. Bernard Pons, bien que certaines d'entre elles aient alors voté pour le député des Vosges.

Chaque député a été invité à s'entourer d'un groupe de travail composé d'experts appartenant au RPR ou extérieurs à celui-ci afin de préparer des propositions qui permettront de définir la doctrine du mouvement. Cette structure ne va pas sans rappeler celle du « groupe des experts » du Parti socialiste. Ses travaux alimenteront notamment les débats du congrès que le RPR pourrait réunir au début de 1989. Ils devront cependant s'articuler avec ceux que poursuit M^{me} Michèle

Alliot-Marie, secrétaire nationale « au projet », dont l'objet est plus précisément de recueillir les observations et les souhaits des cadres et des militants du RPR.

A cet effet, le secrétaire général a adressé un questionnaire aux adhérents du mouvement concernant notamment son organisation et sa communication. Les réponses qui étaient souhaitées pour le 14 juillet n'ont pas encore été dépouillées. Sans attendre les suggestions de la « base », M. Chirac a d'ores et déjà constitué auprès de lui un comité d'orientation politique, composé d'une douzaine de personnalités qui devraient se réunir tous les quinze jours à partir de septembre.

Y figurent dès maintenant MM. Juppé et Balladur ainsi que les présidents des deux groupes parlementaires, MM. Pasqua et Pons, l'ancien président de l'Assemblée nationale, M. Chaban-Delmas, l'ancien secrétaire général, M. Toubon, l'ancien président du conseil régional d'Ile-de-France, M. Michel Girard, M. Robert Poujade, maire de Dijon, qui animait les comités de soutien pendant la campagne présidentielle, et M. Alain Carignon, maire de Grenoble, ancien ministre de l'Environnement.

Cette instance qui pourrait remplacer en fait l'ancien conseil politique du RPR, qui était beaucoup plus nombreux, s'efforce de compter des représentants des diverses tendances qui viennent de se manifester au sein du mouvement. Il constituera une sorte de comité des sages — le mot est à la mode — après de l'ancien premier ministre.

Par ces diverses décisions, M. Chirac manifeste ainsi qu'il ne se désintéresse nullement des structures du RPR ni de l'instrument politique que celui-ci représente. Les mesures prises avant les vacances du mois d'août constituent surtout une remise en forme d'un

parti, fortement secoué par ses récents échecs électoraux, en vue notamment des échéances municipales du printemps 1989. M. Chirac, sans se livrer pour le moment à de trop spectaculaires manifestations, montre qu'il est en train, selon une de ses expressions favorites, de « remonter sur son cheval ».

ANDRÉ PASSERON.

Les vingt premiers membres

Voici la liste des vingt premiers députés nationaux membres du conseil national de la prospective du RPR :

— Famille : M^{me} Marie-Thérèse Geoffroy, conseiller régional Rhône-Alpes ;
— Santé : M^{me} Elisabeth Hubert, députée de la Loire-Atlantique ;
— Femmes : M^{me} Danielle Refuvel, conseillère municipale du XII^e arrondissement de Paris ;
— Vie quotidienne : M^{me} Colette Codacci, conseillère municipale de Lille ;
— Solidarité : M. Michel Hanou, ancien député de l'Isère ;
— Agriculture : M. Jean-Claude Pasty, député européen ;
— Politique économique et budgétaire : M. Philippe Auberger, député de l'Yonne ;
— Fiscalité : M. Jean de Gaulle, député des Deux-Sèvres ;
— Entreprise : M. Jacques Oudin, sénateur de la Vendée ;
— Industrie et technologies : M. Jacques Valade, ancien sénateur de la Gironde, ancien ministre ;
— Recherche : M. Jean-Michel Dubernard, député du Rhône ;
— Tourisme : M. Jean-Claude Mignot, député de Seine-et-Marne ;
— Formation : M. Jacques Legendre, ancien député du Nord ;
— Questions juridiques : M. Pierre Mazaud, député de la Haute-Savoie, ancien ministre ;
— Sécurité : M. Henri Cug, député des Yvelines ;
— Décentralisation : M. Josselin de Rohan, sénateur du Morbihan ;
— Sports : M. Guy Druy, député de Seine-et-Marne ;
— Rapatriés : M^{me} Martine Dargelin, députée des Alpes-Maritimes ;
— Jeunesse : M. Jean-Pierre Sola, ministre du travail, la déléguation CGT, conduite par M. Louis Vianet, a indiqué qu'elle refusait l'idée qui circule d'une suppression des élections des administrateurs des caisses de Sécurité sociale prévues pour 1989. La CGT s'inquiète par ailleurs des « mauvais coups » qui se préparent : celle-ci a demandé la Sécurité sociale, s'est affirmée vigilante sur les suites données à la loi d'amnistie et a rappelé sa revendication du SMIC porté à 6 000 francs. A propos de la législation sur les licenciements, M. Louis Vianet a demandé qu'une « loi rétablisse l'autorisation administrative de licenciement ».

— Suppression d'emplois chez Chausson : le comité d'entreprise démissionne. — Au cours du comité central d'entreprise des usines Chausson, qui s'est tenu le mardi 19 juillet, les élus du personnel ont décidé de désigner un expert pour examiner les causes du plan de suppression de 1 134 emplois.

(Publié)

CULTURE GÉNÉRALE

UNE MÉTHODE POUR NE PAS BRONZER IDIOT !

Profitez de la période des vacances pour faire un tour d'horizon des connaissances de base et renforcer votre formation générale. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture sous une forme simple, dans la chronologie des événements et des mouvements de pensée. Accessible à tous, indispensable à la réussite de vos projets.

Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, service 3998, 35, r. Collège, 92383 Paris-La Vallée. Tél. : (1) 42-70-73-63.

Le prix du baril de pétrole en repli

En cédant 47 cents pour s'établir à 15,23 dollars sur le marché de New-York le mercredi 20 juillet, le prix du baril de brut (West Texas Intermediate aux États-Unis) a reperdu une partie de son avance de la veille.

De l'avis des professionnels, le marché avait réagi trop vite, mardi, à l'annonce d'un cessez-le-feu probable entre l'Irak et l'Iran. Si une telle hypothèse devait se confirmer, les experts estiment que les effets positifs sur les prix se feront seulement sentir sur le moyen terme.

M. Bérégovoy juge « inacceptable » la hausse des prix des services

« Je n'entends pas revenir au contrôle des prix, mais je lance un message aux professionnels des services. Attention ! Il est inacceptable que vos prix augmentent de 6 % à 7 % par an quand l'inflation est de 2,5 % », a déclaré mardi 19 juillet M. Pierre Bérégovoy au micro d'Europe 1.

M. Bérégovoy a indiqué qu'il entendait continuer à « faire de la lutte contre l'inflation une priorité », mais qu'il rencontrerait « quelques difficultés », faisant notamment allusion au fait que « le gouvernement précédent avait différé la hausse des tarifs publics ».

Les Chantiers de Saint-Nazaire vont construire six frégates pour la marine nationale

Les Chantiers navals de l'Atlantique à Saint-Nazaire (groupe Alstom) ont reçu le mardi 19 juillet, de la part des pouvoirs publics, confirmation de la construction de six frégates légères de surveillance pour la marine nationale (nos dernières éditions du 20 juillet). Ce contrat, qui s'élève à 1,5 milliard de francs (soit l'équivalent d'un paquebot de croisière), représente quelque trois millions d'heures de travail pour le chantier — notamment aux ateliers de tôlerie — et renforce le plan de charge de l'entreprise — qui sort d'un long conflit social.

L'équipement militaire de ces bâtiments sera assuré par les arsenaux (Le Monde du 26 avril).

EN BREF

● La CGT refuse la suppression des élections à la Sécurité sociale. — Répète à son tour, le lundi 19 juillet, par M. Jean-Pierre Sola, ministre du travail, la déléguation CGT, conduite par M. Louis Vianet, a indiqué qu'elle refusait l'idée qui circule d'une suppression des élections des administrateurs des caisses de Sécurité sociale prévues pour 1989. La CGT s'inquiète par ailleurs des « mauvais coups » qui se préparent : celle-ci a demandé la Sécurité sociale, s'est affirmée vigilante sur les suites données à la loi d'amnistie et a rappelé sa revendication du SMIC porté à 6 000 francs. A propos de la législation sur les licenciements, M. Louis Vianet a demandé qu'une « loi rétablisse l'autorisation administrative de licenciement ».

● Suppression d'emplois chez Chausson : le comité d'entreprise démissionne. — Au cours du comité central d'entreprise des usines Chausson, qui s'est tenu le mardi 19 juillet, les élus du personnel ont décidé de désigner un expert pour examiner les causes du plan de suppression de 1 134 emplois.

(Publié)

CULTURE GÉNÉRALE

UNE MÉTHODE POUR NE PAS BRONZER IDIOT !

Profitez de la période des vacances pour faire un tour d'horizon des connaissances de base et renforcer votre formation générale. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture sous une forme simple, dans la chronologie des événements et des mouvements de pensée. Accessible à tous, indispensable à la réussite de vos projets.

Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, service 3998, 35, r. Collège, 92383 Paris-La Vallée. Tél. : (1) 42-70-73-63.

Après les émeutes en Birmanie

Réorganisation du parti unique et démission du ministre de l'intérieur

A la suite de révolutions selon lesquelles 41 manifestants arrêtés lors des émeutes de mars avaient péri étouffés dans un foudroyant incendie, le ministre de l'intérieur et des affaires religieuses de Birmanie, M. Ming Gung a démissionné, le mardi 19 juillet. Entre-temps, les incidents sporadiques continuent d'avoir lieu en province. La radio a annoncé que la police avait ouvert le feu lundi soir à Pyaw, dans le nord du pays, tuant un homme, à la suite d'une bagarre. La semaine dernière, des affrontements ont fait trois morts et trente blessés à Taunggyi, capitale de l'Etat shan, à 400 kilomètres au nord-est de Rangoon. Plusieurs bâtiments y ont été mis à feu.

BANGKOK
de notre envoyé spécial

Mars et de juin, dont la répression aurait déjà fait plus de deux cents morts selon des diplomates occidentaux, Rangoon a annoncé, pour le 23 juillet, une réunion extraordinaire du parti unique afin de procéder à sa propre restructuration et à « réformer » l'économie. La radio officielle birmane a également affirmé que plus de mille personnes, dont de nombreux étudiants arrêtés au cours de ces émeutes, avaient été libérés et que le couvre-feu nocturne décrété le mois dernier à Rangoon avait été levé.

Entre-temps, des voyageurs qui se sont rendus récemment à Rangoon ont rapporté que « le calme le plus total » y avait été restauré. Rien ne suggère une présence renforcée de l'armée dans la capitale birmane, où les militaires étaient intervenus pour rétablir l'ordre en juin. Une « vie normale » a repris de jour, les universités demeurent fermées. L'un des dirigeants du parti unique, le Parti du programme socialiste birman (BSP), a néanmoins reconnu que la hausse des prix suivait une « spirale exorbitante » depuis l'imposition du couvre-feu, levé le 9 juillet.

Le régime du général Ne Win, âgé de soixante-dix-sept ans et au pouvoir depuis vingt-six ans, a donc repris la situation en main. En juin, les étudiants avaient émis cinq demandes : un bilan exact des victimes de la répression de mars ; l'identité de l'assassin d'un étudiant tué au cours d'une rixe (qui avait été à l'origine des émeutes de mars) ; la libération des personnes arrêtées à l'époque ; le droit de former un syndicat ; la réintroduction dans le circuit monétaire des billets de 25 et 75 kyats, dont le retrait, en septembre, s'était fait sans compensation.

Les autorités semblent avoir accédé, en partie au moins, à l'une de ces demandes — la libération de détenus — mais non sans avoir, auparavant, réprimé avec vigueur des manifestations apparemment spontanées au départ. Certaines sources font état de plus d'un millier d'arrestations. L'armée est intervenue, quand il l'a fallu, sur les campus universitaires. Une fois les émeutes éteintes, les indicateurs du régime ont fait place nette, retrouvant la trace des éléments les plus remuants.

Selon différentes sources diplomatiques, les émeutes de mars et de juin ont été révélatrices d'un climat d'exaspération qui règne dans les villes face à la désorganisation de l'économie. L'Etat, au bord de la banqueroute, n'a pu empêcher une dégradation croissante des communications. L'essence est souvent introuvable, sauf sur le marché noir. Les campagnes se replient sur elles-mêmes, vivant en semi-autarcie. La gestion et le ravitaillement des centres urbains se détériorent. Enfin, la démondation de septembre a affecté en priorité les centres urbains, le kyat ne valant plus, sur le marché parallèle, que le septième du cours officiel.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

L'échec de la « voie birmane »

L'Union birmane est un pays à l'énorme potentiel agricole. Mais, depuis trois décennies au moins, il a choisi l'isolement. La « voie birmane vers le socialisme » a été un échec et le régime du général Ne Win n'a pas davantage su résoudre le problème posé par une série d'invasions armées aux frontières de l'Union. Mais les étudiants — deux mille en tout — ne constituent pas, en eux-mêmes, une menace pour la direction militaire du pays, dominée par la personnalité de M. Ne Win. Seul le général Aung Gyi, compagnon de la première heure de Ne Win mais écarté du pouvoir dès 1963, s'est élevé notamment contre la brutalité de la répression, dénonçant les sévices infligés aux manifestants arrêtés. Mais il aurait été, depuis, placé en résidence surveillée.

Pour la dictature impuissante de M. Ne Win, le danger ne peut venir des campus universitaires, affirmant de source diplomatique occidentale. Il ne pourrait venir, le cas échéant, que de désaccords entre militaires, lesquels tiennent le parti et contrôlent les principaux secteurs de la vie publique. Or rien n'a vraiment transpiré, pour l'instant, d'éventuelles divisions ou querelles de générations au sein de l'armée.

Il est peut-être un peu tôt, cependant, pour sentir les effets, au sein de la hiérarchie militaire, des révoltes étudiantes et de leur répression. La réunion du BSP, à la fin du mois, pourrait donner de premières indications à ce sujet, car le problème de la succession de M. Ne Win, qui a fait le vide autour de lui, commence à se poser.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

L'ESPAGNE EN TRAIN

Voyagez sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE

A PARTIR DE 490 F

Renseignements : RENFE, 1, av. Marceau, 75116 PARIS. Tél. 47-23-52-01



INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e 42 72 26 26
84, av. du Prado Marseille 6^e 91 37 25 03

Jusqu'à 31/07

Rechauffement franco-canadien ?

L'annonce par Air Canada d'une commande de quatre Airbus A 320 et d'un contrat de maintenance pour vingt ans, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

La décision d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ. Le gouvernement birman a fait connaître qu'il ne se fera pas de la démission d'Air Canada, d'engager un vol de privatisation, n'est certes pas que politique, et ce n'est pas la seule considération qui pèse sur le gouvernement birman. Mais elle n'est pas moins que le signe d'un nouveau départ.

Les réactions des syndicats au projet de M. Jospin

En présentant les grandes orientations de son action dans l'enseignement primaire et secondaire (Le Monde du 20 juillet), M. Jospin s'est attaché à faire patienter l'ensemble de ses interlocuteurs jusqu'aux décisions budgétaires de

l'automne. A ce discours d'attente, les principaux syndicats d'enseignants ont répondu par un « wait and see » plus ou moins satisfait.

La FEN (Fédération de l'éducation nationale) estime que les intentions affichées par le ministre vont « dans le bon sens » et « répondent incontestablement aux aspirations des personnels, des parents, des étudiants et des élèves ». L'accent mis sur la nécessaire programmation à long terme des objectifs et des moyens incitera la FEN à une « vigilance toute particulière » lors de l'examen du budget 1989. Même tonalité au SNI-PEGC (Syndicat national des instituteurs), satisfait de voir ses revendications entendues et qui estime que « le ministre doit maintenant concrétiser et mettre en œuvre ».

Le SGEN (Syndicat général de l'éducation nationale), de son côté, est satisfait des grandes options présentées par M. Lionel Jospin. Il exprime cependant des réserves sur plusieurs points : le caractère « évanescent » de l'idée de loi de programmation, l'absence de décision sur la modification du statut des maîtres-directeurs dans le primaire et surtout la volonté du ministre de poursuivre, sans discussion préalable, la mise en place d'un statut des chefs d'établissement du secondaire.

En revanche, du côté du SNALC (Syndicat national des lycées et collèges), le ton est sévère et désabusé. Sur la revalorisation du métier d'enseignant « le ministre n'a annoncé aucune mesure concrète et nous berce de belles déclarations d'intention ». Le SNALC craint, d'autre part, que l'allègement des programmes n'entraîne une baisse du niveau des élèves et déplore le « jugement négatif » que M. Jospin porte implicitement sur les enseignants lorsqu'il les incite à « travailler autrement ».

● Au conseil des ministres. — M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, devait présenter une communication lors du conseil du 20 juillet. Le D^e Plan, qui s'achève cette année, devrait être suivi par un Plan de quatre ans (1989-1992) qui préparerait le pays à l'avènement du marché unique. Au cours du même conseil devait être nommé le nouveau commissaire au Plan, l'ancien M. Fragonard, ayant été chargé de la mise en place du revenu minimum d'insertion.

RODIN
la mode en SOLDES!
Des milliers de mètres de tissus de soie, laine, polyester, coton, lin, etc.
Les robes, les blouses, les chemises, les pantalons, les jupes, les vestes, les manteaux, les accessoires.
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

MON NOM M'A TOUJOURS POUSSÉ À FRÉQUENTER DES GENS ÉCONOMES...

5 050 F HT
Disque dur SCSI compatible
30 Mo externe

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e 42 72 26 26
84, av. du Prado Marseille 6^e 91 37 25 03

Jusqu'à 31/07

Jusqu'à 31/07

Le Monde
M. Michel Barzach
désigné par convention
conventionnelle
Atlanta (Géorgie) : le
crédit 20 juillet pour
les élections présidentielles
de la Géorgie. Des
discussions d'importance
sont en cours à ce sujet.
L'annonce de la victoire
de M. Barzach a été
accueillie avec joie par
les habitants de la ville.

ATLANTA
du nouveau monde
Atlanta (Géorgie) : le
crédit 20 juillet pour
les élections présidentielles
de la Géorgie. Des
discussions d'importance
sont en cours à ce sujet.
L'annonce de la victoire
de M. Barzach a été
accueillie avec joie par
les habitants de la ville.

Le Monde
M. Michel Barzach
désigné par convention
conventionnelle
Atlanta (Géorgie) : le
crédit 20 juillet pour
les élections présidentielles
de la Géorgie. Des
discussions d'importance
sont en cours à ce sujet.
L'annonce de la victoire
de M. Barzach a été
accueillie avec joie par
les habitants de la ville.

Le Monde
M. Michel Barzach
désigné par convention
conventionnelle
Atlanta (Géorgie) : le
crédit 20 juillet pour
les élections présidentielles
de la Géorgie. Des
discussions d'importance
sont en cours à ce sujet.
L'annonce de la victoire
de M. Barzach a été
accueillie avec joie par
les habitants de la ville.

Le Monde
M. Michel Barzach
désigné par convention
conventionnelle
Atlanta (Géorgie) : le
crédit 20 juillet pour
les élections présidentielles
de la Géorgie. Des
discussions d'importance
sont en cours à ce sujet.
L'annonce de la victoire
de M. Barzach a été
accueillie avec joie par
les habitants de la ville.